L'ODYSSÉE

POLONAISE

4074 — Paris, imprimerie de Ch. Jouaust, rue Saint-Honoré, 338.

L'ODYSSÉE
POLONAISE

PRÉCÉDÉE D'UNE

LETTRE A M. PROUDHON

PAR

ÉLIAS REGNAULT

PARIS

DENTU
PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS

FRANCK
RUE DE RICHELIEU, Nº 67

1862

LETTRE A M. PROUDHON

MONSIEUR,

Vous aviez promis au public une brochure sur la question qui nous divise (1). Moi qui, avec beaucoup d'autres, suis friand de vos écrits, j'attendais avec impatience la publication annoncée, bien certain de tirer quelque profit de vos enseignements, dussé-je même en combattre les conclusions.

J'aurais attendu encore, si je n'avais songé, peut-être un peu tard, que les séductions de votre talent vous assureraient trop d'avantages, si je vous laissais seul maître de la discussion. J'ai donc estimé utile de préparer pour le public une contre-épreuve du travail que vous allez sans doute lui livrer : la vérité gagne à un débat contradictoire, et nous ne devons ni l'un ni l'autre nous laisser condamner par défaut.

Si vous n'aviez fait que vitupérer la Pologne dans son passé, je ne tiendrais pas à discuter une appréciation historique sans lien avec les faits actuels ; car, en supposant que je pusse vous y surprendre en faute, ce ne serait tout au plus que dans le domaine théorique, ce qui est sans importance.

Mais vous interdisez à la Pologne un droit d'avenir ; dès lors la question appartient à la politique actuelle, et nous entrons sur le domaine pratique, où toute erreur doit influer sur notre propre conduite.

J'écarte volontiers toute idée de sentimentalisme, et par là je crois entrer dans vos vues, pour ne m'en tenir qu'aux choses possibles et aux faits désirables. Je ne veux même pas faire appel

(1) Voir *la Presse* du 1er octobre 1861.

aux notions de droit et de justice ; je circonscris la question dans les nécessités de la politique.

Or, c'est ici que nous nous éloignons considérablement l'un de l'autre. Vous dites que le rétablissement de la Pologne compromettrait l'équilibre européen, je soutiens que cet équilibre a été profondément compromis par les divers partages de la Pologne ; je dis que les traités de Vienne, loin de rétablir l'équilibre par la consécration du crime, n'ont fait que constituer en permanence la révolte chez les opprimés, le trouble et l'inquiétude chez les oppresseurs, la menace et l'insécurité chez toutes les autres nations ; j'ajoute que la Pologne libre et indépendante est la clef de voûte de l'équilibre.

Dans vos préoccupations du passé, vous jugez la Pologne d'aujourd'hui sur la Pologne de 1760 : c'est comme si vous vouliez porter un jugement sur la France de 1860 avec les souvenirs de la France monarchique de Louis XV.

Peut-être repousserez-vous cette comparaison, parce que la France, malgré ses fortunes diverses, est toujours restée debout, forte et respectée même aux jours des revers ; tandis que la Pologne, couchée dans le linceul des partages, sacrifiée dans les traités, effacée de la liste des nations, ne compte plus même dans la géographie que par les circonscriptions de l'état de siége.

Or, il y a précisément sous cette mort apparente un phénomène vital, sans exemple dans les annales historiques, qui montre ce peuple en possession de l'être et du droit, alors qu'on le déclare sans patrie et sans nom, phénomène qui se manifeste non par les larmes et le gémissement, mais par l'action et la lutte. Depuis quatre-vingts ans, il s'est fait une Pologne nomade, franchissant les limites de la géographie diplomatique, emportant, comme Énée, ses pénates dans ses bras, fidèle aux traditions nationales, et,

quoique disséminée sur toutes les rives, vivant dans l'unité de sentiments et de pensées qui révèle une nation. Que parle-t-on de la Pologne absente? Elle est partout présente dans les mouvements de l'Europe moderne : ses champs de bataille sont ceux de la république et de l'empire, et lorsque la France se reposait, la Pologne militante envoyait ses soldats aux rives du Bosphore, aux défilés du Caucase, aux plaines brûlantes de la Perse. Dans le domaine politique, sa sphère d'action a été aussi illimitée que les intrigues des cabinets; et les agents de Berlin, de Vienne et de Saint-Pétersbourg, dans les voies les plus ténébreuses où ils croyaient n'être vus de personne, ont rencontré devant eux des sentinelles polonaises leur barrant le chemin et jetant à l'Europe le cri d'alarme.

Avouez, Monsieur, qu'une telle histoire n'est pas celle d'un peuple mort. Notre public cependant la connaît peu, et c'est ce qui m'engage à la retracer en quelques pages. Oserai-je ajouter que ce m'était une occasion de placer sous vos yeux quelques pièces du procès qui ont pu échapper à vos investigations? Je crains que vous n'ayez vu la nation que dans ses circonscriptions officielles, et que son action vivante et opiniâtre à l'extérieur n'ait pas été assez par vous mise en ligne de compte. Sachons cependant respecter l'individualité, une ou collective, qui dit : « Je combats, donc je suis. »

Permettez-moi une dernière observation que je crois assez significative.

L'émigration française n'avait duré que vingt ans, et déjà ses enfants nés en pays étranger étaient presque britannisés. Dix ans encore, ils l'étaient tout à fait. Il y a quatre-vingts ans que dure l'émigration polonaise : trois générations se sont succédé à l'étranger, jetées sur les rives lointaines par le vent de tempêtes à plusieurs dates, et les fils et les petits-fils sont restés aussi fidèles

au culte national que les pères et les grands-pères. D'où vient cette différence? C'est que l'émigration française était celle d'un parti; l'émigration polonaise est celle d'une nation. Le parti s'éteint, parce qu'il est l'expression d'une passion individuelle; la nation survit, parce qu'elle est la manifestation d'une pensée traditionnelle. N'y a-t-il pas là, à vos yeux comme aux miens, un éclatant symptôme?

Je termine ici toute discussion, car je ne veux dans cet opuscule vous présenter que des faits, abandonnant à votre puissante logique le soin des conclusions.

Je serais, je l'avoue, heureux et fier que ce simple exposé pût ébranler sur quelques points la solidité de vos convictions. Chez les esprits éminents il n'y a point de parti pris; et je me féliciterais de vous voir reconnaître avec moi la justesse des paroles de M. de Talleyrand adressées à M. de Metternich lors du congrès de Vienne: « Entre toutes les questions, *la plus exclusivement européenne* est celle qui concerne la Pologne. »

Ce qui était vrai en 1814 l'est encore aujourd'hui.

Paris, le 1er janvier 186[illegible].

Les dieux, dit Cicéron, offrirent à Ulysse de le rendre immortel s'il voulait renoncer à revoir Ithaque. L'illustre vagabond préféra la patrie au privilége des dieux; et, vivant depuis dans le souvenir des hommes, il gagna l'immortalité par ses travaux, en refusant de l'accepter comme un don. Ainsi l'Ulysse polonais, hôte errant de tous les rivages, pèlerin sous toutes les latitudes, guerrier de tous les combats et négociateur dans tous les cabinets, prépare son droit à l'immortalité en préparant la régénération de sa patrie.

Nous voulons suivre les grandes leçons de l'odyssée moderne : après la chute, l'expiation; après l'expiation, le réveil; et dans les lueurs d'un horizon qui se rapproche, les promesses du triomphe.

En général, dans l'histoire des émigrations il n'y a que des légendes de souffrances et de larmes : la plus grande vertu est la résignation, et l'héroïsme ne s'élève que jusqu'à la patience. Dans l'émigration polonaise, il

y a toute une épopée de luttes, d'efforts gigantesques, d'implacables ressentiments. Ici, Ulysse ne cherche pas à tromper les regards des prétendants; il marche à eux sans déguisement, les attaque face à face, se présente à eux tantôt comme une ombre vengeresse sur les champs de bataille, tantôt comme le révélateur de leurs ruses dans le secret des chancelleries.

Les proscrits se sont fait une patrie militante, communiquant par mille détours cachés avec la patrie opprimée, lui envoyant des espérances, et entretenant chez elle la vie par les fortes pulsations du mouvement extérieur. La Pénélope de l'antiquité a pu, dans ses heures d'incertitude, plus d'une fois se croire veuve; la Pénélope moderne, la Pologne du foyer, entend toujours de loin les pas de son Ulysse; son oreille attentive signale les régions qu'il parcourt, au bruit des coups qu'il reçoit et qu'il donne, et dans les intervalles de silence il reste encore pour moyen de communication les ingénieuses télégraphies du malheur.

C'est cette étonnante action d'indomptables émigrés que nous allons résumer en quelques pages. Les chants populaires ont conservé la mémoire du patient émigré d'Ithaque. L'odyssée polonaise n'est pas indigne d'occuper la muse sévère de l'histoire.

L'ODYSSÉE
POLONAISE

PREMIÈRE ÉMIGRATION.

Les réformateurs. — Constitution du 3 mai 1791.

Pourquoi le nom de la Pologne a-t-il depuis tant d'années le pouvoir de remuer les esprits? Pourquoi les peuples et les gouvernements, dans cette seule question peut-être, n'acceptent-ils pas le principe des faits accomplis? Pourquoi une usurpation qui a près d'un siècle de date n'est-elle admise par personne au bénéfice de la prescription? Pourquoi enfin, au milieu de tant de bouleversements dont nous avons été les témoins, de tant de confiscations territoriales non moins contestables en morale; pourquoi l'iniquité polonaise est-elle la seule à crier si haut et à ne permettre ni transaction ni oubli? Il n'y a pourtant pas à notre époque excès d'élans chevaleresques; et si la vue seule des grandes infortunes devait nous émouvoir, il y a d'autres régions qui pourraient aussi appeler nos regards. Ce ne sont pas d'ailleurs seulement les masses

populaires, si promptes à l'enthousiasme et au sacrifice, qui protestent en faveur de la Pologne : les mêmes pensées sont partagées par des hommes d'État accoutumés à raisonner leurs sentiments et à mesurer la portée de leurs paroles. La sagesse politique a tenu le même langage que l'instinct de la justice.

Il y a donc dans les émotions nées de la question polonaise et dans les persistances de ces émotions autre chose qu'un sentiment de compassion, autre chose même qu'une thèse morale ; il y a encore, d'une part, une grave pensée de droit international ; d'autre part, les enseignements d'une lutte permanente, les droits d'un peuple qui se défend et au dehors et au dedans. La patrie, qui semble ne plus compter dans les conseils des cabinets, se révèle par les faits de la vie extérieure, et son histoire se continue dans les annales des proscrits.

Cette triste légende remonte au delà du partage. Avant la grande iniquité de 1772, effrontée et brutale, des déchirements intérieurs avaient amené une première proscription, non toutefois sans l'intervention de l'étranger.

Lorsque, dans un jour d'aveuglement, les Polonais eurent pris un roi dans la maison de Saxe, soumise à l'Autriche, et par l'Autriche à la Russie, il se produisit un fait dont la nation n'avait jamais été témoin. En vertu du traité de Birze, en 1701, entre Auguste II et Pierre Ier, les troupes polonaises marchèrent sous les mêmes drapeaux que les Moscovites. Cet accouplement inouï était tellement contraire aux traditions

nationales, que tous les cœurs fidèles aux souvenirs de la patrie se soulevèrent. Un roi indigène, Stanislas Leczinski, fut opposé au Saxon; il fut salué comme une espérance de régénération. Malheureusement encore, cette révolution ne pouvait s'accomplir sans l'appui de l'étranger; le trône national fut relevé par les Suédois. Cependant la Suède au moins était pour la Pologne une alliée naturelle qui n'apportait pas avec elle, comme l'alliance moscovite, l'abdication de tout le passé historique.

Mais le parti national, vaincu à la suite des revers de Charles XII, vit inaugurer le règne intérieur des garnisaires moscovites, avec la complicité de la maison de Saxe. La Pologne, déjà, ne s'appartenait plus à elle-même : l'étranger était sur le trône, ayant pour complices et pour maîtres des soldats étrangers.

Alors comme aujourd'hui, il se fit au dehors une autre Pologne, bien petite il est vrai par le nombre de ses représentants, mais forte dans la confiance du droit, et profitant des leçons de l'exil pour assurer à la patrie un nouvel avenir.

Le roi dépossédé, Stanislas Leczinski, sans avoir les dehors brillants et impétueux de ses compatriotes, renfermait en lui toutes les qualités de l'homme sage qui se fortifie dans le malheur. Sa chute l'avait trouvé aussi calme que son élévation, et dans les pénibles épreuves d'une vie errante, il avait su partout commander le respect par sa noble sérénité dans les disgrâces et sa dignité dans le repos.

Il ne se doutait guère que l'ingénuité de ses vertus domestiques et la modestie héroïque de son intérieur allaient lui faire un titre auprès d'une cour corrompue, pour appeler sa maison à une fortune qu'il n'eût jamais rêvée.

Le duc de Bourbon, ou plutôt sa maîtresse, madame de Prie, gouvernait en 1725 la France, en dominant Louis XV. Mais la faveur croissante de l'évêque de Fréjus portait ombrage aux deux intrigants; ils espéraient se fortifier par le mariage du jeune monarque, en lui faisant agréer une reine de leur choix. Une liste de dix-sept princesses de diverses cours avait été rédigée par les affidés du duc et de la marquise. A leur tête figurait Élisabeth, fille du czar Pierre Ier et de Catherine. Celle-ci faisait les propositions les plus avantageuses, offrant de faire sa fille catholique et de dévouer les forces moscovites aux intérêts de la France. Mais Élisabeth fut repoussée par les conseillers intimes à cause de la basse extraction de sa mère.

Les agents secrets de madame de Prie furent donc expédiés dans les différentes cours pour étudier les personnes et les familles des princesses enregistrées. Un d'eux, le chevalier de Meré, avait commencé sa tournée par la petite ville de Wissembourg, en Alsace.

Il y avait rencontré, retirée dans une commanderie de Malte presque délabrée, la cour fugitive du roi Stanislas. C'était le régent qui lui avait accordé l'hospitalité de la France, avec une pension d'environ mille livres par semaine, qui suffisait à

peine pour faire vivre à l'abri du besoin autour de Stanislas, sa mère, sa femme, sa fille, et quelques illustres réfugiés polonais fidèles compagnons de ses infortunes.

Une cour aussi modeste faisait peu de bruit dans le monde, lorsque madame de Prie reçut du chevalier de Meré une touchante description de l'intérieur de Wissembourg, qui se terminait par un gracieux portrait de Marie Leczinska.

« Ces mœurs naïves et pures, ce mélange d'études graves et de gaieté innocente, ces devoirs pieux et domestiques; cette princesse qui, aussi simple que la fille d'Alcinoüs, ne connaît de fard que l'eau et la neige, et qui, entre sa mère et son aïeul, brode des ornements pour les autels; tout retrace dans la commanderie de Wissembourg l'ingénuité des temps héroïques. » Il est à remarquer que souvent l'exemple des chastes vertus agit fortement sur les femmes qui en sont le plus dépourvues. Madame de Prie fut frappée du tableau que lui présentait son agent. Peut-être aussi espérait-elle avoir une plus grande influence sur une âme naïve et inaccoutumée aux intrigues. Toujours est-il que ce furent les bonnes leçons et les vertueux exemples de Stanislas qui valurent à sa fille une grandeur inespérée. L'enthousiasme du chevalier de Meré était d'ailleurs fortifié par le témoignage du comte d'Argenson, qui, en revenant d'Allemagne, avait eu occasion de visiter la petite cour polonaise, et rendait hautement justice aux modestes vertus de Marie Leczinska et à la courageuse dignité de son père. On n'hésita plus à Versailles, et vers la fin de mai 1725

on annonça publiquement le mariage du roi avec la fille d'un proscrit qui apportait au trône de France non des avantages matériels, mais, ce qui y faisait le plus défaut, un bel exemple de dignité et de bonne conduite. Il est vrai que Marie Lecsinska eut à payer cher ses honneurs inattendus, obligée de subir la présence d'indignes rivales. Mais sa calme résignation triomphait de tous les déboires : elle put admettre auprès d'elle des femmes perdues, sans en être amoindrie, épouse outragée, mais reine respectée de tous.

Son pieux dévouement eut cependant sa récompense, en amenant un changement notable dans la destinée de son père. Louis XV, par un sentiment d'orgueil personnel, mécontent de se voir allié à *une simple demoiselle* (1), voulut profiter de la mort d'Auguste I[er], arrivée le 1[er] février 1733, pour rétablir Stanislas sur le trône de Pologne. Mais le cardinal de Fleury, opposé à la guerre, n'envoya que des secours insuffisants : trois bataillons français, ayant à combattre quarante mille Russes, n'allèrent en Pologne que pour y être faits prisonniers. Stanislas, jeté malgré lui dans une aventure dont, avec des dispositions si mal prises, il prévoyait la fatale issue, eut la triste satisfaction d'être élu d'une voix unanime à Varsovie, mais sans pouvoir appuyer d'aucun secours les vœux de ses compatriotes. Au lendemain de son triomphe, il était obligé de se réfugier à Dantzig, où il soutint vaillam-

(1) *Mémoires du marquis d'Argenson*, tome II, page 45.

ment une lutte de quatre mois contre l'armée russe. Forcé enfin de céder à des forces supérieures, il s'échappa de Dantzig déguisé en paysan, roi deux fois élu, et deux fois contraint de reprendre sa vie errante.

Le roi de Prusse lui ouvrit un asile au château de Kœnigsberg, et il y vivait obscurément retiré depuis quinze mois, lorsqu'il apprit à l'improviste la conclusion des préliminaires du traité de Vienne, qui devait mettre enfin un terme aux agitations d'une vie tant éprouvée.

Par son mariage avec Marie-Thérèse, héritière de Charles VI, le duc de Lorraine, François, allait être mis en possession de l'empire d'Allemagne. La politique de Versailles ne pouvait pas permettre qu'un si puissant souverain conservât un établissement presque au centre de la France. Ce fut la principale préoccupation du négociateur français, M. de la Baume. Il résumait nettement la question en ces termes, adressés aux ministres de l'Autriche : « Ou la France n'existera plus en corps de nation, ou jamais un empereur d'Allemagne ne sera duc de Lorraine et de Bar. » Les succès des armées françaises autorisaient d'ailleurs un langage énergique.

La principale condition du traité de Vienne avait donc été la cession de la Lorraine à Stanislas Leczinski, beau-père du roi, avec réversibilité à la couronne de France. C'est ainsi que les hasards de l'émigration polonaise annexèrent à notre pays une magnifique province, que Richelieu et Louis XIV

avaient inutilement convoitée au temps de leur plus grande puissance.

Cependant la nouvelle de ce changement de fortune ne fut pas accueillie sans un certain trouble par les gentilshommes polonais qui s'étaient jusqu'alors associés aux disgrâces de leur roi. Il leur semblait qu'en acceptant la brillante retraite qui lui était offerte, Stanislas abdiquait tout souvenir de la patrie. Fidèles aux robustes illusions des émigrés, trente ans de revers ne les avaient pas abattus, et aujourd'hui c'était une subite bonne fortune qui décourageait leurs espérances.

Mais Stanislas, plus sage, comprenait que même une couronne secondaire lui offrait les moyens de travailler au bien de sa patrie, et que la voix d'un duc de Lorraine serait mieux entendue que celle d'un proscrit pensionné par l'hospitalité étrangère. Tenant compte cependant et des susceptibilités et des préjugés de ses fidèles compagnons, il prit soin de leur exposer les raisons qui lui commandaient d'accepter son nouveau sort. Laissons parler à ce sujet M. d'Haussonville :

« Avec cette complète liberté d'esprit que les traverses de sa vie n'avaient en rien altérée, avec cette franche cordialité qui lui avait jadis si fort servi à s'attirer l'affection de la petite noblesse de son pays, Stanislas se mit à discuter familièrement, devant ses anciens compagnons de guerre et d'exil, les chances nouvelles qui s'ouvraient pour la Pologne et pour eux-mêmes. Tous furent admis à faire franchement connaître leurs opinions personnelles, et conviés à entretenir leur ancien

roi de leurs intérêts privés et des desseins qu'ils formaient pour l'avenir.

« Au plus grand nombre Stanislas conseilla de rentrer paisiblement dans leur pays, et de n'hésiter pas à reconnaître son compétiteur Auguste de Saxe. Aux plus considérables, à ceux que des liens plus étroits attachaient à sa personne, il offrit une retraite et des dignités en Lorraine. Les moins faciles à persuader étaient les chefs de puissantes familles polonaises, qui, retirés depuis la défaite du parti dans leurs vieux manoirs féodaux comme dans autant de places fortes, bravaient encore impunément à cette époque les armes de la Russie et de l'Autriche.

Privé de toute communication avec eux, Stanislas prit le parti de leur adresser une sorte de message public. « Voulez-vous, leur écrivit-il, suivre l'avis de celui qui ne cessera jamais de vous aimer? Imitez mon exemple, mettez bas les armes; vous les aviez prises pour la justice, la cause était louable : déposez-les maintenant par respect pour les hautes puissances qui nous avaient invités à les prendre, et ne vous exposez pas, par une opiniâtreté qui n'aurait plus de but, au reproche d'avoir voulu perpétuer le trouble parmi vos frères (1). »

Cependant, quoique désormais le retour en Pologne fût fa-

(1) *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, 1re édition, tome IV, page 445.

cilité par cette renonciation publique de Stanislas, beaucoup de ses fidèles compagnons restèrent auprès de lui, tous protégés maintenant contre l'infortune, quelques uns largement récompensés. Le duc Ossolinski devint grand-maître de la maison ducale, le comte Zaluski grand-aumônier, le chevalier de Wiltz grand-veneur, le baron de Maszech intendant. D'autres eurent des grades inférieurs.

Le grand avantage d'ailleurs pour tous était de reprendre sans obstacles des communications avec la Pologne, et de pouvoir concerter avec leurs compatriotes les améliorations intérieures, qui pouvaient mettre fin à des désordres séculaires. Car les émigrés avaient mis à profit leurs malheurs pour étudier les constitutions politiques de l'Occident, comparant les fortunes progressives des pays qui les entouraient avec la décadence d'une patrie autrefois si florissante et devenue la proie de l'étranger. Ni l'énergie cependant, ni l'intelligence ne faisaient défaut à une race éprouvée, ni les mâles vertus, ni les nobles dévouements. Si donc les causes d'affaiblissement ne se rencontraient pas dans le caractère même de la population, elles ne devaient être attribuées qu'aux vices des institutions. Ce n'était donc que par des réformes intérieures qu'on pouvait arriver à une régénération.

Stanislas surtout était fortement préoccupé de cette pensée; et même au milieu des incertitudes de sa vie errante, elle avait été le principal sujet de ses méditations. Mais lorsqu'assis sur un trône à l'abri des orages, il put à loisir reporter ses regards

sur la terre qui lui était fermée, sans rien négliger de ses devoirs nouveaux, il reprit avec zèle ses anciennes études politiques, et malgré son dévouement infatigable au peuple qui lui était confié, il songeait sans cesse à l'avenir d'un peuple qui l'avait deux fois élu sans pouvoir le posséder.

Première victime de l'anarchie polonaise, il lui était facile d'en signaler les causes pour les combattre :

1° La royauté élective, qui ouvrait la porte aux intrigues étrangères et à la corruption intérieure. Le droit électoral, d'ailleurs, n'appartenait pas à la nation, mais à la seule noblesse.

2° La puissance des grandes maisons, toujours en rivalité avec la couronne et en guerre entre elles. Jalouses de leurs priviléges, qu'elles appelaient des droits, elles invoquaient sans cesse les franchises républicaines, qui ne consistaient que dans une turbulente indépendance, dans l'exemption des charges publiques, dans l'inamovibilité des grandes fonctions, et dans une liberté illimitée pour elles, qui tournait en oppression pour les autres.

A côté de cette opulente oligarchie, une petite noblesse pauvre, vendue aux grandes factions et se faisant complice des agents corrupteurs de l'étranger.

3° En vertu du *liberum veto*, le droit assuré à tout électeur d'empêcher toute décision. Hommage remarquable, sans doute, rendu à la souveraineté individuelle, mais la souveraineté limitée aux nobles, et offrant une prime à la corrup-

tion ou un encouragement aux caprices de l'opiniâtreté inintelligente.

4° L'asservissement de la classe agricole, l'absence d'un tiers état et par conséquent l'absence d'un peuple.

Les vices des institutions une fois signalés, les remèdes se présentaient d'eux-mêmes, et le programme de réforme était facile à formuler.

Arrêter la corruption intérieure et paralyser l'action étrangère par la création d'une royauté héréditaire, affaiblir l'oligarchie en fortifiant la couronne, accroître l'autorité des tribunaux, appeler la bourgeoisie à la jouissance des droits politiques, et préparer l'émancipation des agriculteurs: telles étaient les vues du noble réfugié de la Lorraine.

Pour mieux assurer le succès de son œuvre, et comme pour prendre possession de l'avenir, Stanislas établit à Lunéville une école d'enseignement où furent envoyés les jeunes Polonais, afin qu'instruits dans les perfectionnements de l'éducation française, ils pussent faire profiter leur pays de toutes les lumières de l'Occident. Ces sages dispositions portèrent leurs fruits: une nouvelle génération, peu nombreuse il est vrai, mais pleine d'intelligence et de bon vouloir, rapporta de la cour de Lorraine les idées fécondes d'une réforme qui seule pouvait régénérer la Pologne. A la mort de Stanislas, les émigrés, dégagés de leur fidélité au malheur, regagnèrent leur pays, avec la ferme volonté d'appliquer à ses plaies les remèdes pacifiques qui pouvaient les guérir.

Déjà, par leurs communications antérieures avec leurs compatriotes, ils avaient semé le germe des réformes qu'ils méditaient, et à leur retour ils trouvèrent beaucoup de bons esprits prêts à les seconder. D'illustres citoyens, Zaluski, Yordan, Stanislas Konarski, se mirent résolument à l'œuvre. Mais les plus puissants soutiens de la réforme furent les deux frères Czartoryski, Michel, chancelier de Lithuanie, et Auguste, palatin de Ruthénie.

Par une heureuse coïncidence avec les pensées de l'émigration, les princes Czartoryski avaient été initiés à la politique de l'Occident dans un enseignement de famille. Leur mère, la comtesse Morsztyn, avait été élevée à la cour de Louis XIV. Ce qu'elle avait vu en France lui avait laissé de profonds souvenirs, et elle était revenue dans son pays avec la généreuse ambition de le préparer à des institutions d'où elle avait vu sortir tant de force et de grandeur. Mariée au prince Czartoryski, elle s'environna de tout ce qu'il y avait d'hommes d'intelligence et d'ambition, et son salon était devenu le centre d'aspirations politiques encore confuses, mais tendant à dégager la Pologne des habitudes anarchiques qui précipitaient sa décadence. Ses deux fils, Auguste et Michel, reçurent donc dès leurs premiers pas les leçons d'une politique rénovatrice qu'ils étaient appelés à développer. La nouvelle mère des Gracques laissait à ses enfants un héritage de luttes glorieuses auxquelles ils consacrèrent une carrière longue et bien remplie. Aussi faut-il reconnaître la justesse de cette réflexion de

Miękiewicz sur les Czartoryski : « C'est la seule famille par-« ticulière de l'Europe qui ait son histoire politique à elle. »

Ce fut lorsqu'ils entraient dans toute la maturité de l'âge et du talent que les deux frères reçurent communication des projets de réforme déjà médités par eux et plus savamment élaborés par l'émigration de Lorraine.

Ainsi, dès le début, la conception politique de Stanislas trouvait d'énergiques appuis.

Mais les obstacles auraient effrayé de moins nobles cœurs. Rulhières les signale en quelques lignes :

« A cette époque, dit-il, la plupart des Polonais regardaient l'anarchie dans laquelle leur nation était plongée comme le plus beau système de gouvernement qui ait jamais été établi sur la terre. Un très-petit nombre de citoyens sentaient qu'une situation aussi bizarre ne pouvait durer longtemps ; mais tout convaincus qu'ils étaient de la nécessité pressante de prévenir des désastres, autrement inévitables, ils ne se dissimulaient pas que pour réussir dans cette grande et généreuse entreprise, ils avaient besoin d'une extrême circonspection ; que la seule idée d'un changement serait regardée comme un crime par la plus grande partie de la nation, et que les puissances voisines saisiraient, pour accélérer la perte de la république, l'occasion même des réformes qu'ils voudraient y tenter. »

Voilà, en effet, les écueils où devaient se heurter les réformateurs : d'un côté les entêtements de la routine et de l'ignorance, de l'autre les prétentions ambitieuses des grands privi-

légiés, et par-dessus tout les intrigues de l'étranger poussant aux réformes pour créer les discordes, et profitant des discordes pour empêcher les réformes. C'était une double lutte à engager, intérieure et extérieure. A l'intérieur, les Potocki et les Radziwill, défenseurs des vieux abus sous le nom de liberté, d'une constitution vicieuse sous le nom de république; à l'extérieur, Frédéric et Catherine, à l'état de conspiration permanente, brigands couronnés semant les embûches et alimentant la guerre civile. Ces deux alliés dans le crime comprenaient trop bien que la réforme, en donnant à la Pologne une force d'unité, devait opposer d'invincibles obstacles à leurs projets de dilapidation. Leur pensée se révèle tout entière dans un traité secret du 11 avril 1764, par lequel ils s'engagent mutuellement à ne pas permettre à qui que ce soit de dépouiller la république de Pologne de son droit de libre élection, ni de rendre le royaume héréditaire, ou d'y établir le pouvoir absolu. Quelle touchante sollicitude en faveur de la liberté! Deux autocrates condamnant le pouvoir absolu et proscrivant la royauté héréditaire, ne serait-ce pas un miracle de désintéressement, si ce n'était une perfide entente de trahison?

Malheureusement, le parti réformateur, ignorant ces trames secrètes, s'imagina pouvoir compter sur la Russie. Deux raisons principales l'entraînèrent dans cette funeste erreur. La première, c'est que le roi Auguste III ayant donné sa fille en mariage au dauphin de France, la cour de Versailles protégea en Pologne le parti saxon. A cette influence étrangère, on crut

devoir en opposer une autre. La seconde raison est indiquée par Rulhières : c'est que, « considérant la vénalité, l'ignorance, l'incapacité des ministres russes, on espérait les pousser à l'adoption des mesures utiles à la Pologne, et que ces barbares ne pourraient en pénétrer le but. »

Miçkiewicz révèle plus nettement encore le secret de cette dernière tactique : « Les Czartoryski, dit-il, acceptaient l'influence de la Russie, se croyant sûrs de déjouer « ensuite ses projets. Ils voulaient faire pour la Pologne ce « que la maison de Rurik avait fait pour la Russie ; et comme « les grands-ducs de Moscou détruisirent le mongolisme en se « servant contre les Mongols de leurs propres armes, de même « les princes Czartoryski voulaient vaincre la Russie par l'habileté. »

Mais en fait de ruse les barbares étaient supérieurs ; en voulant les tromper, on fut trompé par eux.

La mort d'Auguste III vint bientôt offrir à tous les partis l'occasion de se mesurer. Déjà les tumultes soulevés par les hommes attachés au passé ne laissaient aucune place aux accommodements.

La diète dite de convocation devait se composer de députés nommés par les diétines provinciales. La tenue de ces comices avait souvent été sanglante ; mais les luttes se signalaient par une certaine grandeur chevaleresque, noble même dans ses excès. Alors, de belliqueuse, l'anarchie était devenue intrigante et tracassière, mêlée d'influences étrangères et de pas-

sions factices, d'autant plus bruyantes qu'on avait intérêt à en faire montre. Puis, des deux côtés une situation fausse, même dans le bien. Les Radziwill et le grand-connétable Braniçki voulaient exclure toute immixtion étrangère, ce qui était louable mais impossible après soixante ans d'une occupation moscovite ; en même temps, ils s'opposaient à toute réforme, ce qui était perpétuer les désordres, prétextes de l'occupation. Les Czartoryski voulaient se servir des Russes pour arriver aux réformes qui devaient les chasser, calcul chimérique qui avant toutes choses augmentait leur pouvoir. Catherine cependant ne voulait pas de réformes, et c'est pour cela qu'elle se mit d'abord avec les réformateurs pour mieux paralyser leur action.

Toutes ces complications d'intrigues, de malentendus, de patriotiques aspirations mêlées à de faux calculs, multipliaient les confusions, lorsque tout à coup parut un manifeste du gouvernement français déclarant, au nom du roi, que son vœu était, « de voir la nation polonaise maintenue dans tous ses « droits, dans toutes ses libertés, et spécialement dans la plus « précieuse de ses prérogatives, celle de se donner un roi par « une élection libre et un choix volontaire. »

C'était ouvertement se prononcer contre les réformateurs. On ne saurait assez s'étonner de voir tous les pouvoirs absolus proclamer l'un après l'autre les bienfaits du système électif. Mais le duc de Choiseul, trompé par les apparences, croyait

par là combattre la politique de Catherine. Celle-ci se garda bien de le détromper.

Quoi qu'il en soit, l'effet du manifeste français fut immense; et suivant les vœux de chaque parti, des cris de joie ou de fureur s'élevèrent à la fois dans toute la Pologne. Braniçki, Radziwill et tous les rétrogrades proclamèrent d'avance leur triomphe garanti par la France. Les partisans de la réforme, menacés par l'étranger, firent appel à l'étranger, et demandèrent l'entrée immédiate des Russes à Varsovie. Braniçki se hâta d'y courir à la tête d'une troupe confuse de heiduques, de Hongrois, de Cosaques et de Tartares stipendiés. Les Russes l'y suivirent; il y entra par une porte, les Russes par une autre, ceux-ci en bon ordre et au nombre de dix mille.

Un combat semblait imminent: on se borna à des pourparlers, à des clameurs, à des récriminations; des deux côtés, on faisait des appels à la légalité, des protestations contre la violation du siége de la diète, soit par des bandes anarchistes, soit par des troupes étrangères.

Enfin, après force paroles et accusations réciproques les deux partis restèrent campés face à face, attendant la réunion de la diète de convocation. Varsovie présentait alors un spectacle des plus étranges, un mélange de costumes de tous les pays, d'armes de toutes les formes; les rues encombrées de Turcs, de Tartares, de Russes, d'Allemands; et les hôtels des ambassadeurs transformés en parcs d'artillerie.

A l'ouverture de la diète de convocation, les avenues du

Sénat, les portes, les vestibules, les tribunes et l'enceinte même se remplirent de soldats étrangers, douloureuse ressource des réformateurs, contraints à l'illégalité par la violence et compromettant une sainte cause par l'intervention étrangère. Le souffle régénérateur de l'Occident apporté par l'émigration était vicié par les malheureuses traditions de l'anarchie, qu'il était destiné à étouffer.

Aussi, avant que la séance fût ouverte par le maréchal de la diète, le général Mokronowski, partisan des Radziwill, se leva pour déclarer la diète illégale et rompue. A ces mots, les sabres sortirent du fourreau, une multitude furieuse se jeta sur Mokronowski; il fut sauvé par les Czartoryski, ses adversaires, qui le couvrirent de leurs corps. « Ce fut, dit M. de Saint-Priest, la dernière passe d'armes de la chevaleresque anarchie polonaise. »

Les Czartoryski restaient maîtres du terrain. Le comte Braniçki et le prince Radziwill quittèrent immédiatement Varsovie, et, suivis de leurs partisans armés, commencèrent la guerre, le comte dans la grande Pologne, le prince dans la Lithuanie; justifiés aux yeux de beaucoup parce qu'ils combattaient les Russes, condamnés par les hommes éclairés parce qu'ils faisaient obstacle à la régénération de la patrie. Ces deux aventureux palatins ne résistèrent pas longtemps aux forces moscovites. Radziwill, repoussé jusqu'aux frontières de la Moldavie, demanda l'hospitalité aux Turcs; ils ne lui accordèrent que la voûte des cieux et l'eau des citernes. Le fier et

opulent palatin pensa mourir de faim. Braniçki put gagner le comté de Zips, palatinat polonais enclavé dans la Hongrie. La politique autrichienne avait intérêt à le protéger : l'intrigue étrangère faisait de tout incident une occasion.

Cependant les réformateurs patriotes se mirent à l'œuvre. Dirigée par eux, la diète se conduisit avec résolution et habileté, et les abus les plus criants disparurent en moins de six semaines. Le cumul des grandes charges de la couronne fut interdit; l'indépendance des hauts fonctionnaires fut restreinte par l'établissement de commissions de la guerre et du trésor. Il fut décrété, en outre, que les décisions de la diète concernant les finances, la force armée et la justice, seraient prises à la pluralité des voix, et non à l'unanimité. Le *liberum veto* se trouvait ainsi aboli. Repnin, l'ambassadeur de Catherine, mit en jeu les menaces et la corruption pour arrêter la marche de ces réformes dont la sagesse devenait un péril pour les intérêts moscovites.

Mais le plus nouveau dans les idées d'améliorations sociales fut l'adoucissement du servage : l'autorité des seigneurs sur les paysans fut limitée. C'était un premier hommage au principe d'égalité, qui devait bientôt recevoir de nouveaux développements.

Enfin, quant à ce qui touchait l'élection du roi, la première condition était l'indigénat, et par conséquent l'exclusion de tout étranger. Les Czartoryski auraient bien voulu y ajouter

la condition de l'hérédité, mais au milieu des obstacles qu'ils rencontraient, cette dernière conquête devait être ajournée.

Cependant cette diète de 1764 est remarquable dans l'histoire de Pologne; elle eut l'initiative des réformes inspirées par l'émigration. Celle de 1788 n'en fut que la suite.

Arriva enfin la diète d'élection, qui s'ouvrit le 27 août 1764. Pour assurer une candidature non contestée, les réformateurs durent encore subir la funeste alliance de Saint-Pétersbourg. Parmi ses nombreux amants, Catherine avait reconnu dans le jeune comte Stanislas Poniatowski toutes les conditions de faiblesse morale propres à en faire un instrument à ses desseins. Pour les Polonais, il était un compatriote. Des deux côtés, on espéra en lui.

M. de Saint-Priest a peint avec une grande vérité de couleurs l'aspect du champ d'élection pour cette dernière manifestation publique de la souveraineté nationale.

« La vieille Pologne, dit-il, fut exhumée pour cette exposition d'un moment. C'était bien elle, c'était bien là son allure oligarchique et guerrière: c'est bien là le champ de Vola ; l'enceinte est toujours tracée à trois lieues de la capitale; les courtines du Szopa, dressées dans toute leur pompe asiatique, s'ouvrent au primat, aux ministres, aux sénateurs; l'ordre équestre accourt à cheval, le vent joue dans ses bannières, le soleil dans ses armes, dans ses joyaux, dans les couleurs chatoyantes des dolmans et des aigrettes ; on entend toujours des clameurs, des hourras, le cliquetis traditionnel des sabres ;

mais le sang ne coule plus comme au bon temps; un ordre parfait règne dans l'assemblée, entretenu par mille baïonnettes russes, invisibles quoique présentes et soigneusement échelonnées autour de Varsovie. Les palatines, les Starostines, les castellanes, ne parcourent plus les rangs pour animer à la lutte des époux, des amants, des frères..... Tranquilles, inoccupées, elles se promènent au milieu du champ d'élection, ainsi qu'en une joyeuse Kermesse; elles le traversent en riant, tandis que le vieux primat, blotti sous un palanquin chinois, arrête les plus gracieuses, et leur demande à qui leurs belles mains décerneront la couronne.

« Une seule cérémonie fut plus sincère, plus vraie que jamais: les diplomates étrangers parurent dans la diète, et proposèrent leurs candidats, simple formule qui, pour quelques-uns d'entre eux du moins, prenait en cette circonstance un grand air de vérité. Le vieil ambassadeur de Russie, le comte Kayserling, alors mourant, fit remettre un discours écrit. Il recommandait Poniatowski; il fut obéi. Nous voulons le *Stolnick Litowski* (1), s'écriait-on de toutes parts; il sera notre roi!... Il le fut à l'unanimité. Le comte Poniatowski devint STANISLAS-AUGUSTE. Varsovie le reçut avec joie, et, malgré la présence des étrangers, ce choix obtint l'approbation publique.

(1) Stanislas Poniatowski était *Stolnick Litowski*, c'est-à-dire panetier du grand-duché de Lithuanie, une des charges de la couronne.

On y voyait une trêve avec les Russes; c'était la nécessité du moment (1). »

Ce faux calcul fut bientôt déjoué; la trêve ne dura pas.

Le nouveau roi était sincère partisan des réformes; mais dès que la Russie s'y montra contraire, il n'eut plus le courage de ses opinions.

Une nouvelle diète, appelée diète du sacre, s'ouvrit le 25 novembre. Une amnistie royale avait fait rentrer les magnats exilés. Braniçki reconnut le nouveau roi; mais, retiré dans son château de Bialistock, il se berçait encore d'illusions rétrogrades, et semblait attendre une occasion. Radziwill, plus opiniâtre, préféra l'exil à l'amnistie.

Cependant les Czartoryski, qui n'avaient jamais manqué de hardiesse dans leurs tentatives, en prirent davantage dans le succès. Le véritable complément de la réforme était la délivrance du pays de l'influence étrangère. Mais là ils allaient se trouver face à face avec Catherine. Celle-ci, qui avait des vues tout opposées, offrit au roi de faire une alliance offensive et défensive entre la Russie et la Pologne. Une alliance aussi inégale ne pouvait qu'assurer la subordination du plus faible; les Czartoryski virent le piége et poussèrent le roi au refus. Dès lors ils furent traités en ennemis de Saint-Pétersbourg; Repnin eut mission de les combattre sur le terrain des réformes.

(1) *Etudes diplomatiques et littéraires*, p. 143.

La diète s'était ouverte sous les auspices les plus favorables; le roi se prêtait volontiers aux vœux des réformateurs, espérant voir le *liberum veto* entièrement aboli, et surtout la nation fortifiée par une augmentation de la force armée, ce qui entraînait nécessairement un accroissement d'impôts. C'était trahir des velléités d'indépendance; et Catherine ne l'avait mis sur le trône que pour en faire un vice-roi. Repnin, désormais ouvertement lié avec les adversaires des Czartoryski, invoquait les anciennes libertés de la Pologne, exhortait la nation à recouvrer ses droits, et mettait en jeu tous les préjugés et toutes les passions. Grâce à ses intrigues, une opposition violente se forma au sein de la diète. Il y ajouta de publiques menaces, déclarant hautement que jamais la cour de Russie ne consentirait à l'augmentation de l'armée ou à de nouvelles taxes, et qu'elle considérerait l'adoption de l'une ou de l'autre loi comme une déclaration de guerre. La tyrannie étrangère ne dissimulait plus.

Bientôt l'ambassadeur prussien joignit ses injonctions à celles de Repnin, exigeant avec lui que la loi récente en vertu de laquelle l'unanimité des votes était abolie dans certains cas spéciaux, fût modifiée de manière qu'aucune affaire publique ne fût, sous aucun prétexte, soustraite au *veto*. Il fut signifié à la diète de se prononcer dans les vingt-quatre heures, et le ministre de Berlin déclara que si cette affaire traînait en longueur, dix mille Prussiens entreraient en Pologne.

Malheureusement, il se trouvait au sein même de la nation de nombreux mécontentements, qui devaient venir en aide à l'étranger. Le parti anarchique, saisissant l'occasion de retrouver ses avantages perdus, se jeta dans les bras de la Russie. Podoski, ancien partisan de la maison de Saxe, forma sous les auspices de Catherine, en 1767, une confédération à Radom; Braniçki y adhéra. Les confédérés désiraient mettre à leur tête ce vétéran de la république; mais la Russie voulait un ennemi plus fougueux des Czartoryski; elle rappela Radziwill, exilé par elle depuis trois ans.

A peine constituée, la confédération de Radom fut entourée d'un cordon de troupes; quarante mille Russes pénétrèrent dans l'intérieur de la république, et servirent d'escorte au prince Radziwill, proclamé maréchal de la confédération. Ce palatin, revêtu d'habits magnifiques, couvert d'or et de pierreries, entouré de deux mille gentilshommes et suivi d'une foule immense, rentra en triomphateur dans Varsovie, mais à l'ombre des drapeaux étrangers.

Les réformateurs avaient au moins cet avantage, d'être délivrés d'une alliance qui les compromettait. Désormais il n'y avait plus d'équivoque : l'anarchie et l'étranger ne faisaient plus qu'un. Mais la réforme perdait en force matérielle ce qu'elle gagnait en force morale. La diète n'étant plus qu'une arène confuse où se heurtaient les partis, la violence l'emporta; les Czartoryski, succombant, furent forcés de signer le rétablissement du *liberum veto* et de la constitution anarchique dont

ils avaient voulu affranchir leur patrie. Les espérances brillantes apportées par l'émigration s'évanouirent.

Maîtresses alors du pays, les puissances étrangères purent accomplir leur œuvre ténébreuse. Le partage de 1772 vint enseigner aux anarchistes consternés toute l'étendue de leur faute. Les réformateurs seuls pouvaient la réparer. Ils reprirent résolument leur entreprise.

Les inutiles efforts de la confédération de Bar avaient démontré que le courage et le patriotisme étaient insuffisants à lutter contre les embûches de perfides voisins coalisés pour entretenir les désordres. Le partage même devenait une terrible leçon, et beaucoup d'entre ceux qui avaient combattu la réforme comprirent enfin que dans la réforme seule était le salut du pays.

Mais rendus plus prudents par le malheur, les réformateurs s'occupèrent de mesures industrielles, avant de tenter les améliorations politiques. La nouvelle condition du pays, d'ailleurs, traçait cette marche. La perte de la Prusse royale fermait à la Pologne l'accès de la Baltique et la privait des avantages qu'offrait le débouché de la Vistule. Au commencement du règne de Stanislas-Auguste, le commerce du blé avait pris une grande extension. En 1770, il se vendit sur la seule place de Dantzig 251,000 lastes de froment et 36,500 de seigle : après le démembrement, il ne s'y vendait plus que 3,000 lastes de froment et 4,000 de seigle. Les patriotes cependant voulant donner de l'essor à la vie nationale, qui se réveillait, cher-

chaient un débouché du côté de la mer Noire ; de nombreuses souscriptions secondèrent cette entreprise.

L'œuvre se complétait par le développement des communications intérieures. Le canal d'Oginski, joignant le Pripetz au Niémen, entrepris depuis longtemps, fut achevé. Un autre, dit Mouchavetz, du Pripetz au Bug, fut poussé avec vigueur. Le crédit s'affermissait, les capitaux circulaient; avec le travail les forces vitales se multipliaient, et bientôt les patriotes recueillirent les premières récompenses de leurs efforts. A dater de 1776, les revenus du trésor public doublèrent. L'impôt sur les patentes, dans les provinces de la république, non compris la Lithuanie, qui ne montait naguère qu'à 60,000 fl. s'éleva à plus d'un million, témoignage incontestable des progrès de l'industrie et du commerce. Le revenu du timbre, qui ne rapportait ordinairement que 150,000 fl., s'éleva à dater de 1776 à 400,000 fl. La Lithuanie voyait accroître ses richesses dans la même proportion.

L'agriculture devint aussi un des principaux objets de l'attention publique. La hausse soutenue du blé, malgré le déchet sur les exportations, prouvait que le mouvement intérieur offrait de riches compensations. Des améliorations furent introduites dans la culture des terres. Mais ce qu'il y eut de remarquable pour cette époque, c'est que d'illustres citoyens prirent l'initiative d'une révolution sociale, en améliorant le sort des paysans cultivateurs. Sans attendre des décisions législatives, qui auraient pu être combattues soit par les pré-

jugés, soit par les intrigues étrangères, le comte André Zamoyski, possesseur d'un fief considérable, releva ses paysans du droit de corvée, et leur donna ses terres de Brezan en fermage. Broskowski et d'autres grands propriétaires suivirent cet exemple, et dans beaucoup d'endroits la corvée fut abolie en échange d'une rétribution annuelle.

N'oublions pas que ces mesures de sagesse et de justice précédaient de dix ans l'explosion de la révolution française; ce qui devient d'autant plus important à signaler que de nos jours on a prétendu voir dans le mouvement polonais actuel une émanation des idées démocratiques et sociales de la France, tandis que ce n'est que l'idée générale de l'humanité, née des prédications du XVIII[e] siècle, réalisée un instant en Pologne avant de l'être en France, mais fécondée en France et étouffée en Pologne. Pourquoi? Parce qu'en France la coalition des rois faite contre l'idée a été battue, et qu'en Pologne la coalition a triomphé. Mais lorsque aujourd'hui le comte André Zamoyski, petit-fils du réformateur de 1778, reprend l'œuvre interrompue, en accord avec les traditions de sa famille non moins qu'avec celles de la révolution française; lorsque aujourd'hui le cabinet de Saint-Pétersbourg dissout la *société agricole* parce qu'elle décide que les paysans seront appelés au partage de la propriété, c'est le même fait qui se continue, les mêmes aspirations vers la justice, la même lutte et le même abus de la force.

C'est ici qu'éclate dans sa forme la plus saisissante l'étrangeté d'une théorie nouvelle qui prétend inaugurer *le droit de la*

force. En France, la révolution affranchit complétement la terre et le paysan, la révolution triomphe ; le théoricien proclame son droit. En Pologne, la révolution est vaincue ; c'est la tyrannie victorieuse qui voit consacrer son droit.

Mais nous qui reconnaissons le droit des faibles et des vaincus, nous croyons utile de rappeler les nobles efforts du patriotisme aux prises avec l'oppression.

Parmi les réformateurs de cette époque se signale encore Antoine Tyzenhaus, trésorier de la cour et du grand-duché de Lithuanie. Possédant la confiance du roi, Tyzenhaus ne profita de sa faveur que pour travailler à la prospérité de la nation, et développa surtout d'utiles entreprises en Lithuanie. Par ses soins, les routes, sans lesquelles les richesses agricoles restent stériles, furent multipliées ; de nombreuses fabriques furent élevées ; des manufacturiers, des ouvriers, des artistes, appelés de tous les pays de l'Europe, et une foule d'articles industriels, empruntés naguère à l'étranger, furent produits dans le pays par les mains mêmes des indigènes. A Grodno fut fondée une école de médecine et des sciences naturelles. Déjà avait été établi à Varsovie un ministère spécial de l'instruction publique, le premier qui ait existé en Europe.

Mais ces éléments de prospérité étaient autant d'obstacles à l'anarchie dont la Russie avait besoin pour réaliser ses projets. Catherine s'alarma des sagesses de la Pologne, et signifia au roi de renvoyer son ministre. Il n'eut pas le courage de désobéir.

Les mêmes influences et les mêmes faiblesses devaient accueillir les tentatives de Zamoyski. Cet illustre citoyen, voulant faire participer tous les paysans aux bienfaits déjà mis en pratique dans ses terres, avait préparé un code de réforme sociale. Il le présenta à la diète de 1780.

Outre le code rural, qui abolissait le servage, le patriote-législateur proposait des réformes civiles qui étaient un acheminement à l'égalité, en faisant disparaître les différences immenses qui existaient entre les diverses classes de la société. Ainsi, il facilitait par ses règlements les mariages entre les nobles et les bourgeois. Cette idée, si simple de nos jours, était alors une prodigieuse innovation.

Il en était de même pour l'unité de la justice. Le juif, l'habitant des villes, le clergé et la noblesse, avaient chacun une loi et une magistrature à part. Le paysan n'en avait aucune. Zamoyski demande que toutes les classes aient désormais une loi et une magistrature communes. L'égalité devant la loi, première formule de la révolution française, est invoquée dix ans avant par le réformateur polonais.

Dès que ce projet de code fut livré au public, tous les partisans des abus et des priviléges se liguèrent pour le faire avorter, excités d'ailleurs et fortement appuyés par les agents de l'étranger. Zamoyski fut en butte à toutes les accusations qui attendent les novateurs. Pour les uns, il était un hérétique; pour les autres, un incendiaire provoquant à l'insurrection la classe des laboureurs, et pour les nobles, un faux frère

ternissant l'éclat de leurs blasons. Mais pour la Russie, qui seule ne se trompait pas, c'était un citoyen dangereux, comprenant trop bien les intérêts de sa patrie.

Les haines et les accusations eurent leur effet dans les élections de la diète qui devait se prononcer, et la corruption ne fut pas inactive. Il ne s'y présenta que des députés trompés ou vendus.

Aussi le jour où le projet fut offert à leur sanction, on l'accueillit par des cris tumultueux et de grossières injures. Zamoyski était appelé traître à la patrie, et son code jugé digne d'être brûlé par la main du bourreau. Il fut repoussé sans délibération.

Un aussi éclatant échec semblait avoir décidé à jamais de la réforme. Mais la diète était loin de représenter l'esprit général de la nation.

Lorsque les peurs officielles furent apaisées, les ambitions particulières calmées, les largesses de la corruption épuisées, on se prit à examiner avec plus de calme l'œuvre de Zamoyski, et on s'accoutuma à y trouver quelque chose d'utile. Les réformateurs d'ailleurs ne se décourageaient pas. Continuant leur œuvre par une propagande discrète, ils agissaient sur les esprits par la persuasion et l'exemple, et communiquaient en tous lieux les lumières des idées nouvelles qui demandaient satisfaction. Ensuite, comme il arrive toujours à l'origine d'une réforme, l'éclat même de la défaite lui donnait de l'importance, une réaction se faisait en sa faveur, et

l'opposition bien connue de l'étranger devenait pour elle une recommandation. Pendant les huit ans de réflexion et de silence qui suivirent, il se fit dans les esprits d'immenses progrès, et lorsque s'ouvrit la diète de 1788, les mérites des réformes étaient si généralement reconnus, que les patriotes purent se flatter de voir arriver le jour du triomphe.

Dès l'ouverture de la diète, on put juger le progrès qu'avait fait le parti national : chacun savait que la principale mission de la nouvelle assemblée était de se prononcer sur les principes de la réforme. Elle montra aussitôt l'esprit dont elle était animée, en prenant une mesure qui devait la garantir contre toute embûche. Dans les diètes proprement dites, où régnait la funeste loi de l'unanimité, un seul député pouvait opposer le *liberum veto* à l'approbation de tous les autres membres. Mais quand la diète se constituait en *confédération*, les votes se réglaient à la pluralité des voix. On adopta prudemment cette dernière procédure.

L'acte de confédération fut signé le 7 octobre 1788.

Les deux frères Czartoryski, accablés d'ans et de fatigues, s'étaient éteints avant d'achever leur œuvre ; mais leur souvenir inspirait les travaux des réformateurs, et le prince Adam, fils d'Auguste, était le représentant de leurs traditions et de leur nom à la diète de 1788.

Avec lui marchaient, en tête des réformateurs, Ignace et Stanislas Potocki, Slaszyc, Julien Niemcewicz, Stanislas

Malachowski et Casimir Sapiéha, maréchaux (présidents) de la diète. Les circonstances semblaient partout favorables.

La Russie, sérieusement occupée contre la Suède, n'osait en Pologne recourir à la force ouverte.

La Prusse, mécontente de Saint-Pétersbourg, promettait aux réformateurs son appui, et signa même, comme garantie de ses bonnes intentions, une alliance offensive et défensive.

La France, toute aux émotions d'un laborieux enfantement, préparait en même temps que la Pologne une grande réforme sociale, et tenait en éveil les autres puissances de l'Europe. Le parti national pouvait donc avoir bon espoir.

Agissant cependant avec prudence, pour ne pas heurter brusquement les préjugés, il consacra la session de 1788 à des travaux préparatoires, et prolongea par un vote spécial la durée de la diète. Cette dernière mesure rencontra une vive opposition de la part des députés acquis à la Russie; mais la majorité patriote l'emporta, et la diète fut prolongée *ad tempus bene visum* (jusqu'au terme qui paraîtrait convenable).

Nous ne suivrons pas en détail les discussions, qui se poursuivirent jusqu'en 1791. La volonté nationale était si fortement prononcée, que les intrigues étrangères furent impuissantes. Le roi lui-même, rassuré par l'énergie des réformateurs, les secondait avec sincérité. Dès les premiers jours de la session de 1789, on arrêta les bases de la constitution nou-

velle. Nous allons en résumer les principales dispositions telles qu'elles furent adoptées dans le règlement définitif.

1° Souveraineté de la nation, avec des droits communs à tous les citoyens.

C'était la destruction de l'oligarchie qui avait été le seul gouvernement de cet État si improprement appelé la république de Pologne. Ajoutons que la diète ne se composait que de nobles, qui faisaient ainsi eux-mêmes le sacrifice de leurs priviléges. En France, à la même époque, c'était le tiers état qui conquérait les réformes, avec la même justice sans doute, mais non avec le même désintéressement.

2° Monarchie constitutionnelle et héréditaire.

3° Abolition du *liberum veto.*

4° Admission des villes à la représentation nationale, des bourgeois à tous les emplois dans l'armée, et à toutes les places dans l'église; admission graduelle des paysans dans la bourgeoisie, et des bourgeois dans la noblesse. C'était le principe de l'égalité consacré par l'élévation, au lieu de l'être par l'abaissement du niveau social.

5° La puissance législative accordée à la diète seule, le roi ayant à peine le droit de *suspendre* sa sanction. Quant aux traités, alliances, déclarations de guerre, nécessité de la sanction de la diète à une majorité des trois quarts des membres.

On ne peut assurément s'empêcher de reconnaître la sagesse de ces réformes destinées à régénérer la nation. Les im-

menses commotions produites par la révolution française empêchèrent l'Europe occidentale de faire attention à ce qui se passait sur la Vistule. Cependant Burke et Fox déclarèrent que jamais constitution plus sage n'avait été soumise à la délibération des hommes. Pour nos athlètes politiques, occupés d'ailleurs à de gigantesques luttes, elle passa inaperçue, et pour les adorateurs du succès elle eut le tort de ne pas durer.

Ce fut le 3 mai 1791 que la diète entendit la lecture de l'acte constitutionnel. Il fut voté avec enthousiasme en présence du roi, qui répéta textuellement le serment constitutionnel dont lecture fut faite par l'évêque de Cracovie, Turski.

La Pologne, comme la France, venait de faire sa constitution : la Pologne, comme la France, fut appelée à la défendre contre les agressions extérieures et les complots intérieurs. La France triompha, la Pologne succomba. Cette différence dans les résultats fait-elle une différence dans le droit? Oui, si le droit est le succès; non, si le droit est un principe immuable, indépendant de toute circonstance. Alors vient le cas de dire avec Bossuet : « Il n'y a pas de droit contre le droit. »

Et cette vérité est si évidente, qu'aujourd'hui encore la constitution du 3 mai 1791 est le cri de ralliement des Polonais, prêts d'ailleurs à y introduire les modifications que commandent les nouveaux enseignements de la politique, et les leçons de soixante-dix ans de luttes.

DEUXIÈME ÉMIGRATION.

Phase militaire.

I

Catherine n'avait pu voir sans de profonds déplaisirs le triomphe d'une constitution qui devait assurer l'avenir de la Pologne. Mais, occupée à la guerre contre la Porte, abandonnée par la Prusse, portant ombrage à l'Autriche, elle dissimula jusqu'au moment où la paix d'Iassy (9 janvier 1792) lui rendit la liberté de ses mouvements. Alors elle se consacra tout entière à l'œuvre de destruction qui dominait ses pensées.

Cependant venait de s'accomplir un acte politique important, qui semblait devoir opposer à ses projets un obstacle insurmontable. Au mois de septembre 1791 avait eu lieu la fameuse conférence de Pilnitz, entre Léopold, Frédéric-Guillaume et l'électeur de Saxe. Ces trois souverains, après avoir décrété le châtiment de la révolution française, s'étaient engagés par le même traité à reconnaître l'indivisibilité, l'indépendance et la nouvelle constitution de la Pologne.

C'était un échec pour la politique de Catherine. Le hasard lui vint en aide. Le 1er mars 1792, Léopold mourut; son suc-

cesseur, François II, à peine adolescent, se trouvait en face d'une vieille expérience, habile dans l'art de tromper et sans scrupules sur les moyens. Quant à Frédéric-Guillaume, Catherine avait de lui assez mauvaise opinion pour espérer qu'il se désavouerait lui-même aux yeux de l'Europe. Et effectivement, après la mort de Léopold, il consentit avec elle un traité secret, dont la première condition fut l'abandon de l'alliance polonaise.

Ainsi rassurée du côté de l'Allemagne, Catherine n'avait plus besoin que d'un prétexte, d'un fantôme de mécontentement national, pour intervenir, et pour paraître secourir quand elle voulait opprimer. Or, après toute réforme, les prétextes s'offrent d'eux-mêmes dans les ambitions déçues ou les aveugles admirations du passé. Trois hommes notables, Félix Potocki, Braniçki et Rzewaski, osèrent aller porter leurs doléances à Saint-Pétersbourg, s'y présentant comme des victimes de la diète révolutionnaire de 1788, comme des républicains qui ne demandaient que la restauration des libertés de leur pays. L'impératrice les accueillit avec empressement, et leur indiqua la marche à suivre. Sous ses inspirations, ils rentrèrent en Pologne et rédigèrent à Targowitz un acte de confédération, auquel neuf autres nobles, dont un seul sénateur, joignirent leurs signatures. Cet acte, daté du 14 mai 1792, était un appel à l'insurrection contre la constitution du 3 mai, et en même temps un signal pour l'invasion étrangère.

Quatre jours après, les Russes pénétraient en Pologne sur

plusieurs points, précédés d'un manifeste de Catherine annonçant qu'elle venait appuyer la confédération de Targowitz et rendre au pays ses anciennes libertés.

Cependant la diète, avertie des intrigues moscovites, avait donné au roi des pouvoirs illimités pour la défense de la patrie. Mais ce faible prince ne s'en servit que pour paralyser l'élan national, accéda le 23 juillet à la confédération de Targowitz, et, après trois mois de guerre, ordonna la dissolution de l'armée. Les Prussiens, de leur côté, pénétraient sur le territoire, non pour combattre, mais pour appuyer les Russes. Le deuxième partage de la Pologne fut consommé en 1793, et le roi Stanislas n'eut pas honte de sanctionner à Grodno la nouvelle spoliation de l'étranger.

Alors les patriotes indignés se soulevèrent et contre le roi et contre les envahisseurs. Nous n'avons pas à raconter la lutte mémorable de 1794, conduite par Kosciuszko. La nation, abandonnée par son gouvernement, fit face à trois puissances formidables, car l'Autriche s'était jointe aux ravisseurs. Il y eut des exploits dignes d'être recueillis par la poésie et l'histoire; et Kosciuszko, vaincu, blessé et prisonnier à la journée du 10 octobre 1794, sortit de la lutte plus grand que ses vainqueurs. Les massacres de Praga, où Souwaroff immola en une nuit 12,000 citoyens, furent le dernier trophée des Russes, et la capitulation de Varsovie le 8 novembre amena le troisième démembrement de la Pologne et l'abdication de Stanislas-Auguste.

A ne consulter que l'histoire ordinaire des empires, il n'y

avait plus de Pologne. Mais c'est ici précisément que se révèle la force exceptionnelle de cette nation. Il se forme à l'extérieur une Pologne nouvelle, toujours active, toujours vivante, allant chercher ses ennemis sur tous les champs de bataille, représentant véritablement la patrie, et ne désespérant jamais d'elle ; semblant donner son sang pour une cause étrangère, mais n'ayant jamais d'autre but que la cause nationale; errante, mais infatigable; témoignant de sa vitalité par son opiniâtre confiance même au milieu des déceptions, et fortifiée toujours par de nouveaux arrivants, émigrés volontaires, qui révèlent l'existence non interrompue de la nation, par les liens d'une pensée commune entre les hommes du foyer et les hommes de l'exil.

C'est cette époque d'héroïsme guerrier que nous avons maintenant à parcourir.

II

Après la prise de Varsovie, les derniers débris des forces nationales se réunirent à Radoszyce, au delà de la Pilica, et les chefs y tinrent conseil. Quelques-uns, entre autres Dombrowski, proposaient de se faire jour à travers l'Allemagne, pour rejoindre les républicains français sur le Rhin. Mais ce projet sembla trop hardi au milieu du découragement des esprits ; il y avait plus de facilité à gagner isolément les pays étrangers , sauf à se réunir plus tard dans une action commune. Les braves

patriotes se dispersèrent, en se donnant rendez-vous dans les camps français.

Mais leur bonne volonté rencontra tout d'abord des obstacles imprévus. La marche rapide des événements dans les grandes luttes de la république française avait détourné les yeux des événements du nord, et dans l'incertitude de la véritable situation des choses, on n'accueillait pas sans une certaine méfiance des émigrés dont on ne connaissait pas la valeur morale. La paix avec la Prusse était d'ailleurs une gêne, et l'on ne voulait pas mécontenter la Russie. Il était nécessaire aussi, pour convaincre le gouvernement français, qu'il lui fût présenté un plan d'ensemble à la place des réclamations confuses qui l'assiégeaient de toutes parts. Ce fut le général Dombrowski qui prit en main cette tâche. Ce brave compagnon de Kosciuszko, en vain sollicité par la Russie de prendre du service chez elle, avait repoussé les offres les plus séduisantes. Les yeux tournés vers la France, émerveillé des exploits de Bonaparte, dont le nouveau nom retentissait dans le monde, il se disait que c'était dans les champs de l'Italie que la Pologne pouvait renaître, en aidant à la destruction de l'Autriche. Mais une fracture accidentelle de la jambe retarda longtemps ses ardeurs, et ce ne fut qu'au mois de septembre 1796 qu'il put se rendre à Paris.

Tout aussitôt, il adressa au Directoire un projet détaillé sur la formation des légions polonaises qui combattraient dans les rangs des armées du Rhin et d'Italie.

Son mémoire est plutôt une combinaison politique que militaire. Sur le dernier point, il n'avait rien à enseigner aux Français; mais sur le premier, il apportait des vues nouvelles, qui devaient frapper par leur hardiesse.

Nous ne pouvons qu'en résumer les principales dispositions.

Outre la formation des légions en Allemagne et en Italie, Dombrowski proposait de rallier les émigrés de la Pologne dans les provinces de la domination ottomane, et d'y préparer le noyau d'un corps particulier. Avec ce corps, on recueillerait les mécontents russes des provinces transboristanes; on pourrait en même temps exciter des mouvements en Transylvanie et en Hongrie, et mettre par là la maison d'Autriche dans l'impossibilité de continuer la guerre.

Il terminait son mémoire par les observations suivantes: « Sans former un noyau d'armée pour la Pologne, une nouvelle explosion dans ce pays est impossible, malgré les désirs énergiques des patriotes de l'intérieur. Il est cependant hors de doute que ce n'est qu'un plan insurrectionnel en Pologne qui peut faire avorter les nouvelles combinaisons des coalisés du nord de l'Europe. Une explosion en Gallicie réveillerait l'esprit des mécontents en Hongrie de manière à diviser les forces de l'Autriche. Le Turc serait tiré de son apathie au moment où il verrait le feu de la guerre éclater en Pologne contre l'Autriche et la Russie. La Suède abandonnerait son système de ménagements à l'approche d'une révolution qui occuperait la Russie;

et c'est alors que cette dernière puissance, menacée de tous côtés, tant par les nations voisines que par ses propres sujets pour la plupart mécontents, et surtout par les habitants des contrées envahies sur la Pologne, se verrait forcée de cesser de protéger les complots des émigrés français, d'allumer la guerre contre la France, et de s'agrandir aux dépens de l'Europe. »

Ces considérations de haute politique durent frapper le Directoire. Mais, aux termes de la constitution, le gouvernement français ne pouvait prendre à son service aucune troupe étrangère. On résolut de parer à cette difficulté en déterminant le nouveau gouvernement de Lombardie à prendre à sa solde les légions polonaises à titre d'auxiliaires. Une convention fut donc signée à cet effet le 9 janvier 1797 entre l'administration générale de la Lombardie d'un côté, et le général Dombrowski de l'autre, convention approuvée par le général en chef Bonaparte.

Aussitôt Dombrowski s'occupa de la formation de ses légions. Une proclamation envoyée par lui en Pologne fit bientôt arriver une foule d'anciens militaires, chefs ou soldats, qui avaient servi sous Kosciuszko. De son côté le major Tremo, aide de camp de Dombrowski, recrutait parmi les prisonniers de guerre, envoyés à Dijon, où il était alors, tout ce qu'il y avait de réfugiés polonais ; et les émigrés, partout jusque-là dispersés, accourant de toutes parts, venaient se presser dans les rangs du général Dombrowski.

Alors les Polonais renaquirent à l'espérance. Réunis sous un même drapeau, ils comprirent que la patrie revivait en eux et qu'ils pouvaient se dire les représentants de la nation. C'est ainsi que s'expliquent, dit Miçkiewicz, les paroles du chant des légions polonaises : « Non, la Pologne n'est pas perdue tant que nous vivons. »

Les premières marches des légions à la suite du général Bonaparte semblaient les conduire sur Vienne ; l'archiduc Charles, après la bataille de Tagliamento, ne pouvait plus arrêter la marche victorieuse de l'armée républicaine ; déjà le général Dombrowski rêvait une entrée triomphale en Pologne. Il avait présenté à cet effet au général en chef un plan détaillé d'après lequel le corps polonais, passant par la Croatie, la Transylvanie et la Hongrie, devait pénétrer en Pologne et y arborer l'antique drapeau de l'indépendance. Le général Bonaparte, adoptant les propositions de Dombrowski, ordonna le 25 mars de réunir les légions polonaises à Palma-Nuova ; de là elles devaient traverser Fiume et Karlstadt, puis rejoindre en Bukovine un autre groupe polonais venant de la Valachie. L'ordre était exécuté le 17 avril, et déjà les Polonais réunis à Palma-Nuova allaient se mettre en marche, lorsque tout à coup la nouvelle des préliminaires de Léoben signés le 18 vint arrêter l'essor des légions et anéantir de nobles espérances.

Cependant les légions polonaises, même après la paix de Campo-Formio et le départ du général Bonaparte, se trouvè-

rent mêlées à toutes les affaires de l'Italie. Après le soulèvement de Rome, Dombrowski pénétra dans la capitale du monde chrétien à la tête de ses légions, et le Consulat Romain, pour reconnaître ses services, lui remit le sabre de Jean Sobieski et le drapeau de Mahomet enlevé sur les Turcs par le vaillant chef polonais. Depuis ce jour, le drapeau suivit constamment le quartier général de la légion. Quant au sabre, le général Dombrowski l'envoya, au nom des légions, à l'immortel défenseur de la liberté polonaise, Kosciuszko.

Peu après, les légions polonaises suivirent le général Championnet dans son expédition contre Naples, marchant au milieu de bandes insurgées et rencontrant à chaque pas des embûches. Ce fut le général Dombrowski avec sa légion qui pénétra le premier sur le territoire napolitain, et bientôt après ses soldats contribuaient puissamment à la prise de Gaëte et de Capoue. Lorsqu'enfin la reddition de Naples eut renversé le trône de Ferdinand, le général Championnet voulut donner aux Polonais un témoignage public de reconnaissance pour leurs glorieux services. A cette époque, l'honneur le plus éclatant que l'on pût accorder à un militaire était la présentation au gouvernement français des drapeaux pris sur l'ennemi. Le général Championnet confia cette belle mission à l'un des plus intrépides combattants des légions, le général Kniaziewicz.

Dans la cérémonie qui accompagna la présentation des drapeaux au Directoire, le 18 mars 1779, le ministre de la

guerre, Dubois-Crancé, après avoir retracé les faits d'armes de l'armée de Naples, ajoutait :

« Au nombre des guerriers qui l'ont secondée, le général en chef se plaît à compter, et j'aime à vous citer les braves Polonais qui combattent sous nos drapeaux : leur conduite prouve que ni le talent ni le courage ne leur ont manqué pour conserver leur indépendance, et qu'ils sont dignes de retrouver parmi nous une patrie et la liberté. Sous ces drapeaux qu'ils ont aidé à conquérir, vous voyez, citoyens Directeurs, le général Kniaziewicz, l'un de ces étrangers qui ne le sont plus pour nous.

« L'honneur de vous offrir ces trophées est le prix de ses vertus militaires et de ses services. »

Malheureusement, la fortune brillante de la révolution française allait être assombrie par des revers. L'Autriche recommençait la guerre par un acte de perfidie, l'assassinat des trois ministres plénipotentiaires, et la Russie avec elle prenait part aux hostilités. Cette double menace pour la France fut acceptée par les Polonais combattants comme une double bonne fortune. Ils allaient rencontrer sur les champs de bataille leurs oppresseurs les plus puissants, et la république française les secondait dans leur lutte contre les deux Césars. De nouveaux volontaires accoururent des bords de la Vistule et de la Warta. L'émigration polonaise, qui, malgré les distances, sentait en elle la vie nationale, saluait dans chaque nouvel arrivant la pensée de la patrie, qui lui envoyait des

souvenirs en lui envoyant des soldats. « Une nation, dit Miçkiewicz, n'est pas un instrument inerte mis en mouvement par une machine gouvernementale; elle se reconnaît à la sympathie intime qui existe entre les parties isolées d'un organisme et le tout qui en représente l'idée. » Ainsi, la Pologne, avec ses guerriers sur l'Adige et ses provinces aux mains des oppresseurs, était plus une nation que la Russie, machine gouvernementale, ou l'Autriche avec ses populations agglomérées sans une idée commune.

Le premier combat important dans cette nouvelle guerre fut livré sur l'Adige; Schérer, général en chef de l'armée française, voulait frapper un coup décisif avant l'arrivée des Russes, et le général en chef autrichien baron de Kray, se voyant supérieur en force, n'attendit pas ses alliés. La deuxième légion polonaise, comptant 2,280 hommes, était divisée en trois corps, l'un de 800 hommes à l'aile gauche, l'autre de 700 au centre, le troisième de 780 à l'aile droite. Ce dernier corps fit des pertes cruelles. La division Montrichard, dont il faisait partie, ayant été culbutée à Legnano, le général Rymkiewicz fut chargé avec ses soldats de couvrir la retraite, et parvint à arrêter l'ennemi, mais non sans de grands sacrifices. Deux cents Polonais restèrent sur le champ de bataille, entre autres le lieutenant N. Godebski, arrivé de la Pologne au commencement de l'action. Au moment où, plein de joie, il serrait la main de son frère Cyprien, un boulet de canon vint le frapper et interrompre l'étreinte fraternelle.

Le deuxième corps, qui repoussa l'ennemi jusqu'à Vérone, paya non moins cher ses succès. Son chef Lipczynski fut tué, et 150 soldats et sous-officiers furent mis hors de combat. Parmi les blessés, était le colonel Darowski, vieillard septuagénaire, qui, après avoir combattu les Moscovites dans la confédération de Bar, et pris une part glorieuse à la guerre de l'indépendance sous Kosciuszko, avait retrouvé sa jeunesse pour accourir en Italie au-devant des tyrans de la Pologne.

Le troisième corps, formant l'avant-garde de la division Victor, combattit pendant toute la journée, et quoique la victoire lui restât, l'opiniâtreté de la lutte fit de cruels vides dans ses rangs. 400 hommes furent tués, blessés ou faits prisonniers.

Les rapports des généraux commandant les divisions furent unanimes à rendre hommage à l'éclatante bravoure des Polonais ; et Schérer, en les communiquant au gouvernement français, y ajouta des éloges si marquants, que le Directoire envoya par l'entremise du commandant-général Dombrowski une lettre spécialement adressée à ces braves phalanges. Elle était ainsi conçue :

Le Directoire exécutif aux troupes polonaises qui ont combattu le 6 germinal en Italie avec l'armée de la République française.

« Paris, ce 9 floréal an VII (28 avril 1799).

« Braves Polonais ! vous n'avez pu arracher votre patrie à l'asservissement ; mais vous avez juré de défendre la liberté partout où elle portera ses étendards. C'est avec un courage digne d'elle que vous avez combattu le 6 germinal. Le

Directoire exécutif, à qui le général en chef de l'armée d'Italie en a rendu compte, vous en témoigne sa satisfaction. En cimentant de votre sang l'édifice républicain, vous laisserez à vos compatriotes votre souvenir, votre exemple et le noble désir de vous imiter.

« *Le Président du pouvoir exécutif,*

« BARRAS. »

Un hommage aussi exceptionnel redoubla l'ardeur des légions.

Mais des combats malheureux vinrent encore les décimer.

Malgré les avantages remportés dans la bataille du 6 germinal, Schérer ne crut pas devoir conserver ses positions et fit un mouvement rétrograde sur Vérone. Une attaque générale eut lieu le 16; les Français furent battus sur tous les points, et la perte des Polonais dans cette journée fut de 1,000 hommes. Il est vrai qu'ils se trouvèrent toujours au plus fort du danger. Le général Rymkiewicz, qui à la tête du premier bataillon combattait sous les yeux de Moreau, donna de telles preuves d'habileté et de bravoure, que le chef français le nomma dans le cours de l'action général de brigade. Mais Rymkiewicz, deux fois blessé dans le combat, succomba quelques jours après.

A la suite de cet échec, l'armée française se retira sur la ligne du Mincio, en laissant la légion polonaise en garnison à Mantoue. Peu après, les Autrichiens investirent la place et interceptèrent toute communication avec l'armée.

La situation devenait des plus menaçantes. Souwaroff était arrivé à Vérone le 14 avril à la tête de 40,000 Russes, et

le lendemain les deux armées de la coalition se réunissaient à Campagnola. Schérer, qui n'avait guère que 38,000 hommes à opposer à une masse de près de 100,000, abandonna la ligne pour se retirer sur l'Adda, et, pris de découragement, donna sa démission, en confiant le commandement de l'armée à Moreau. Celui-ci n'avait plus d'autres ressources que de se mettre en communication avec l'armée de Macdonald, dispersée dans les états de Naples et de la Romagne. Ce dernier général, aux premières lettres de Moreau, s'empressa de réunir les différents corps et prescrivit au général Dombrowski de concentrer ses forces pour venir le rejoindre. La jonction entre la division polonaise et l'armée de Naples commandée par Macdonald se fit le 12 juin, et huit jours après se livrait la sanglante bataille de la Trebbia, où les Polonais combattirent avec une rage désespérée, en face de Souwaroff, l'incendiaire et le boucher de Praga. Aussi leurs pertes dans ces désastreuses journées furent-elles considérables : sur 3,500 hommes dont se composait leur petite troupe, ils en perdirent 1,500. La perte totale de l'armée française était de 7,000, dont le contingent polonais était de près du quart. Leur propre légion était réduite de moitié.

Cependant, sans se décourager, Dombrowski songea à réparer ses pertes. Une première ressource s'offrait avec les prisonniers polonais pris dans cette journée même; ils s'enrôlèrent avec joie dans les bataillons compatriotes. De nouveaux officiers accoururent aussi de différents points de l'émigration,

entre autres les généraux Georges Grabowski et Wladislas Jablonowski, ancien condisciple de Bonaparte à l'école de Brienne. Le major Casimir Konopka, commandant le dépôt de Milan, rejoignit avec 900 Polonais. Enfin, différents officiers, avec l'autorisation de Moreau, furent envoyés dans les dépôts de prisonniers de guerre pour y enrôler les Polonais; et bientôt la première légion se retrouva forte de 2,500 hommes.

Mais pendant ce temps la deuxième légion, réduite de 4,000 à 800 hommes sous les ordres du général Wielhorski, était bloquée dans Mantoue, assiégée par 40,000 Austro-Russes ayant six cents bouches à feu. Le général Foissac-Latour, commandant de la place, opposait la plus énergique résistance aux attaques réitérées de l'ennemi. Mais les combats de tous les jours avaient décimé la garnison. Vers le milieu de juillet, les forces totales des assiégés, qui avaient été 12,000 hommes, se trouvaient réduites à 3,600; et il fallait défendre de nombreux ouvrages, la plupart démantelés. Après la bataille de la Trebbia, on dut renoncer à toute espérance de secours. Une capitulation devint inévitable. Elle fut signée le 28 juillet, et la légion polonaise y fut comprise. Mais un article additionnel garantissait aux Autrichiens le retour des déserteurs de guerre, avec condition d'épargner leurs vies. Le général autrichien, par une interprétation machiavélique, profita de cette clause pour en faire application aux Polonais. Comme la légion fermait la colonne lorsque la garnison sortit de la place, dès que la tête et le centre des Français se trouvèrent

hors l'enceinte de la ville, les Autrichiens se jetèrent sur les Polonais, arrachèrent les soldats de leurs pelotons, et les firent entrer dans leurs rangs. Toutes les remontrances des officiers furent inutiles. Le général Wielhorski, l'adjudant-général Kosinski et le reste des officiers furent conduits à Léoben comme prisonniers de guerre.

De nouveaux désastres attendaient les Français, et à leur suite les Polonais. A la bataille de Novi, ceux-ci figuraient au nombre de 2,070 hommes d'infanterie et de 50 cavaliers. Dombrowski fut chargé de protéger la retraite après la mort de Joubert, et, sur les ordres du général Saint-Cyr, dissémina sa troupe par détachements pour garder les cols des défilés et les crêtes des montagnes.

Cependant le départ de Souwaroff pour la Suisse, où il allait se faire battre à Zurich, améliorait la situation générale; mais celle de la légion était des plus pénibles.

« Le soldat polonais était sans solde, sans souliers, sans chemises et sans uniforme, posté sur des montagnes affreuses et des rocs arides, obligé de les franchir sans cesse avec la pluie, la neige et la gelée, manquant de vivres quelquefois pendant trois à quatre jours, et contraint alors de vivre de racines, n'ayant jamais un moment de repos, et toujours en présence de l'ennemi. Telle est, en effet, la situation affreuse dans laquelle les troupes polonaises et toute l'armée d'Italie se trouvèrent à cette époque.

« Cependant, au milieu de toutes ces privations, le Polonais

souffrait avec une admirable résignation; et, marchant sur les cimes glacées des Apennins, son regard planait encore au loin, tourné vers la terre natale, et son énergie morale, plus forte que toutes les peines physiques, lui faisait voir dans l'avenir cette patrie, pour laquelle il combattait si loin, puissante et régénérée (1). »

Sur les bords du Rhin, la situation des émigrés n'était pas meilleure. La légion s'était, pendant la campagne de Zurich, trouvée dans le Palatinat en face de l'archiduc Charles, et là elle s'était recrutée de 2,000 déserteurs polonais. Ces derniers, réunis dans une caserne, avaient été placés sous la conduite du commandant Drzewiecki, avec ordre de les diriger sur Metz. Mais ces malheureux n'avaient ni uniformes, ni chemises, ni souliers. Quand ils sortirent de la caserne pour se mettre en marche, quelques-uns, sans vêtements, s'enveloppaient d'une misérable couverture; tous étaient nu-pieds, et il fallait s'avancer à travers les glaces et la neige. Chacun alors éclata en murmures, lorsque le commandant Drzewiecki, s'adressant au plus récalcitrant, lui ordonna de tirer ses bottes; puis, se présentant aux soldats pieds nus comme eux, donna l'ordre de marcher. Au bout d'une heure, ses pieds coupés par les glaçons étaient tout en sang, lorsque les soldats, d'une commune voix, le forcèrent de reprendre ses bottes.

(1) Léonard Chodzko, *Histoire des légions polonaises*.

Cependant le général Dombrowski multipliait ses démarches auprès de Championnet pour améliorer le sort de ses malheureux compatriotes. Mais l'armée entière était dans le même état; les vaisseaux anglais coupaient toute communication avec la France par mer; les Autrichiens obstruaient la ligne du Var; les vivres, le fourrage, l'argent, tout manquait.

Dans cette extrémité, les officiers des corps polonais prièrent le général Dombrowski de se rendre à Paris, se cotisant entre eux pour faire les frais de sa mission. Un grand espoir alors les animait. Bonaparte, revenu d'Égypte, avait pris le pouvoir sous le nom de premier consul.

Habile appréciateur des hommes de guerre, Bonaparte savait ce qu'il pouvait attendre des mérites de Dombrowski et de l'intrépide ardeur de ses compagnons. A ses premières réclamations, il adressa la réponse suivante :

« Paris, ce 5 nivôse an VIII (24 décembre 1799).

« De retour en Europe, citoyen général, j'ai appris avec intérêt la conduite que vous et vos braves Polonais avez tenue en Italie pendant la dernière campagne.

« Des revers ont obscurci un instant la gloire de nos armes; mais tout nous promet qu'elle brillera bientôt d'un nouvel éclat. Dites à vos braves qu'ils sont toujours présents à ma pensée, que je compte sur eux, que j'apprécie leur dévouement pour la cause que nous défendons, et que je serai toujours leur ami et leur camarade.

« Soyez assuré, citoyen général, de ma considération distinguée et de mon attachement.

« Bonaparte. »

Bientôt, en effet, Dombrowski obtint un ordre qui enjoi-

gnait à tous les détachements polonais de se rendre à Marseille pour y former un corps nouveau.

Ce corps devait être reçu à la solde de la république française, et se composer de sept bataillons d'infanterie et d'un bataillon d'artillerie, sous la dénomination de première légion polonaise.

Une seconde légion devait être formée pour rejoindre l'armée du Rhin, sous le commandement du général Kniaziewicz.

Dombrowski se mit à l'œuvre avec l'ardeur de nouvelles espérances. De nombreux enrôlements furent faits dans les dépôts des prisonniers de guerre, et de jeunes patriotes accoururent de la Pologne grossir les rangs de l'émigration. Après quelques mois d'efforts, la légion d'Italie était forte de 7,000 hommes, celle du Danube en comptait 6,000.

Mais pendant ce temps les événements avaient marché. La bataille de Marengo avait changé la fortune de la guerre.

Celle de Hohenlinden avait été pour la légion polonaise du Danube une occasion nouvelle de gloire. Kniaziewicz, qui faisait partie du corps du général Richepanse, avait pendant quelque temps soutenu presque seul avec ses compagnons les efforts des colonnes autrichiennes. Moreau n'hésita pas à déclarer que la légion polonaise avait grandement contribué au gain de la bataille. Lorsqu'à son retour en France la municipalité de Strasbourg lui fit hommage d'une couronne de lauriers, il dit en montrant Kniaziewicz : « La moitié de la cou-

ronne revient au plus vaillant de mes coopérateurs. » Et la partageant en deux, il en remit effectivement la moitié au chef polonais.

Les Polonais crurent que les jours de la délivrance allaient enfin se lever pour eux.

C'est ici qu'il est utile de signaler le caractère constant de leurs efforts. En apportant leur alliance à des drapeaux étrangers, les Polonais n'agissaient et ne pensaient pas en mercenaires sans nom, cherchant une ressource ou un asile dans les camps. Ce n'était pour eux qu'un chemin vers la patrie; et quel que fût le motif des guerres auxquelles ils prenaient part, ils n'y voyaient pour leur compte qu'une guerre d'indépendance. Le rétablissement de la Pologne était le seul but de leurs sacrifices, l'unique mobile de leur héroïsme. Sans doute ils se sentaient flattés de partager les gloires des armées françaises; mais l'orgueil du succès les touchait moins que l'espoir d'en tirer parti pour leur cause. C'était, il est vrai, de l'égoïsme national; mais ce sentiment lui-même témoigne la force d'une nation. D'ailleurs, ils ne s'épargnaient pas dans l'aide qu'ils apportaient aux autres, et conservaient ainsi le droit de penser en même temps à eux. Toujours, à toutes les époques, dans toutes les circonstances, se rencontre ce double sentiment, essentiellement caractéristique de l'émigration polonaise, sacrifice personnel, égoïsme national. Lord Palmerston, qui a longtemps éprouvé les Polonais dans les missions diplomatiques, disait tout récemment : « Jamais je

n'ai pu faire d'un Polonais un véritable agent britannique. Dans toute mission, il songe avant tout aux intérêts de la Pologne, et toute fonction qu'il accepte n'est qu'un moyen patriotique. » Dans la bouche du ministre anglais cet aveu pouvait avoir un caractère de critique. Mais pour tout observateur désintéressé, cette critique est un hommage, applicable aujourd'hui comme aux premières années du siècle.

Dombrowski, après la bataille de Marengo, ne pensa qu'à la Pologne. Il crut l'occasion venue d'opérer une diversion puissante, en pénétrant en Gallicie avec une armée toute polonaise, faisant ainsi les affaires de la France en même temps que les siennes. Il adressa donc au Premier Consul un plan de campagne, précédé de la lettre suivante :

« Marseille, ce 18 messidor an VIII (7 juillet 1800).

« Daignez, citoyen Premier Consul, jeter un moment vos regards sur l'état ci-joint; il contient des matériaux pour un de vos plus beaux trophées, et vous prépare une gloire d'autant plus pure qu'elle ne coûtera pas une seule goutte de sang au peuple français.

« Les Polonais vous demandent, citoyen Premier Consul, l'honneur de tenter un dernier effort en faveur de leur malheureuse patrie; leurs frères les attendent et les appellent. Veuillez donc leur laisser la gloire d'aller briser leurs fers, ou de mourir pour une cause si belle. La même ardeur enflamme tous les cœurs de nos compatriotes; et moi, en traçant ce plan, je ne suis que l'interprète de leur dévouement unanime.

« Dombrowski. »

Le plan proposé par le général polonais mérite d'être reproduit, parce qu'il contient non-seulement des aperçus mi-

litaires, mais aussi des considérations politiques remarquables :

« Au cas que la guerre continue avec la maison d'Autriche, ou que les négociations traînent en longueur, ne serait-il pas praticable de rassembler sur l'aile gauche de l'armée du Rhin tous les corps polonais qui dans ce moment sont en partie en Italie, de les porter à 20,000 ou à 30,000 hommes, et de les mettre en état d'entrer en campagne le plus tôt possible? Ce corps ainsi rassemblé, organisé et commandé par un général entreprenant, zélé pour sa patrie, et pourvu de tous les talents que nécessite une entreprise audacieuse, devrait diriger sa marche, par exemple, de Mayence sur Eger, éviter autant que possible des batailles et des siéges, et chercher uniquement à pénétrer en Gallicie, en s'avançant par la Bohême et la Moravie. L'empereur d'Allemagne, ne pouvant pas en si peu de temps envoyer une armée contre les Polonais, ne sera pas en état d'arrêter leurs progrès, il ne saura leur opposer que des recrues de Bohême et de Gallicie, peuples las d'esclavage, rêvant toujours liberté et révolution, et qui, à la vue d'une armée pénétrée d'un même esprit, ne tarderont pas à se joindre à elle.

« Cette armée, conduite par un homme désintéressé, et ferme à l'égard de l'ordre et de la discipline, n'a pas à craindre que les villes et les villages lui ferment leurs portes; elle les verra, au contraire, se prêter à tous ses besoins.

« L'avantage qui résulterait de cette expédition pour l'ar-

mée française n'est que trop évident, car la marche des Polonais obligera l'aile droite des impériaux à se replier sur la Bohême, tandis que l'aile gauche de l'armée française, la tenant toujours en respect, l'empêchera d'employer toutes ses forces contre les Polonais.

« Quant à ceux-ci, c'est le seul, l'unique moyen de parvenir au but de leurs vœux constants, la régénération de leur pays. Leur armée ne courant aucun risque, voyant toujours devant elle sa ligne d'opération, sans inquiétude sur ses derrières et sur ses flancs, n'aura qu'à marcher en avant, recueillir des lauriers et reconquérir la Pologne autrichienne.

« Les efforts que les Polonais ne manqueront pas de faire pour recevoir l'armée de leurs frères, et l'aider à chasser l'usurpateur, seraient aisés à deviner pour quiconque n'ignore pas avec quelle impatience ce peuple attend le moment propice pour secouer le joug qui l'opprime, habitué qu'il est à tout sacrifier pour conserver son indépendance. D'ailleurs, le vertueux Kosciuszko est encore là : son nom sera un mot de ralliement pour tous les bons citoyens ; l'estime dont il jouit, la confiance que sa vie morale inspire, feront revivre l'espérance dans tous les cœurs, et l'armée, conduite sous ses auspices, a droit d'espérer une suite de succès brillants.

« Quant aux opérations politiques qui seraient à prendre dès que l'armée aurait mis le pied en Pologne, on doit en abandonner la direction aux conseils et au désir du gouvernement français, dont toutes les intentions seraient remplies

par ceux des Polonais qui ont fait preuve de leur patriotisme et de leurs lumières, avec d'autant plus d'ardeur qu'elle tiendrait au bien général de la nation polonaise.

« Mais que dira alors le roi de Prusse? Rien; car le gouvernement français, ne se déclarant point ouvertement pour les Polonais, peut désavouer une démarche qui sera censée entreprise à son insu.

« Le roi de Prusse rassemblera une armée en Silésie? Tant mieux, car l'empereur sera obligé d'en faire autant, et il affaiblira par là ses armées sur le Rhin et en Italie.

« Le roi de Prusse attaquera les Polonais? Non, il faut croire au contraire qu'il ne mettra aucun obstacle à leur entrée dans les possessions autrichiennes.

« Mais que dira Paul Ier? Il sera ravi que l'Autriche ait un ennemi de plus sur les bras, qui paraîtra tomber comme des nues. Il est possible qu'il rassemble aussi une armée sur les frontières de Gallicie, mais cette mesure même forcera l'empereur à lui opposer des forces proportionnées.

« A l'ouverture des négociations pour la paix, les Polonais étant en possession d'un tiers du territoire de leur patrie, et constitués en nation, auront des titres légaux à réclamer l'assistance de la république française et de ses alliés, et le gouvernement français aura alors un droit fondé de secourir un peuple opprimé, de soutenir ses intérêts, de négocier pour lui. Une protection aussi puissante facilitera le consentement de la Prusse et de la Russie à se dessaisir des provinces en-

vahies, moyennant un dédommagement en Allemagne pour la première, en Turquie pour la seconde.

« Que diront enfin les Polonais ? Ils professeront une vénération religieuse pour la nation française, comme leur divinité protectrice. Ils élèveront des monuments au général Bonaparte qui attesteront aux générations futures et la grandeur de leur reconnaissance, et celle de ce héros au génie duquel ils devront la conquête de leur antique indépendance.

« DOMBROWSKI. »

La hardiesse de ce plan et l'habileté des combinaisons auraient sans doute fait impression sur le Premier Consul, s'il n'eût été plus préoccupé d'inaugurer sa puissance par la paix que de pousser la guerre à outrance. Dombrowski dut se rendre en Italie après la formation du corps polonais ; il était, avec sa légion, chargé du blocus de Mantoue, lorsque l'armée apprit la conclusion de la paix à Lunéville, le 6 pluviôse an IX (26 janvier 1801).

Cette paix, saluée par toute l'Europe avec des élans de joie, venait briser les espérances des Polonais. Plusieurs de leurs officiers généraux, consternés et voyant perdre tout le fruit de leurs sacrifices, voulaient abandonner le service français. Parmi les plus découragés était Kniaziewicz, qui venait de mériter si bien de la France à la journée de Hohenlinden. On avait eu l'idée de mettre la légion du Danube au service du nouveau roi d'Étrurie. Kniaziewicz donna sa démission. Dombrowski, plus persévérant, conservait l'espoir de retrou-

ver une occasion favorable. Il avait, il est vrai, perdu ses illusions sur le compte du Premier Consul; mais les adversaires de la France étaient ceux de la Pologne, et il comptait sur leur haine pour l'ouverture de nouvelles campagnes.

Les militaires français eux-mêmes sentaient tout ce qu'il y avait d'amer dans cette défection politique, faisant un si facile sacrifice de la cause polonaise. Lorsque la légion du Danube, à son retour d'Allemagne, traversait Turin, elle y fit rencontre du corps d'armée du général Macdonald revenant du Tyrol. Celui-ci, visité par les officiers de la légion, leur fit l'accueil le plus cordial, et leur dit : « Les diplomates vous ont sacrifiés; mais l'armée vous rend justice et vous conserve toutes ses sympathies. » Noble hommage d'un soldat loyal, qui jamais ne transigea avec la vérité.

Cependant les braves émigrés ne savaient pas encore jusqu'à quel point le Premier Consul faisait abandon de leurs intérêts. Par une convention secrète signée à Lunéville, il avait été stipulé que les légions polonaises ne seraient employées ni en France ni en Italie. Mais il fallait masquer le solennel oubli de tant de services rendus, et Bonaparte eut recours à une de ces ruses qui lui étaient familières, en donnant un caractère apparent de haute récompense à ce qui n'était au fond qu'une déception cruelle. En conséquence, il écrivit à Murat, commandant en chef de l'armée d'Italie, que pour reconnaître les services éminents des Polonais, il ordonnait leur incorporation dans l'armée française. C'était enlever à l'émi-

gration armée son existence nationale. Jusque-là les légions polonaises avaient été accueillies comme troupes auxiliaires, avec leurs insignes et leurs drapeaux particuliers, et même avec leur gloire spéciale. Bonaparte les confondait dans les rangs et dans les uniformes de ses autres soldats, leur enlevant ainsi ce qui faisait leur force et leur espoir, la patrie dans le camp. Cependant, pour ajouter encore à leurs illusions par une perspective brillante, il ajoutait dans sa lettre que désormais tout soldat polonais serait naturalisé dès qu'il toucherait le territoire français, et deviendrait par le fait même citoyen de la grande nation. Beaucoup d'entre les émigrés armés accueillirent avec espérance l'annonce de l'honneur nouveau qu'on leur offrait. Mais leur joie ne fut pas de longue durée : ils apprirent que le territoire français où ils devaient gagner une nouvelle patrie était l'île Saint-Domingue.

Ce fut pour l'émigration un coup accablant. Les plus fortes âmes furent saisies d'indignation, les moins énergiques furent consternées.

Les Polonais n'avaient jusque-là combattu que leurs ennemis naturels; la cause de la France était la leur, et chaque succès les rapprochait de leur patrie. Le Premier Consul, sans égard pour le sentiment qui les armait, les sacrifiait dans une expédition où le succès même eût pour eux été stérile, où les revers étaient sans compensation. Ces braves légions, qui venaient de contribuer aux premières splendeurs du consulat, étaient envoyées en holocauste sur une terre meurtrière que

par une triste dérision on appelait française. Les soldats de l'indépendance étaient chargés d'anéantir la liberté d'un peuple naissant ; les hommes du Nord étaient livrés aux feux d'un soleil tropical. Jamais combinaison plus cruelle ne fut imaginée pour récompense de généreuses ardeurs.

A l'annonce de cette incroyable déception, il se fit un grand tumulte parmi les officiers polonais ; plusieurs d'entre eux donnèrent leur démission. Ceux qui, résignés à tous les hasards, voyaient dans toute guerre un moyen, furent incorporés dans l'armée française sous le numéro du 113e régiment et de la 114e demi brigade ; huit mille Polonais, sous le commandement de Wladislas Jablonowski, s'embarquèrent à Gênes au mois de février 1803. Quelques centaines seulement échappèrent aux atteintes d'un climat impitoyable ; de tous les officiers supérieurs, un seul survécut, Casimir Malachowski, destiné à épuiser la coupe des sacrifices sans récompense. Et cependant parmi les débris mutilés qui revinrent il y avait encore des cœurs qui espéraient en la France !

III

Dans sa première phase militaire, l'émigration de Pologne marchait à l'ombre des drapeaux de la république française ;

elle s'associait à une guerre d'indépendance, qui semblait être sa propre cause ; elle s'enivrait des paroles d'affranchissement et de liberté qui retentissaient autour d'elle ; et lorsqu'elle prodiguait son sang pour aider à l'émancipation des Français, elle pouvait espérer que les Français, à leur tour, lui apporteraient un appui efficace, non-seulement à titre de reconnaissance, mais au nom du même principe qui les avait armés contre les rois. Aux yeux des émigrés du Nord, la délivrance de la Pologne était le complément obligé des conquêtes de la révolution. Ajoutons que c'était une bonne logique, bien plus qu'une illusion du malheur ; car si nos victoires eussent servi à cette grande réparation, elles ne seraient pas demeurées stériles ; avec la Pologne vivante, toute coalition eût été coupée en deux : ni l'Autriche ni la Russie n'auraient pu se mouvoir dans le cercle d'embûches dont elles enveloppèrent constamment la France.

Sans doute c'était par suite d'un intérêt personnel que les Polonais avaient la saine intelligence de la politique à suivre. Mais même l'intérêt personnel n'est pas toujours aussi clairvoyant, et c'est déjà un mérite pour des proscrits que de mettre d'accord la sagesse de la méthode avec la force du désir.

Mais voici que s'ouvre une nouvelle ère de combats. Ce n'est plus la *Marseillaise* qui entraîne les bataillons polonais, c'est la voix du génie militaire ; ils ne sont plus les auxiliaires de la liberté menacée, ils sont les appuis d'un conquérant ; ils n'ont

plus à faire appel à leurs compagnons de guerre, au nom d'un principe commun : il ne leur reste à invoquer qu'un homme, parce qu'il peut tout. Avec la république, ils pouvaient compter sur la puissance du droit ; avec Napoléon, ils ne devaient compter que sur le droit de la puissance. C'était certes pour eux un amoindrissement moral ; mais ils ont leur excuse dans l'ardeur des aspirations patriotiques qui les entraînaient sur les pas d'un géant irrésistible, avec l'espérance de le voir écraser de son talon la tête de leurs oppresseurs. Napoléon cependant croyait mieux de son intérêt de relever un roi qu'un peuple; et les Polonais, qui avaient aidé à renverser un Prussien, un Autrichien, ou un Russe couronné, les voyaient, au lendemain, sous la tente de Napoléon, escompter le sang de la Pologne.

Il est essentiel, avant d'entrer dans le récit des faits, de bien caractériser la politique de Napoléon à l'égard de la Pologne. Toujours il s'en servit, jamais il ne les servit. Durant tout son règne sans cesse s'offrit à leurs yeux le mirage d'une patrie, que bientôt un souffle faisait disparaître.

Nous reconnaissons volontiers que pour les chefs des nations il y a quelquefois péril à faire de la politique de sentiment. Trop souvent d'impérieuses circonstances font taire les inspirations généreuses, et, sans respecter moralement les faits accomplis, on est entraîné par la force des choses à ne point les déranger. Mais faire appel aux sentiments pour s'en servir comme d'un expédient ; rallumer des espérances qui seront

bientôt déçues; promettre à une nation les résurrections de l'avenir, et puis consentir à la voir rejetée dans les étouffements du passé; s'en servir comme d'une menace à chaque cri de guerre, pour retirer cette menace à chaque suspension d'armes: voilà la conduite que tint constamment Napoléon avec la Pologne et les Polonais. Jamais il ne songea sérieusement au rétablissement de la nation; toujours il en fit luire l'espérance, soit pour s'attirer des soldats, soit pour effrayer l'ennemi par le réveil d'un fantôme. On ne sait lequel admirer le plus, ou de cette ténacité dans un jeu fatal qui se répète toujours avec succès, ou de cette opininiâtre patience des infortunés qui persévèrent dans leur confiance, jusqu'à faire de Napoléon le héros de leurs légendes, et, dans leur naïve superstition, prendre le tentateur pour le sauveur.

Deux grands patriotes, cependant, résistèrent à l'entraînement général : l'illustre Kosciuszko et le sage Adam Czartoryski.

Nous devons faire connaître quelques particularités qui contribuèrent à éveiller les méfiances de Kosciuszko.

Il vivait retiré à Paris, lorsque Bonaparte revint d'Égypte. Ce dernier, dont toutes les démarches étaient calculées, immédiatement après sa première visite au Directoire et au conseil des Cinq-Cents, se fit conduire chez Kosciuszko, et lui dit en l'abordant : « J'ai voulu faire la connaissance du héros du Nord. » Kosciuszko lui répondit qu'il était heureux de voir le vainqueur de l'Europe, le héros de l'Orient. Puis

Bonaparte, après avoir promené ses regards sur quelques officiers qui étaient en compagnie de Kosciuszko, prit brusquement congé et courut au conseil des Anciens.

Cette courte apparition était-elle un hommage à l'illustre proscrit, ou une de ces manœuvres politiques dont Bonaparte usait volontiers? Toujours est-il que si Kosciuszko en reçut une bonne impression, elle fut promptement effacée par l'acte du 18 brumaire, qu'il ne put s'empêcher de blâmer. Il avait été en bonnes relations avec les directeurs, et il ne voyait même pas dans leurs fautes la justification du coup d'État. Sa maison était ouverte de préférence aux républicains mécontents; il s'y mêlait aussi les chercheurs de nouvelles, et il y régnait une grande liberté de paroles. Ses relations personnelles avec le gouvernement nouveau ne pouvaient donc pas être très-amicales. Un nouvel incident vint ajouter aux dissentiments.

Bonaparte, désireux de se faire bien venir du czar Paul I[er], renvoya chez eux, comme on le sait, les prisonniers russes, habillés et équipés à ses frais. Mais ce qui est moins su, c'est qu'il avait projeté en même temps et de la même manière le renvoi de tous les émigrés polonais. Il fallait cependant donner à cette mesure une couleur de haute politique relevée par de glorieuses perspectives. Le sénateur Garat fut chargé de la négociation.

Ce fonctionnaire s'invita donc un jour à dîner chez Kosciuszko; il s'y trouvait plusieurs officiers polonais, entre autres Kniaziewicz. A la fin du repas, Garat prit solennellement la parole:

« Le Premier Consul, dit-il, voit pour votre patrie un prompt « moyen de régénération. »

A ce début, toutes les oreilles furent attentives, tous les yeux brillèrent d'espoir.

« Les guerres, reprit Garat, ont leurs incertitudes; les di- « stances sont des obstacles infranchissables. Mais le génie « possède des moyens cachés aux yeux du vulgaire, et le « Premier Consul veut mettre son génie à votre service. Il a « compris les sentiments et les vues magnanimes de l'empe- « reur Paul Ier. Il sait que ce prince veut faire quelque chose de « grand, qui jetterait sur son règne un éclat impérissable. Le « Premier Consul veut le gagner et le faire médiateur de la paix « de l'Europe : car ce prince désire des alliances, et non des « conquêtes. Le Consul est assuré du bon résultat de ses pro- « jets, dans l'exécution desquels il vous confie le rôle le plus « important.

« Il y a environ 30,000 prisonniers russes; il compte les « armer et les renvoyer à l'empereur en gage d'alliance. Si « vous voulez entrer dans sa pensée, il vous renverra pareil- « lement équipés, et il voit la garantie de votre futur bien-être « dans la générosité de l'empereur. L'Angleterre, que Paul « considère comme une ennemie, verra nos forces réunies « menaçant le principal foyer de ses richesses, et peut-être nos « camps assis sur les bords de l'Indus. Une politique modérée « amènera le reste de l'Europe à l'alliance générale. Avouez,

« Messieurs, qu'une si grande pensée ne peut être accomplie
« que par le grand homme qui vous associe à sa gloire. »

Pendant la dernière moitié de cette allocution, le visage de Kosciuszko s'était empourpré de colère. Lorsque Garat eut fini de parler, il éclata, s'indignant que le Premier Consul pût songer à faire marchandise des Polonais pour gagner les bonnes grâces du czar, et qu'il jugeât possible de les mettre sous le drapeau de leur plus implacable ennemi.

Kniaziewicz, plus militaire qu'homme politique, et qu'avait d'abord séduit le côté chevaleresque de l'entreprise, cherchait à calmer son chef. « Général, dit-il, nous ne sommes pas ici les seuls représentants de la nation, donnez-nous le temps de réfléchir. » Puis il se fit un grand silence, dont Garat profita pour prendre congé (1).

Depuis ce temps, Kosciuszko se tint à l'écart de Napoléon, sans se laisser aller à aucune de ses séductions.

Quant au prince Adam Czartoryski, condisciple du czarewitz Alexandre, et lié avec lui aussi intimement qu'on peut l'être avec l'héritier d'un empire, il avait plus d'une fois, dans des épanchements familiers, obtenu de lui la promesse du rétablissement de la Pologne. Avec la loyale confiance de la jeunesse, il se laissait aller à des rêves trompeurs, dont la réalisation, d'ailleurs, était plus facile pour Alexandre que pour tout autre. Ajoutons encore que rien ne prouve qu'alors le czarewitz ne

(1) Mémoires de Joseph Drzewiecki, 1772 à 1802.

fût pas sincère. Son esprit vague et mélancolique se prêtait aux aspirations généreuses, et, n'ayant pas en main le pouvoir, il aurait pu méditer un grand acte de justice dont les difficultés ne devaient lui apparaître qu'en face des réalités de la politique et des mauvaises excuses de l'ambition. Plus tard, il se fit hypocrite, et c'est ce qui a autorisé le doute sur les intentions de ses premières années.

Mais alors l'espérance était permise au jeune prince Adam, et il ne sentait pas le besoin de tourner ses regards vers l'astre éclatant du Premier Consul.

Plus tard, lorsqu'il eut occasion de le connaître, il ne se repentit pas de sa réserve, et sans autant compter sur les promesses constamment ajournées d'Alexandre, il conservait en lui de faibles espérances dont aucune lueur ne lui venait de Napoléon.

Pour mieux faire connaître la pensée secrète de Napoléon, nous devons rappeler un fait qui, bien que postérieur à notre récit actuel, démontre clairement avec quelle facilité il était prêt à faire bon marché des droits de la Pologne.

Lorsque, divorçant par calcul dynastique, il cherchait une alliance dans les maisons souveraines, il s'adressa en premier lieu à la cour de Russie. Pour se faire bien venir, il offrait comme premier cadeau de noces le sacrifice de ses vues à l'égard de la Pologne.

Dans une note adressée, le 20 octobre 1809, au cabinet de Pétersbourg par le ministre des affaires étrangères, Cham-

pagny, duc de Cadore, on lisait : « Sa Majesté approuve que « le nom de Pologne et de Polonais disparaisse non-seulement « de toute transaction, mais *même de l'histoire.* »

Le 4 janvier 1810, une convention secrète est rédigée entre l'ambassadeur, général Caulaincourt, duc de Vicence, et le comte Romanzoff.

Cette convention porte :

« Article 1er. Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli.

« Article 2. Les hautes parties s'engagent à veiller à ce que les dénominations de Pologne et de Polonais ne s'appliquent jamais à aucune des parties qui ont précédemment constitué ce royaume, et disparaissent pour toujours de tout acte officiel ou public (1). »

Napoléon, à Sainte-Hélène, a désavoué ce projet. Il survint en effet des raisons pour n'y pas donner suite. Mais le zèle des serviteurs trahit la pensée du maître.

Car, il faut bien le constater, et nous le répétons après Mickiewicz, malgré les défiances de quelques généraux, malgré les avertissements de publicistes patriotes, l'émigration polonaise conserva toujours son admiration pour Napoléon et son dévouement à sa personne. D'où vient cette constance même au milieu des déceptions ? Mickiewicz nous l'explique avec une intelligente justesse. Le nom de Napoléon était pour la nation dispersée un mot de ralliement ; ce talisman magique

(1) *L'Église romaine en face de la Révolution*, par J. Crétineau Joly, 3e édit, 2e vol., p. 398.

faisait l'unité dans l'exil, et à l'ombre du drapeau français, la patrie polonaise se sentait encore vivante.

Reprenons maintenant nos récits, lesquels, après cette appréciation générale, n'auront plus besoin de commentaires.

Une grande occasion se présenta d'elle-même à Napoléon pour paralyser ses deux plus puissants adversaires par le rétablissement intégral de la Pologne. En 1805, la coalition de l'Autriche et de la Russie le dispensait de tous ménagements. Il n'avait qu'à dire un mot, une nation entière se serait levée sur le flanc de ses ennemis, et cette puissante diversion eût épargné des torrents de sang français. Mais il avait bien plus le génie des batailles que l'intelligence de la grande politique. Aussi ses victoires restaient-elles sans fruit, parce qu'elles étaient toujours suivies d'une paix mal assise.

Alexandre, plus habile, et comprenant d'où pouvaient lui venir les plus sérieux dangers, faisait alors offre aux Polonais des plus brillantes perspectives, et se disait disposé à rétablir leur nation. Il est vrai que le prince Czartoryski, profitant des circonstances, usait de toute son influence sur le czar pour le maintenir dans cette voie. Alexandre, excité par lui, se résolut à prendre le titre de roi de Pologne, dont on devait faire un État séparé, et comme première tentative de cette mesure il poussa au soulèvement de la Pologne prussienne. Des ouvertures furent faites aux Polonais les plus influents de Varsovie et de Posen, et déjà le projet d'insurrection avait reçu un commencement d'exécution. Le prince Joseph Poniatowski devait en être le

chef. Mais alors Alexandre jouait un double jeu, dont Adam Czartoryski n'avait pas le secret; il recherchait en même temps l'alliance de la Prusse, et, les Dolgorouki, chargés de cette dernière mission, ayant réussi à obtenir un traité secret, les espérances des Polonais durent être ajournées.

Après Austerlitz, ils osèrent encore croire en Napoléon : la paix de Presbourg (26 décembre 1805) vint trop vite les détromper. L'Autriche, humiliée, conservait ses possessions polonaises. C'était un présage pour toute autre paix.

Bientôt cependant de nouvelles illusions vinrent réveiller les ardeurs. A la suite des rapides triomphes d'Iéna, les drapeaux français flottaient sur les rives de la Warta, et Napoléon se présentait à Posen le 25 novembre 1806. L'enthousiasme des habitants lui montra tout le parti qu'il pouvait tirer d'une nation dévouée; mais déjà il recueillait les fruits des fautes de Presbourg : il voulut ménager l'Autriche, et contraignit l'insurrection nationale à se circonscrire dans les provinces prussiennes.

Son arrivée à Varsovie, le 19 décembre, fut accueillie avec la même joie et signalée par les mêmes réserves. Voulant cependant se créer une armée auxiliaire sur les bords de la Vistule, il en fit offrir le commandement à Kosciuszko. Mais le vétéran de la liberté, conservant ses méfiances, mit pour condition que l'indépendance de la Pologne, dans ses anciennes limites, fût avant tout proclamée. Le refus de Napoléon prouva la sagesse des précautions de Kosciuszko : il ne lui appartenait

pas de se faire l'instrument de vues étrangères aux intérêts de la Pologne.

Cependant tous les esprits étaient tellement portés à espérer, que Napoléon fut promptement secondé par ceux qui l'entouraient. Le prince Poniatowski accepta le commandement de l'armée nationale ; le maréchal de la dernière diète, Malachowski, devint le président de la commission de gouvernement ; toute la population s'offrit avec empressement à seconder celui qu'elle considérait comme un libérateur. Non-seulement le pays, nouvellement délivré, fournit à l'armée française toutes les choses nécessaires à son entretien ; mais trois légions, sous les ordres de Dombrowski, Zaionczek et Poniatowski, furent formées comme par enchantement, et présentèrent un effectif de 27,000 hommes.

Certains détails cependant trahissaient les arrière-pensées de Napoléon. Ainsi, une contestation assez vive eut lieu entre lui et Poniatowski au sujet des insignes extérieurs de la troupe nouvelle. L'empereur voulait qu'elle portât la cocarde française, le prince insista pour les couleurs nationales. Napoléon dut céder, quoique ce fût pour ainsi dire une reconnaissance tacite de la Pologne. C'était du reste un de ces engagements auxquels il est facile de se soustraire; mais pour les Polonais l'effet fut immense ; le drapeau national attira les enrôlements en foule ; les habitants de la Lithuanie et de la Volhynie envoyaient leurs contingents. Si à ce moment Napoléon eût franchi le Niémen, la Pologne tout entière se levait,

et les Russes étaient refoulés au delà du Dniéper. Mais, persistant dans les aveuglements d'une fausse politique, il aima mieux compter sur sa tactique de capitaine.

Alexandre, qui avait mieux l'intelligence de la situation, tenta de faire ce que Napoléon dédaignait, soit qu'il fût sincère à cause des périls qui le menaçaient, soit qu'il voulût momentanément arrêter l'élan qui entraînait les Polonais vers Napoléon. Prodigue de caresses envers eux, il promettait le rétablissement d'une grande Pologne régénérée sous son sceptre ; il en offrit même le gouvernement au général Kniaziewicz, qui habitait alors ses terres en Volhynie. Le vétéran des légions polonaises, quoique mécontent de la France, repoussa les propositions d'Alexandre, et le projet fut abandonné.

Cependant les hostilités reprirent sur la Vistule, et alors se livrèrent les combats de Pultusck et Golomin, et la sanglante bataille d'Eylau. Enfin, au printemps, la victoire décisive de Friedland força les coalisés de se retirer derrière le Niémen. C'était le moment pour Napoléon de régler la question de la Pologne, et de rendre impossible désormais toute coalition par le rétablissement de ce royaume, qui aurait toujours tenu à sa disposition 200,000 combattants, placés entre l'Allemagne et la Russie. Des vanités dynastiques l'emportèrent sur cette mesure de haute politique; il aima mieux tendre la main à Alexandre et s'enivrer de ses flatteries que d'assurer d'un seul coup la sécurité de l'Europe. Le 7 juillet 1807, la paix fut signée à Tilsitt; il n'y était donné qu'une demi-satisfaction

aux espérances de ses compagnons d'armes. Par ménagement pour l'Autriche et la Russie, il leur laissa leur part de la Pologne; par un reste de condescendance pour les Polonais, il leur livra les provinces que possédait la Prusse, en les diminuant toutefois du gouvernement de Bialystock, qu'il céda à la Russie. On eût dit que celle-ci recevait le prix d'une victoire.

Les provinces ainsi détachées formèrent un état indépendant, sous le titre de grand-duché de Varsovie, dont Napoléon donna la souveraineté au roi de Saxe. Cette espèce de compromis ne satisfit personne, ni les Polonais, qui voyaient consacrer le morcellement de leur pays; ni l'Autriche, ni la Russie, qui considéraient ce premier affranchissement comme une menace. Leurs titres étaient les mêmes que ceux de la Prusse, l'annulation de ceux-ci les frappait également.

Cependant les premiers effets de cette disposition furent assez salutaires, précisément par les craintes qu'elle inspirait au czar, qui s'efforça de se concilier les Polonais encore incorporés dans son empire. Il les comblait d'avances et de promesses, les conjurait de se fier à lui pour le sort de leur patrie, leur laissait entrevoir la reconstitution de la Lithuanie, contraint à les bien traiter comme première garantie de ses bonnes intentions.

Après l'établissement du duché, Napoléon s'empressa d'organiser l'administration, et surtout de se former une armée qui pût être utile à ses desseins personnels. Poniatowski diri-

geait les affaires militaires en qualité de ministre de la guerre; il était secondé par Dombrowski et Zaionczek, et la population se prêtait avec ardeur à leurs vues. Dès le commencement de 1808, le duché de Varsovie put fournir trois régiments d'infanterie et une batterie d'artillerie à l'armée d'Espagne. Trois autres régiments d'infanterie concoururent à former les garnisons des places occupées en Prusse par les Français. Un régiment de cavalerie fut envoyé en Westphalie. Enfin, un régiment de chevau-légers polonais fut incorporé dans la garde impériale.

Il était composé de jeunes gens des plus grandes familles, qui s'empressaient d'accourir même des provinces de l'ancienne Pologne, tout fiers d'être appelés à servir auprès de Napoléon. Ils le suivirent en Espagne au commencement de 1808. Quelques-uns étaient à peine adolescents, et cependant ce furent ces soldats imberbes qui exécutèrent dans la même année un des plus mémorables faits d'armes qui aient illustré la guerre d'Espagne.

Napoléon était en marche de Burgos à Madrid. Deux routes conduisaient à la capitale : l'une par Valladolid, dégagée d'obstacles, mais plus longue ; l'autre à travers les défilés montagneux qui plongent au cœur de la Vieille-Castille. Napoléon, qui avait hâte de frapper un coup décisif pour effacer les trop récents souvenirs de la journée de Baylen, choisit la route directe et se trouva dans la matinée du 30 novembre 1808 au pied des escarpements de la Somo-Sierra, dernier ressaut de la chaîne

abrupte. Là, au sommet d'un plateau situé entre deux contreforts, s'élevait une redoute protégée par 12,000 Espagnols. On ne pouvait y arriver qu'en gravissant un défilé formant quatre coudes étagés l'un au-dessus de l'autre, et à l'angle de chacun des étages se dressaient quatre canons. Dans toutes les anfractuosités et sur tous les sommets des rochers, des tirailleurs dominaient le passage par un feu plongeant, et devaient balayer tout ce qui se présenterait sur la route. Le premier étage du défilé était coupé par un fossé que l'on ne pouvait combler de fascines, à cause des feux de l'infanterie placée sur les versants et les sommets. Le duc de Bellune, qui se trouvait en tête de l'armée française avec une colonne d'infanterie, avait détaché trois régiments avec ordre de gravir les hauteurs de droite et de gauche, et de déposter les tirailleurs ennemis ; mais ce mouvement s'exécutant avec une lenteur justifiée par les difficultés de la position, Napoléon impatienté donna ordre aux chevau-légers polonais d'enlever la redoute. Le colonel Piré, de l'état-major du prince de Neufchâtel, ayant pris avec lui le 3e escadron des chevau-légers, s'apprêtait à obéir, lorsque, arrivé au pied de la position, il reconnut qu'elle était inabordable de front. Mettant ses cavaliers à couvert derrière un rocher, il envoya un officier à Napoléon pour lui dire que la charge était impossible sur ce point.

L'empereur, irrité, envoya un nouvel officier avec ordre d'exécuter la charge. « C'est impossible, dit encore le colonel Piré. » Cependant l'officier insista, le colonel se résigna, et

l'escadron polonais, se portant rapidement vers la montagne, formé en colonne par quatre, s'élança au galop dans le chemin escarpé. La mitraille de la première batterie laboura la colonne, et sur ses flancs éclataient les feux que l'infanterie espagnole lançait des hauteurs environnantes. Mais la course des cavaliers était rapide comme l'éclair; les premiers tombés étaient aussitôt remplacés, et ceux qui suivaient, renversés à leur tour, étaient remplacés par d'autres qui, sans faire attention à leurs camarades abattus, que le feu terrible de mousqueterie et de mitraille enlevait par groupes, franchirent successivement les quatre étages du défilé, en sabrant au passage les canonniers des batteries, et prenant successivement les seize canons. A la suite de cet élan prodigieux, les trois autres escadrons des chevau-légers gravirent au galop les mêmes escarpements; mais, sur le premier escadron, qui avait décidé la victoire, à peine 25 hommes survécurent sur 80 qui avaient fourni la charge. De tous les officiers, un seul, le lieutenant Niegolewski, parvint à la quatrième batterie sain et sauf; arrivé isolément sur le plateau au milieu des soldats espagnols en déroute, il y reçut neuf blessures et tomba sous son cheval frappé d'une balle. Le sang des Polonais fut d'ailleurs le seul sacrifice de cette journée; les chasseurs de la garde qui les suivaient dispersèrent l'armée espagnole, stupéfaite d'un tel coup d'audace qui lui enlevait une position qu'elle avait regardée comme inexpugnable. L'infanterie ennemie qui occupait les hauteurs s'enfuit épouvantée. Drapeaux, canons, 200 four-

gons remplis de munitions, en un mot le camp et tout son matériel tombèrent aux mains des Français. La porte de la capitale de l'Espagne était ouverte. La junte centrale, qui se croyait en sûreté à l'abri des retranchements de Somo-Sierra, s'enfuit éperdue, et Napoléon entra à Madrid. La victoire remportée par l'escadron polonais décidait du sort de la campagne.

L'empereur dit dans le 13e Bulletin de la grande armée sur la bataille de Somo-Sierra : « Une charge de chevau-légers « polonais décida l'affaire ; charge brillante s'il en fut, où ce « régiment s'est couvert de gloire et a montré qu'il était di- « gne de faire partie de la garde impériale. »

Pour cette jeune troupe naguère venue de Varsovie, le baptême du feu avait été un acte d'héroïsme éclatant. Les vétérans des combats de la république se plurent à lui rendre hommage ; et le lendemain, lorsque le régiment des chevau-légers passait devant le corps du duc de Bellune, les colonnes s'arrêtèrent pour lui rendre les honneurs militaires, et les soldats s'écrièrent tous d'une voix : « Honneur aux braves ! »

Ce fut quelque temps après qu'on arma de lances la cavalerie polonaise, qui pendant toute la guerre de la Péninsule resta fidèle aux traditions héroïques des débutants de la Somo-Sierra, et mérita d'être signalée avec les plus brillants éloges par un adversaire qui les rencontra sur les champs de bataille, le colonel Napier, auteur de l'*Histoire de la guerre péninsulaire*.

Sur ces entrefaites, une nouvelle prise d'armes de l'Autri-

che empêcha Napoléon de compléter la conquête de l'Espagne et le força de se transporter sur les rives du Danube. Pour la Pologne, ce fut un nouveau sujet d'espoir. L'Autriche, tant de fois vaincue, n'avait plus droit à aucun ménagement; il semblait naturel qu'à l'exemple de la Prusse, elle dût payer ses nombreuses récidives de la perte de ses provinces polonaises. La formation, d'ailleurs, du duché de Varsovie n'avait aucune portée politique si elle n'était qu'un fait isolé, et non la première expression d'une grande pensée. Les Autrichiens eux-mêmes comprenaient si bien ce qu'il y avait de menaçant pour eux dans ce petit foyer d'indépendance nationale, qu'ils résolurent d'agir sur la Vistule en même temps qu'en Italie et en Allemagne. Une armée de 35,000 hommes fut destinée à la conquête du duché; l'archiduc Ferdinand d'Este s'avança à leur tête, et vers le milieu d'avril il se trouvait sous les murs de Varsovie.

Le prince Poniatowski, chef militaire et politique du pays, n'avait pour sa défense que 10,000 hommes, car on ne pouvait compter sur 8,000 conscrits rassemblés à la hâte depuis l'ouverture des hostilités et placés sous le commandement de Dombrowski et Zaionczek. Ces soldats improvisés étaient remplis de bonne volonté, mais ne pouvaient encore tenir la campagne.

Le chef polonais n'avait donc d'autre ressource que de temporiser, de traîner la guerre en longueur et d'éviter un engagement général, tout en donnant à l'ennemi assez d'occu-

pation pour l'empêcher de détacher aucune partie de ses troupes à l'appui de l'archiduc Charles. Il est vrai que les Russes, alors alliés de Napoléon, s'avançaient au nombre de 35,000 hommes sous la conduite du prince Galitzin; mais Poniatowski ne faisait aucune foi sur de tels auxiliaires, et la suite justifia ses méfiances.

Un premier engagement à Rachyn, aux portes de Varsovie, suffit pour convaincre l'archiduc que, malgré la disproportion des forces, il avait besoin d'agir avec prudence; et quoique le prince ne pût se maintenir dans Varsovie, son attitude menaçante lui fit obtenir une convention en vertu de laquelle il évacua sur la place de Modlin ses armes et ses approvisionnements de guerre, et se retira avec son armée sur la rive gauche de la Vistule.

Dès lors couvert par la Vistule, dont l'ennemi tenta en vain le passage, il profita de cette nouvelle position pour se porter rapidement en Gallicie, surprit les détachements isolés de l'armée autrichienne, s'empara des places de Zamosc et de Sandomir, et appela aux armes la population, qui s'émut tout entière. Depuis le Bug jusqu'au Dniester, tout le pays était en pleine insurrection. Dombrowski et Zaionczek en profitèrent pour organiser de nouvelles levées. Ferdinand s'inquiéta des progrès de Poniatowski. Il avait compté sur la coopération de la Prusse, avec laquelle l'Autriche négociait secrètement; mais, les victoires rapides de Napoléon ayant paralysé les mauvaises volontés de la cour de Berlin, l'archiduc crut de-

voir abandonner la capitale et le duché, et se mit en retraite vers Cracovie.

Sur ces entrefaites, l'armée russe étant arrivée sur le San, Poniatowski résolut de prendre une vigoureuse offensive, mais Galitzin ne voulut pas le seconder et refusa de passer la Vistule. Poniatowski dut franchir seul le fleuve et courut investir les Autrichiens dans Cracovie. La résistance ne fut pas longue; mais les Autrichiens, désirant de préférence livrer la ville aux Russes, donnèrent avis à Galitzin de la capitulation qui se préparait, et celui-ci détacha une division de son armée sur Cracovie, afin de prendre possession de la ville; le prince Poniatowski, fort de son droit, ordonna à l'avant-garde polonaise d'entrer dans la ville, de gré ou de force, et les Russes n'osèrent passer outre.

Pendant que le prince Poniatowski délivrait l'antique cité où reposent les cendres des rois de Pologne, Napoléon en Allemagne prenait Vienne et remportait l'éclatante victoire de Wagram. Poniatowski avait eu indirectement sa part dans les résultats de cette grande journée: car, si avec sa poignée de forces il n'avait pas tenu les Autrichiens en échec sur la Vistule, l'armée de Ferdinand, réunie à celle de l'archiduc Charles, aurait pu compromettre le succès des armées françaises.

Tout semblait alors présager la ruine totale de la monarchie autrichienne, et les Polonais se réjouissaient à l'idée de voir enfin l'Autriche, à son tour, restituer entièrement sa proie.

Ils furent encore une fois trompés dans leurs espérances. Après les déceptions de Léoben, de Lunéville, de Presbourg, de Tilsitt, vinrent les déceptions du traité de Vienne (14 octobre 1809). Napoléon, usant encore de vains ménagements envers la Russie, craignit de faire un acte complet de justice, et, détachant quelques provinces seulement de la Pologne autrichienne, il consacra, par la cession du reste, les vieilles iniquités de 1772 et 1794. Le duché de Varsovie fut augmenté de la nouvelle Gallicie et du cercle de Zamosc; et, comme pour se faire pardonner par la Russie, il en fit sa complice dans ce nouveau partage, en lui cédant le cercle de Tarnopol, détaché de la vieille Gallicie.

Alors le duché de Varsovie se trouva constitué en dix départements.

Six provenaient des restitutions de la Prusse: c'étaient ceux de Varsovie, Plock, Lomza, Kalish, Posen et Bromberg. Les quatre autres, Cracovie, Radom, Siedlce et Lublin, étaient le produit de la contribution forcée de l'Autriche à ce monument passager de restauration polonaise. Le duché comptait alors une population de 4,000,000 d'âmes, et bientôt l'armée fut portée à 60,000 hommes. C'était à cette époque un nouvel État porté sur la carte de l'Europe. En signalant cette résurrection, tout incomplète qu'elle fût, M. Bignon (1) ajoute : « On eût dit la cime d'une atlantide engloutie, cime dont la

(1) La Pologne en 1811 (*Revue contemporaine*).

réapparition semblait annoncer que l'abîme restituerait bientôt sa proie tout entière. »

Les Polonais, cependant, estimaient qu'on aurait pu leur rendre davantage. La réserve parcimonieuse de Napoléon, après d'éclatants triomphes auxquels ils avaient pris part, leur présageait des arrière-pensées qui semblaient devoir les mettre en garde. La cession de Tarnopol aux Russes était d'ailleurs un fâcheux symptôme. Puisque Napoléon semblait refaire une Pologne, quelque petite qu'elle fût, il était naturel d'y amener tout ce qu'il trouvait lui-même de disponible. Ils ne comprenaient pas qu'en prétendant reconstruire leur nationalité, on fît en même temps marchandise de leurs compatriotes. En somme, si le traité de Vienne éveilla chez beaucoup d'entre eux de vives espérances, il donna aussi naissance chez quelques-uns à de sourds mécontentements. Le duché de Varsovie n'avait été pour eux qu'une pierre d'attente ; l'occasion s'était offerte de refaire un royaume de Pologne, et l'occasion les fuyait encore.

Alexandre, plus habile politique, prit, au moins en apparence, le rôle que négligeait Napoléon. Lorsque, vers le commencement de 1811, les bruyantes amitiés d'Erfurth eurent fait place à des ressentiments mal déguisés, la première pensée du czar avait été de faire une brusque invasion dans le duché de Varsovie, en offrant aux Polonais le rétablissement de leur royaume sous les auspices de la Russie (1).

(1) Bignon, *ut supra*.

Ce projet fut abandonné, soit que l'on craignît de se donner les premiers torts d'une rupture, soit qu'on ne fût pas encore assuré des dispositions de la Prusse, qui avait promis son concours.

Mais tout en se tenant sur une méfiante défensive, et en ordonnant de tous côtés des préparatifs militaires, le cabinet de Saint-Pétersbourg faisait, par des agents secrets, une propagande nationale dans le duché de Varsovie, engageant sous main les habitants à demander la réunion de toutes les provinces polonaises en un seul État, sous le gouvernement d'un roi, qui fût soit l'empereur de Russie lui-même, soit un prince de sa maison. Les mêmes manœuvres se poursuivirent dans les provinces lithuaniennes. On travaillait à réconcilier les partis; on tentait de rapprocher les partisans de la Constitution du 3 mai et ceux de la confédération de Targowitz. Une réunion dans ce but avait eu lieu à Minsk. Il s'y rencontra sans doute des intrigants dévoués à la Russie; mais d'autres, trompés par l'ardeur même de leurs désirs, se laissaient aller de bonne foi aux illusions qui leur étaient offertes. Si ce n'était pas un grand surcroît de force pour le czar, c'était du moins une cause d'affaiblissement pour Napoléon, qui négligeant des alliés tout disposés à le joindre, les forçait à compter de préférence sur la Russie.

Suivant même une marche tout opposée, par suite de son faux système de ménagements, Napoléon, croyant endormir les méfiances de Saint-Pétersbourg, prescrivit au représentant

de la France à Varsovie de tempérer les imaginations polonaises, et de prévenir toute manifestation de nature à donner quelque ombrage. Ainsi, d'un côté la France enchaînait l'esprit national, de l'autre la Russie l'encourageait. Alors même que la Russie ne fût pas sincère, elle était au moins plus habile. Il devenait d'ailleurs démontré que pour Napoléon le rétablissement de la Pologne n'était pas un principe politique, mais une affaire de circonstance, bonne à suivre ou à abandonner selon l'occasion.

Il expia chèrement cette faute. « On ne saurait s'empêcher de reconnaître, dit M. Bignon, que si l'empereur Napoléon s'était plus complétement identifié avec cette France du Nord, il aurait été naturellement amené à suivre, dans sa lutte avec la Russie, un autre système d'opérations, et surtout à adopter une autre distribution de ses forces. »

Et cependant, même alors qu'il rusait avec les Polonais, les marques de dévouement à la France se multipliaient sous ses yeux.

Citons un seul exemple :

Le jeune prince Dominique Radziwill était le plus grand propriétaire de la Pologne. Mais la majeure partie de ses biens était en Lithuanie. Depuis quelques années cependant, il habitait Varsovie et désirait ardemment prendre du service dans les troupes du duché. Un ancien colonel, devenu infirme, ayant demandé sa retraite, le prince Dominique offrait de lui payer sa pension et de fournir à ses frais deux cents chevaux équi-

dés. Dans l'état d'épuisement où se trouvaient les finances du duché, cette offre était séduisante : elle fut acceptée, et le prince nommé colonel. Dès qu'en Russie on en fut informé, on mit le séquestre sur cent cinquante villages qui lui appartenaient. Un pareil acte de brutalité, accompli dans un temps où la meilleure intelligence paraissait régner entre la Russie et la France, était un symptôme assez significatif de mauvais vouloirs. Peu après, les hostilités paraissant imminentes, le séquestre fut étendu à toutes les propriétés du jeune colonel (1). Celui-ci n'en persista pas moins dans sa résolution : il était destiné à succomber sur le territoire français en combattant l'invasion de 1814. Si le dévouement doit se mesurer à la grandeur des sacrifices, que d'hommages à rendre à un homme cinquante fois millionnaire qui renonce à ses biens par fidélité à l'idée nationale !

Ces rigueurs cependant étaient impuissantes contre le sentiment patriotique qui se ranimait dans toutes les provinces. Des jeunes gens appartenant aux plus riches familles de la Lithuanie et de la Volhynie se dérobaient à la surveillance et de leurs pères et des douaniers russes, pour venir s'engager comme volontaires dans les régiments de lanciers.

Aussi l'armée polonaise du grand-duché prenait-elle de notables développements. Elle s'accrut encore par des régiments nationaux appelés d'Espagne pour être reportés sur la Vistule. Ce fait d'ailleurs était un symptôme de guerre prochaine. Et,

(1) Bignon.

en effet, dès le commencement de 1812, la guerre n'était plus douteuse pour personne. On savait que par un changement soudain de politique, qui ne devait être, à vrai dire, qu'une perfidie nouvelle, la Prusse et l'Autriche s'étaient rapprochées de Napoléon, tandis que l'Angleterre, la Suède et la Russie préparaient une nouvelle coalition.

Lorsque enfin la rupture parut inévitable, la population du duché fut exaltée jusqu'au délire. Les Polonais ne se dissimulaient pas que jusque là ils n'étaient appelés comme nation qu'à une existence équivoque et mutilée. La guerre seule pouvait compléter leur indépendance, en rétablissant une Pologne forte et capable de résister aux invasions de la Russie. Aussi l'explosion des joies fut-elle immense à Varsovie quand le prince de Neufchâtel, en annonçant à Poniatowski qu'il était nommé au commandement du cinquième corps, lui donna le titre de « commandant du corps d'armée polonais ». Jusque là, par ménagement pour la Russie, le mot d'armée polonaise avait été interdit, et cette réserve avait quelque chose de suspect. « Aussi, dit M. Bignon, était-on las d'être un général, un soldat du duché. En reprenant le nom d'armée polonaise, il semblait déjà que l'on inaugurait l'ère d'une renaissance complète de la nationalité. »

Napoléon paraît avoir eu un instant cette pensée : car lorsqu'à son entrée en campagne il eut placé l'abbé de Pradt comme représentant de la France à Varsovie, il lui avait donné pour instructions de réunir dans cette ville une diète nationale, qui

proclamerait le rétablissement de la Pologne, se constituerait en confédération, et déclarerait que, partout où des Polonais seraient réunis, ils avaient le droit de se confédérer pour le salut public. On devait en outre faire appel à l'insurrection dans les provinces incorporées à la Russie, et y renouveler les anciennes *pospolites*, composées de gentilshommes et de paysans armés; organiser enfin, selon les expressions de Napoléon, une *Vendée polonaise*.

L'abbé de Pradt agit dans un sens tout opposé. Craignant de voir amoindrir sa propre influence par la dictature d'une diète permanente, il se préoccupait encore des dangers de l'agitation patriotique. D'un autre côté, il tremblait également devant un mouvement insurrectionnel, et au lieu d'organiser une pospolite qui aurait pu dès le commencement de la guerre causer de sérieux embarras aux Russes, il perdit le temps à faire discipliner des soldats à la française, qui ne furent même pas prêts pour parer aux désastres.

L'omnipotence même que Napoléon exigeait pour son ambassadeur tourna contre lui; la vanité et l'ignorance politique du personnage firent le reste.

Cependant, malgré les retards et les mauvais vouloirs de M. de Pradt, la diète s'ouvrit le 26 juin. « Ce fut, dit M. Bignon, un moment d'émotion profonde, celui où le vieux prince Czartoryski, choisi comme maréchal, prononça ces mots: « La Pologne existe; le royaume de Pologne et le corps « de la nation polonaise sont rétablis. » M. de Pradt, tout étour-

di des acclamations de l'enthousiasme polonais, ne vit dans ces transports qu'un motif de plus pour congédier immédiatement cette assemblée ouverte sous de si heureux auspices. *Ils iraient trop vite, si on les laissait faire*, écrivait-il à M. de Bassano.

Puis il proposait de dissoudre la diète; et sans attendre de réponse, il prit sur lui d'accomplir cette étrange mesure. La diète avait duré trois jours.

Napoléon, qui était à Wilna quand il en fut informé, entra dans une violente colère. Il avait voulu tout agiter, tout enflammer; son ambassadeur s'efforçait de tout calmer, tout refroidir. Malheureusement, il avait une telle confiance dans ses ressources militaires qu'il considéra cette faute comme secondaire, et se borna à des réprimandes, sans réparer le mal.

Quant aux Polonais, ils furent consternés, ne pouvant s'imaginer qu'une telle mesure était prise sans un ordre de l'empereur, et lui reprochant cet abandon inattendu après de si séduisantes promesses. L'insurrection nationale se trouva subitement paralysée.

Napoléon, du reste, même dans ses dispositions militaires, ne sut pas ou ne voulut pas comprendre le parti qu'il pouvait tirer des populations polonaises.

A la veille d'agir dans un pays presque inconnu, et dont il ne possédait pas même une carte exacte, Napoléon désira consulter le prince Poniatowski. Celui-ci, après avoir donné toutes les informations désirables, conseilla de réunir les trou-

pes polonaises sur le Bug et de les employer à la conquête des provinces du midi de la Pologne; on devait y rencontrer des populations amies et d'immenses ressources pour les approvisionnements. Outre les productions d'un sol fertile, elles pouvaient à elles seules fournir à Napoléon 100,000 hommes et 100,000 chevaux, car les soldats de l'armée impériale pouvaient compter y être reçus comme des libérateurs. Ce plan devait réaliser un autre résultat non moins important, celui de se rapprocher de la Turquie, ce qui devait relever le courage des Ottomans et les porter à appuyer les efforts de la France par une puissante coopération. Dans cette position, Poniatowski, renforcé par le soulèvement général, aurait pu promptement arriver sur le Dniester, se placer entre Tchitchakof et les autres généraux ennemis, et exercer ainsi une influence décisive sur les destinées de la campagne.

Au lieu d'écouter les sages conseils de Poniatowski, Napoléon eut la fatale idée d'envoyer dans le midi de la Pologne le contingent autrichien. C'était une double faute : d'abord, le prince de Schwartzenberg, livré à lui-même loin de la surveillance de l'empereur, en contact immédiat avec les Russes, put à loisir préparer les trahisons; ensuite accueilli avec méfiance par les populations polonaises, qui voyaient dans l'Autrichien un de leurs oppresseurs, il parut en Volhynie moins un auxiliaire qu'un ennemi, tout prêt d'ailleurs à étouffer l'esprit d'insurrection, qui devait être le plus grand appui des armées françaises.

Tout cependant offrait à Napoléon l'occasion d'avoir pour auxiliaire une nation entière debout à ses côtés et prête à tous les sacrifices. Lorsqu'à la fin de juin il fit son entrée dans Wilna, l'antique capitale des grands ducs de Lithuanie, l'enthousiasme fut au comble; il apparaissait aux yeux des Polonais comme un Dieu libérateur.

Il était encore temps de se prononcer et de décréter la résurrection de l'ancienne Pologne, qui l'aurait mis à l'abri de tous les revers. Une circonstance solennelle démontra que les Polonais n'avaient pas à compter entièrement sur lui. Une députation de la diète de Varsovie vint le rejoindre pendant son séjour à Wilna pour lui présenter l'acte de confédération et réclamer sa protection pour le rétablissement du royaume dans son intégralité. Sa réponse fut vague et déclamatoire. « Si j'eusse régné, dit-il, à l'époque des partages de la Pologne, j'aurais armé tout mon peuple pour vous soutenir, » faisant ainsi de la générosité rétrospective, qui n'engageait à rien, quand il pouvait si facilement répondre aux vœux du moment. Il ajouta qu'il n'autorisait aucune agitation dans les provinces possédées par l'Autriche, son alliée. Funeste réserve, qui donnait l'éveil aux soupçons, et qui de plus était inutile vis-à-vis de l'Autriche: car par un article secret du traité du 24 mars 1812, conclu avec la cour de Vienne, celle-ci consentait à un échange de ces provinces avec l'Illyrie. Le véritable secret des équivoques de Napoléon, c'est qu'il comptait que la victoire lui amènerait une

prompte paix : le rétablissement intégral de la Pologne pouvait être un obstacle ; en la tenant morcelée sous sa main, il lui devenait plus facile d'en abandonner une partie.

Ainsi, pour rendre la paix plus facile, il rendait la guerre plus difficile. Mais il avait toute confiance dans la force de ses armées, sans dédaigner cependant le contingent polonais : en attendant qu'il en fît un instrument de paix, il en reconnaissait les mérites comme instrument de guerre.

L'armée nationale du duché de Varsovie montait à 70,000 hommes, admirablement équipés et disciplinés. Il en fit répartir plusieurs régiments dans les différents corps de la grande armée, et réunit trois divisions d'infanterie et une division de cavalerie au nombre de 35,000 hommes qui devaient former le cinquième corps sous les ordres de Poniatowski. Dans les rangs de cette troupe d'élite marchaient les vétérans de la cause nationale, Kniaziewicz, Zaionczek et Dombrowski.

Nous n'avons pas à raconter les détails de la terrible campagne commencée au milieu du vasselage des rois, terminée par la révolte générale des peuples. Notre tâche est de suivre les pas de ces opiniâtres guerriers qui allaient chercher leurs oppresseurs au milieu des steppes glacées et tenter une résurrection dans l'abaissement du czar.

Le cinquième corps pénétra en Lithuanie par Grodno, faisant partie de l'aile droite de la grande-armée, commandée par le roi de Westphalie. Ce prince, à la tête de 80,000 hommes, était chargé d'agir contre la deuxième armée russe,

commandée par Bagration et de la rejeter en Ukraine, loin de toute communication avec le principal corps d'armée. Si Jérôme Bonaparte eût suivi les instructions de l'empereur, le corps de Bagration eût été anéanti, et le succès de la campagne décidé. Mais ses hésitations et ses lenteurs permirent à l'armée russe de se dérober aux poursuites par une marche de flanc; Bagration franchit le Dniéper et se réunit sous les murs de Smolensk à Barclay de Tolly, qui commandait la première armée russe.

Les vifs reproches qu'à cette occasion Napoléon adressa au roi de Westphalie déterminèrent celui-ci à quitter immédiatement l'armée, et l'aile droite resta plusieurs jours sans chef. Poniatowski fut momentanément investi par l'empereur de ce commandement important; mais il lui était impossible de réparer le temps perdu, quelque promptitude qu'il apportât à exécuter les ordres qu'il avait reçus. Napoléon, qui n'admettait l'excuse d'aucune difficulté lorsqu'il commandait, rejeta d'abord sur le prince la responsabilité des insuccès; bientôt reconnaissant son injustice, il accueillit Poniatowski avec bienveillance et distinction lors de la réunion du cinquième corps avec son armée devant Smolensk.

Dans la bataille qui se livra le 17 août, sous les murs de cette ville, le corps de Poniatowski formait la droite. Dès le matin, une brigade de cavalerie polonaise, soutenue par une batterie d'artillerie à cheval, attaqua la cavalerie russe qui se trouvait en avant du faubourg, et la contraignit à rentrer

7

dans Smolensk. L'infanterie du cinquième corps, partagée en quatre colonnes, se porta ensuite sur les faubourgs, en chassa les Russes, malgré la plus vive résistance, et s'y établit.

Cette sanglante journée se termina par l'entière occupation des dehors de Smolensk. Mais on ne put franchir le mur d'enceinte, et l'on se préparait à renouveler l'attaque le lendemain, lorsqu'on s'aperçut que les Russes avaient évacué la ville pendant la nuit.

La ville de Smolensk peut être regardée comme la clef de la Russie du côté de la Pologne. Si alors, à l'approche de l'automne, Napoléon s'y était arrêté pour prendre son quartier d'hiver, il avait encore l'occasion de doubler ses forces en assurant la délivrance de toute la Pologne, par un appel général à l'insurrection ; mais il aspirait avant tout à livrer bataille aux Russes, et il s'obstinait à croire qu'il rencontrerait la paix à Moscou. Il lança donc son armée en avant, la faisant marcher en trois colonnes, dont la principale s'avançait par la grande route de Moscou, et les deux autres par des chemins de traverse latéraux. Le corps de Poniatowski formait la colonne de droite.. La retraite des Russes attirait les Français dans des pays désolés, et chaque jour de poursuites ajoutait à l'affaiblissement de la grande armée, lorsqu'enfin Kutuzoff ayant remplacé Barclay de Tolly, l'armée russe s'arrêta en avant de Mojaïsk.

Dans la terrible bataille de la Moscowa, qui se livra le 7 septembre, Poniatowski tenait encore la droite, et fut chargé

de commencer l'action en attaquant la gauche de l'armée ennemie. Mais il ne comptait alors que 11,000 hommes sous les drapeaux, le cinquième corps ayant été affaibli par le détachement de la division Dombrowski, qui bloquait Bobruysk; cette petite troupe n'était pas suffisante pour exécuter une opération importante, qui demandait avant tout un prompt résultat. De cinq heures du matin à quatre heures de l'après-midi, Poniatowski et ses soldats redoublèrent d'efforts contre l'ennemi, très-supérieur en nombre : c'était déjà beaucoup que de maintenir l'offensive, quand à chaque instant ils étaient menacés d'être tournés. Mais enfin les progrès du centre permirent au général polonais de tenter une nouvelle attaque décisive, et les Russes qui étaient devant lui furent chassés de toutes leurs positions. Une victoire complète ouvrit aux Français les routes de Moscou : le 14 septembre, Poniatowski y pénétrait avec l'avant-garde.

Pour les Français, l'entrée dans Moscou était un triomphe militaire; pour les Polonais, c'était un triomphe national. L'aigle polonaise promenée dans l'antique capitale des czars, les banderolles des lanciers flottant au vent des carrefours, un Poniatowski pénétrant au Kremlin, n'y avait-il pas là matière à croire à une régénération définitive? Et les nombreuses coupoles de la ville sainte ne semblaient-elles pas verser leurs rayons dorés sur des pèlerins arrivés au terme de leur course? Tels étaient sans doute les rêves des vaillants

guerriers, et les émotions joyeuses devaient nécessairement en ces moments faire oublier bien des douleurs.

Mais les rêves ne furent que d'un jour, et les illusions passèrent rapidement.

Le cinquième corps avait dépassé Moscou, se trouvant à l'avant-garde sous les ordres de Murat, qui occupait le village de Voronoovo en face de l'armée de Kutusoff. Plusieurs engagements tinrent en haleine les troupes de Poniatowski, pendant que Napoléon tentait vainement des négociations auprès d'Alexandre.

Lorsqu'enfin, après la journée de Malo-Yaroslavitz, l'armée de Moscou commença sa retraite, le cinquième corps la rejoignit près de Viazma. Aux environs de cette dernière ville, le général polonais, voulant reconnaître l'ennemi, gravit un mamelon qui se trouvait à peu de distance de la grande route, lorsque son cheval s'abattit à la montée en tombant lourdement sur la jambe droite du cavalier. Cet accident contraignit le prince, pendant le reste de la campagne, à suivre en voiture le mouvement de l'armée. Ce fut ainsi qu'il atteignit les bords de la Bérésina, remplacé dans son commandement par le général Zaionzeck.

Étendu dans sa calèche de voyage, souffrant de sa blessure, du froid et de la faim, il était encore plus cruellement atteint par son impuissance à prendre part aux luttes qui se passaient autour de lui. Cependant Napoléon veillait sur un aussi brave compagnon d'armes; il ordonna que sa voiture

marchât à la suite du trésor, escortée par un corps d'infanterie d'élite.

Parvenu à la Bérésina, fleuve fatidique dont les rives représentaient d'un côté la captivité, de l'autre la délivrance, Poniatowski se trouva dans sa prison ambulante enveloppé par des milliers d'équipages que Napoléon se voyait obligé de sacrifier, et qu'il était expressément défendu de laisser passer. Vainement quelques officiers de l'état-major du prince s'épuisaient-ils en efforts pour traverser cette cohue. La colère et le désespoir se dressaient devant eux sous toutes les formes d'une souffrance devenue féroce. Rien ne pouvait les rapprocher de la rive de salut, lorsqu'un détachement de gendarmerie d'élite fut envoyé pour dégager le prince; il lui fraya un chemin en renversant devant lui hommes, chevaux et voitures. La foule condamnée ne comptait plus; ce fut comme privilégié que Poniatowski franchit le fleuve.

Sur d'autres points du rivage, de meurtriers combats avaient précédé le passage, et la division polonaise avait fait sa part de sacrifices. Zaionczek avait eu la jambe fracassée dans la bataille décisive livrée par le corps du maréchal Victor; l'amputation fut faite par Larrey sur le champ de bataille. Kniaziewicz prit le commandement des colonnes mutilées; elles rentraient à Varsovie vers la fin de décembre. De tout le cinquième corps il ne restait que 5,000 hommes, mais c'était le seul qui, dans cet immense désastre, eût con-

servé son artillerie. Poniatowski, rendu à la santé, mit quelque orgueil à montrer ses canons dans Varsovie.

Mais quelles étaient les mesures à prendre dans le désarroi général ? Les Russes arrivaient sur la Vistule, et il n'y avait devant eux que le corps du prince de Schwartzenberg, composé de 30,000 Autrichiens et 15,000 Saxons, formant le septième corps sous les ordres du général Reynier. Cependant ces forces, augmentées du petit corps de Poniatowzki, étaient suffisantes pour arrêter les Russes épuisés par la campagne, et non moins que les Français décimés par le froid. Mais déjà depuis longtemps Schwartzemberg était de connivence avec les généraux ennemis, et il avait été convenu de part et d'autre qu'on éviterait toute rencontre. Pour masquer ses trahisons, le général autrichien exagérait les forces de l'ennemi, annonçait à Varsovie qu'il ne pouvait tenir, qu'il risquait d'être *débordé*, *tourné*, *coupé*. « Jamais, dit M. Bignon, qui recevait lui-même les communications, ces trois mots ne furent aussi fréquemment employés en aussi peu de temps. » Le 25 janvier, au conseil des ministres à Varsovie, il fut soumis un rapport autrichien qui évaluait l'armée russe à 180,000 hommes, dont 60,000 menaçaient Varsovie. Or il est démontré par les Mémoires de sir Robert Wilson, qui accompagnait alors l'armée russe, qu'elle ne pouvait pas mettre en ligne sur la Vistule plus de 35,000 hommes.

Quoique les hyperboles autrichiennes ne trompassent personne, elles révélaient un parti pris : en effet, Schwartzem-

berg, sans s'arrêter aux protestations de Poniatowski, de Reynier et du résident français, M. Bignon, se reporta en arrière, laissant à découvert tout le territoire du duché; et le 4 février, Varsovie, abandonnée forcément par les autorités civiles et militaires, cessa d'être le chef-lieu d'un état créé par la France, et qui représentait aux Polonais au moins un débris de leur indépendance.

Poniatowski suivit en frémissant de colère le mouvement des Autrichiens jusqu'à Cracovie, après avoir jeté des garnisons dans les places du duché.

Dans cette dernière ville, la conscience du prince devait être soumise à une rude épreuve. Alexandre, suivant toujours sa tactique de ménagement envers les Polonais, fit secrètement proposer à Poniatowski de prendre le commandement de toutes les troupes nationales, de les concentrer à Zamosc, sans se mêler à la lutte européenne, et d'y attendre l'issue des événemets; promettant de regarder comme neutre le duché de Varsovie pendant la durée de la guerre. Dans l'état des affaires, cette offre avait pour la cause polonaise un côté séduisant. D'une part, elle conservait l'indépendance du duché de Varsovie, dans un moment où il allait cesser d'exister; d'autre part, elle donnait aux Polonais une situation importante, en leur permettant de se rallier autour d'un chef qui serait en mesure, à l'issue de la guerre, de stipuler la reconnaissance officielle de sa patrie.

D'un autre côté, l'honneur militaire lui commandait de

rester fidèle au drapeau français, surtout lorsque se présentaient les jours difficiles. Placé entre les devoirs de soldat et ceux de citoyen, Poniatowski se sentit en proie aux plus déchirantes incertitudes. Toute une nuit d'insomnie se passa dans une agitation brûlante; avec la pensée que tout autre que lui pourrait accepter l'offre d'Alexandre, et dans l'impossibilité de concilier ses devoirs personnels avec le bien de la patrie, il fut plusieurs fois sur le point de se brûler la cervelle. Mais, après une longue et douloureuse lutte, il se dit que rien en ce moment ne pouvait le dégager de la fidélité au malheur, et s'associa désormais sans réserve aux destinées de la France.

Pendant ce temps, un autre citoyen dévoué, qui avait suivi une direction différente, mais dans le même but patriotique, le prince Adam Czartoryski, cherchait à profiter des circonstances pour obtenir la reconnaissance de la Pologne. Malgré ses affections personnelles pour Alexandre, il s'était toujours maintenu vis-à-vis de lui dans une attitude de calme indépendance. Peu confiant en Napoléon, il s'était abstenu de paraître aux séances de la confédération générale, présidée par son père; mais il s'était conformé à l'article 6 de l'acte de confédération, qui prescrivait à tout Polonais ayant des emplois civils ou militaires en Russie de quitter le service de cette puissance, et avait adressé à l'empereur Alexandre, le 4 juillet 1812, la démission de toutes ses dignités.

La lettre qui accompagnait cette démission est une coura-

geuse déclaration de patriotisme. Citons-en quelques passages :

« Sire, écrivait-il, le moment est arrivé où mes divers « devoirs ne peuvent se concilier......

« La Pologne a été solennellement proclamée par une con- « fédération à la tête de laquelle mon père est placé.....

« Des actes de rigueur, des calamités de tout genre vont « porter à l'extrême l'animosité invétérée entre les deux na- « tions; une guerre sanglante consolidera l'existence de ma « patrie ou mettra le comble à ses malheurs.

« Quel que soit le sort qui lui est réservé, je dois le par- « tager.....

« Dans toute occasion, obéir au devoir a toujours été mon « seul désir; il me prescrit aujourd'hui de délier les nœuds « qui m'attachent au service de la Russie.

« Si ma conduite irritait Votre Majesté, je ne lui demande « aucune indulgence..... je lui demande uniquement de se « rappeler quelle façon de penser elle m'a toujours connue, « quels motifs m'ont fait constamment agir. »

Mais après que l'évacuation de Varsovie eut mis entre les mains des alliés la fortune de la Pologne, le prince Czartoryski se crut en droit d'invoquer auprès d'Alexandre l'accomplissement d'anciennes promesses. Par une dépêche du 27 décembre, il lui envoyait un plan de reconstitution basé sur la réunion de toutes les provinces de l'ancienne Pologne; et le royaume ainsi recomposé devait prendre pour souverain le prince Michel,

dernier frère de l'empereur. La lettre qui accompagnait l'envoi de ce projet se terminait par le renouvellement de son abdication complète de toute fonction en Russie, ne voulant plus dans ces jours d'épreuves avoir d'autre qualité que celle de Polonais : « J'ai adhéré, disait-il, de tous mes vœux à la « Confédération. Ce n'est pas quand mes compatriotes voient « approcher le moment où leurs intentions les plus droites, « leurs sacrifices les plus héroïques, leurs pertes les plus sen- « sibles, ne seront suivis que de malheurs plus grands en- « core ; ce n'est pas quand toutes les espérances de mon pays « semblent en péril, que j'irai me rétracter, et renier devant « Votre Majesté une cause sacrée pour tout Polonais, et qui res- « tera belle et juste si même elle reste malheureuse. Si vous « nous tendez la main, Sire, je veux partager complétement « la joie de mes compatriotes ; si vous nous rejetez, je par- « tagerai leur affliction et leur désespoir. »

La réponse d'Alexandre, datée de Leypouny le 1er janvier 1813, est un habile composé de promesses et de réticences. Il répète avec affectation qu'il est *fidèle à ses anciennes idées*, mais il signale les obstacles qu'il doit rencontrer de la part de l'Autriche et de la Prusse, et même de la Russie, qui ne consentira jamais, dit-il, à faire cession de la Lithuanie, de la Podolie et de la Volhynie. En somme, il donnait de bonnes paroles pour entretenir encore quelques illusions, pas assez pour satisfaire complétement les désirs du prince patriote. Il était évident que

rien n'était encore arrêté dans son esprit ; le sort de la Pologne était livré aux incertitudes de la guerre.

Cracovie était alors le dernier asile de la Pologne, et cependant les revers mêmes ne tendaient qu'à démontrer le dévouement des populations, non-seulement dans le duché de Varsovie, mais encore dans les provinces russes. M. Bignon raconte qu'il vit arriver à Cracovie, un à un, près de cinq cents militaires français ramassés et sauvés en Lithuanie par les habitants. Quoiqu'il fût prescrit à ceux-ci, sous les peines les plus rigoureuses, de remettre tous les Français aux autorités russes, nos malheureux compatriotes trouvaient partout les plus généreux secours et la plus intrépide complicité. Le jour, on les cachait ; la nuit, on les conduisait de château en château, de cabane en cabane, jusqu'à proximité des troupes polonaises.

Le prince Poniatowski avait réussi à rassembler 18,000 hommes, mais à peine 4,000 ou 5,000 avaient fait la guerre, le reste ne se composait que de recrues mal équipées. D'un autre côté, le général autrichien Frimont, qui avait remplacé Schwartzenberg, montrait la même mauvaise volonté. Prétendant ne pouvoir arrêter les Russes, il engagea Poniatowski a opérer sa retraite ; mais le prince, sachant que sa présence retenait sur la Vistule le corps russe du général Sacken, qui avait reçu ordre de se porter sur l'Oder, résista aux prières et aux menaces des Autrichiens, et ne se mit en marche que le 7 mai, après avoir reçu de Napoléon l'ordre de rejoindre la

grande armée. Sa persévérance eut les résultats les plus utiles; car ce fut le 2 mai que se livra la bataille de Lutzen, et si le corps de Sacken avait pu rejoindre, cette journée victorieuse pour les armées françaises aurait pu avoir une issue différente.

Prenant sa marche à travers la Moravie et la Bohême, il rejoignit enfin la grande armée française et vint prendre position à Zittau (en Saxe); c'était au moment de l'armistice de Plesswitz, conclu à la suite de la victoire de Bautzen. Napoléon donna aussitôt des ordres pour l'organisation du huitième corps, dont les Polonais formèrent le noyau principal; les troupes de Poniatowski, renforcées d'un régiment d'infanterie formé à Wittemberg des débris de la légion de la Vistule, présentaient un effectif de 13,000 hommes répartis entre six régiments d'infanterie, huit de cavalerie et six batteries d'artillerie. D'un autre côté, une division polonaise qui comptait deux régiments d'infanterie, deux de cavalerie et une batterie d'artillerie légère, avait été organisée à Wetzlaar par les soins de Dombrowski. Cette division fit partie du corps de Vandamme.

Mais l'Autriche avait profité de l'armistice pour se joindre à la coalition. Napoléon se trouvait en face de 600,000 ennemis, ne pouvant disposer que de 400,000 hommes. Cependant la victoire de Dresde faisait tourner les chances en sa faveur, lorsque les échecs multipliés de ses lieutenants le forcèrent de se retirer sur Leipsick. Poniatowski, après avoir pris part à différents engagements, avait à la suite de Napoléon traversé l'Elbe, en se recrutant sur sa route de 3,000 prisonniers de

l'armée autrichienne, Polonais d'origine. Son corps se réunit peu après au gros de l'armée à Leipsick et forma l'extrême droite dans les deux mémorables batailles qui eurent lieu près de cette ville.

Dans la journée du 16 octobre, qui servit de préliminaire à la grande lutte, Poniatowski empêcha les troupes autrichiennes de déboucher sur le flanc droit de l'armée française, et vers le soir, appuyé par une division de la garde, il obtint un succès signalé, refoula les Autrichiens derrière la Pleiss, et leur fit 1,000 prisonniers, parmi lesquels se trouvait le général Merfeld. Napoléon, en récompense des brillants services rendus dans cette journée, le nomma maréchal de France. Ce devait être le dernier hommage offert à son héroïsme.

La bataille de Leipsick, compromise par l'insuffisance de munitions et perdue par la défection du corps saxon, contraignit Napoléon à la retraite, qui se fit dans la nuit du 18 au 19. Il était nécessaire cependant de maintenir dans Leipsick une forte arrière-garde pour arrêter l'ennemi et couvrir la retraite : c'était un acte de dévouement pour lequel il fallait un homme décidé. Le prince Poniatowski fut désigné : on lui laissa une troupe d'environ 20,000 hommes, composée des débris des corps de Macdonald et de Lauriston, auxquels se joignirent 2,500 Polonais, sa cavalerie s'étant déjà retirée sur Wessends. Cette faible troupe, démoralisée par les revers, était chargée d'arrêter 300,000 hommes exaltés par la victoire et la conscience de leur supériorité; cependant la résistance fut opi-

niâtre et ne céda encore qu'à la trahison. Les Badois livrèrent une porte de la ville; il fallut que la petite troupe se repliât en défendant chaque pouce de terrain. Poniatowski ne s'épargnait pas : rassemblant son escorte, composée d'un faible escadron de cuirassiers polonais, il se précipita sur une colonne d'infanterie prussienne, l'enfonça et la mit en déroute, sabrant lui-même les fantassins ennemis. Dans ce moment, il fut atteint d'une balle au bras, se fit panser sur-le-champ, puis remontant à cheval, et le bras en écharpe, il continua de combattre.

Deux rivières, la Pleiss et l'Elster, le séparaient de l'armée française; une deuxième charge n'arrêta qu'un moment les progrès des assaillants. Refoulés vers la Pleiss, entourés de toutes parts, Poniatowski et son état-major allaient tomber au pouvoir de l'ennemi; ils se lancèrent dans la rivière. Les eaux étaient hautes et rapides; le cheval du prince fut emporté par le courant, sans que son cavalier blessé pût le retenir, lorsque le capitaine d'état-major Bléchamp se précipita à la nage, ramena le cheval et aida le prince à toucher la rive opposée.

Restait encore à gagner l'Elster dont le pont venait de sauter. Poniatowski s'avançait à pied à travers des jardins qui se trouvaient entre les deux rivières, lorsque, frappé d'une balle au côté, il tomba entre les bras des officiers qui l'entouraient. Bientôt cependant ayant repris connaissance, on l'aida à remonter en selle, mais il se soutenait à peine. Un officier du génie accourt; il connaît, dit-il, un point où l'on peut traver-

ser l'Elster à gué. Le prince s'y dirige en suivant le bord de la rivière, lorsqu'il aperçoit une troupe ennemie qui l'ayant devancé lui barre le passage. « Les voilà! » s'écrie-t-il, et détournant son cheval, il se précipita dans l'Elster. Mais, affaibli par ses blessures, il ne peut plus le diriger; celui-ci pourtant lutte contre le courant et atteint la rive dans un endroit où les escarpements présentent un nouvel obstacle. Pendant que le noble animal livré à lui-même s'efforce de gravir le bord, une troisième balle vient frapper le prince : il tombe de cheval et le courant l'emporte. L'intrépide Bléchamp se précipite de nouveau, plonge et atteint le prince; on le voit reparaître à la surface de l'eau tenant Poniatowski dans ses bras, puis ils disparaissent ensemble, et les flots se referment sur leur double victime.

Pendant ce temps, les débris de la troupe polonaise entraînés dans la retraite de l'armée française s'alarmaient de ne pas voir reparaître leur chef. Ne sachant si Poniatowski était mort ou prisonnier, ils furent pris de découragement : quelques défections suivirent les premiers jours de démoralisation. L'empereur, instruit des fâcheuses dispositions qui se manifestaient parmi ces auxiliaires jusque-là si fidèles, leur fit dire qu'il ne leur demandait plus qu'une chose, de le reconduire jusqu'au Rhin; et cette dernière prière du malheur suffit pour ranimer les courages défaillants.

M. Bignon nous raconte à ce sujet une scène touchante qui mérite d'être reproduite :

« Quatre jours avant la bataille de Hanau, Napoléon ayant rencontré la colonne polonaise en marche, réunit autour de lui les principaux officiers sur un tertre qui dominait la route. Son attitude était bienveillante mais triste, sa voix émue : l'aspect de ces rares survivants lui rappelait cruellement ceux qui avaient succombé, tant de sang généreux inutilement versé pour la Pologne et pour lui-même.

« Je vous ai appelés, leur dit-il, pour vous parler sur votre « situation. Comme empereur, comme général, je n'ai rien à « vous reprocher ; vous avez agi loyalement envers moi après « avoir combattu en braves. Mais je veux vous donner de « bons conseils. Où voulez-vous aller ? Chez votre roi ou « dans vos foyers ? Votre roi n'a peut-être pas lui-même d'a- « sile. Je vous l'ai donné pour souverain parce que les autres « puissances n'ont pas voulu voir à votre tête un homme qui « eût plus d'énergie. Il fallait vous donner un Allemand, et, « comme c'était un honnête homme, mon ami particulier, je « l'ai fait votre duc. Vous savez bien qu'il ne l'était que pour « la forme : ce n'est pas lui qui était grand-duc de Varsovie, « c'était moi, et votre malheur est que je ne l'aie pas été di- « rectement. Et chez vous, qu'y trouveriez-vous ? Des Russes « des Prussiens (1)... »

Jusque-là il avait semblé s'excuser ; et les excuses d'une grande infortune ont quelque chose de si éloquent, que tous ses auditeurs étaient émus jusqu'aux larmes, lorsque tout à

(1) Revue contemporaine, 31 octobre 1861.

coup il laissa échapper le regret de n'avoir pas trouvé dans les Polonais un concours assez énergique pendant la guerre de Russie. Un des officiers présents prit vivement la parole, et d'un ton respectueux mais ferme, rappela à l'empereur que lui-même, dans les moments décisifs, n'avait pas fait tout ce qu'il fallait pour donner une pleine et entière confiance dans ses intentions relativement à la Pologne. « J'avais, répliqua Napoléon, des ménagements à garder envers l'Autriche. » Puis, quittant ce terrain difficile, où, ajoute M. Bignon, il ne se sentait pas lui-même à l'abri de tout reproche, il s'étendit sur les ressources qui lui restaient encore, fit luire de nouvelles espérances, et leur déclara que, malgré les malheurs et les fautes du passé, l'avenir de la patrie polonaise demeurerait encore irrévocablement lié à la fortune de la France.

Ces fières assurances, faites avec l'accent de persuasion que Napoléon possédait à un haut degré, réveilla les enthousiasmes; un cri général de : *Vive l'empereur!* répondit à son appel, et les Polonais, encore une fois fascinés, ne marchandèrent plus leurs derniers sacrifices.

Napoléon, du reste, comprenait alors toute l'étendue de la faute qu'il avait faite à ne pas soulever la Pologne entière, et il s'occupait à racheter par de bienveillants souvenirs son indifférence passée pour un peuple dévoué. A son retour à Paris, en décembre 1813, il fit distribuer des pensions aux Polonais non militaires réfugiés en France. A Fontainebleau, un article spécial du traité d'abdication fut consacré à sauve-

garder les intérêts de la Pologne; vaines paroles d'un vaincu dont on ne devait pas tenir compte!

Enfin, à Sainte-Hélène, lorsque, dégagé de toute ambition, il jugeait les choses avec les lumières d'une saine logique, il avouait hautement la nécessité de reconstituer la Pologne pour la sécurité de l'équilibre européen, la Pologne, disait-il, *cette véritable clef de toute la voûte.* Un autre jour il confesse les résultats funestes de sa conduite à ce sujet : « Je crus, « dit-il, être tenu à des égards envers l'empereur d'Autriche, « et cette seule faiblesse a perdu mes affaires; car, du moment « que j'avais cédé sur ce point, il me fut impossible d'aborder « franchement la question de l'indépendance polonaise. Je fus « obligé de morceler ce pays sur lequel devait reposer la « sécurité de l'Europe. Je donnai, par ma faiblesse, du mé- « contentement et surtout de la méfiance aux Polonais; car « ils virent que je les sacrifiais à mes convenances. Je sentis « ma faute et j'en eus honte. » (*Mémorial de Sainte-Hélène.*)

IV

Par un de ces étranges revirements de fortune que produisent les grandes commotions, la Pologne, qui dans les derniers jours de son existence nationale avait perdu toute importance dans les affaires de l'Europe, se trouvait depuis son démembrement mêlée aux événements les plus graves.

Les grandes guerres de 1805, 1807 et 1812 avaient été, sinon dans leur but au moins dans leur esprit, à proprement parler des guerres polonaises. Napoléon ne le comprit pas, et ce fut une des principales causes de ses malheurs. En 1815, cette nation qui au congrès de Westphalie, alors que sa république était vivante, ne fut pas même nommée dans les traités d'Osnabruck et de Munster, se présentait au congrès de Vienne comme une des premières préoccupations des plénipotentiaires.

« Entre toutes les questions, écrivait M. de Talleyrand à M. de Metternich, qui doivent être traitées au congrès, le roi eût regardé comme la première, comme la plus grande, *comme la question la plus exclusivement européenne,* et avec laquelle aucune autre ne peut entrer en comparaison, celle qui concerne la Pologne. »

Ce sentiment était si général chez les alliés, que les Polonais se crurent autorisés à reprendre espoir. Le prince Adam Czartoryski accourut à Vienne, se flattant encore qu'Alexandre serait fidèle à sa parole, surtout alors que l'occasion se présentait si belle.

Mais il ne se dissimulait pas qu'une indépendance complète de la Pologne, une séparation brusque et définitive de l'empire, rencontrerait chez les Russes des obstacles que le czar lui-même ne pourrait pas franchir. Il se voyait donc contraint à ne songer d'abord qu'à la reconnaissance du royaume dans ses anciennes limites et dans sa nationalité propre, avec

le czar pour roi nominal, avec ses institutions particulières pour garanties.

Les ouvertures qu'il fit à ce sujet furent accueillies par Alexandre avec empressement. C'était pour lui un moyen honnête de justifier aux yeux des alliés un notable accroissement de territoire, et d'attirer à lui les vœux des Polonais. C'était pour Czartoryski un premier acheminement vers une totale indépendance ultérieure. En cas de sincérité de la part du czar, la nation retrouvait son existence; en cas d'oppression, elle rencontrait dans son unité et dans les développements de sa vie nouvelle des ressources pour un affranchissement complet.

Il y avait sans doute quelque péril à se mettre à la discrétion des ennemis séculaires de la Pologne. Mais le langage honnête d'Alexandre, l'étalage de ses sentiments libéraux, faisaient encore illusion au prince. Se trompait-il dans ses espérances? Nous le croyons, d'après la signature de la convention du 4 janvier 1810, que nous avons citée, et surtout d'après la conduite ultérieure d'Alexandre à l'égard du petit royaume de Varsovie. Mais la loyauté déçue porte en elle-même son excuse. Czartoryski jugeait la conscience d'Alexandre par la sienne. Si cette confiance était en politique un tort, c'était le tort d'un honnête homme.

Grâce à lui, d'ailleurs, la Pologne avait sa voix au congrès, et ce n'était ni la moins éloquente, ni la moins écoutée. Si le prince n'était pas officiellement admis autour du tapis vert, il

avait accès auprès des plus illustres personnages, Wellington, Castlereagh, Metternich, qui tous rendaient hommage aux efforts de son patriotisme, quoique lui faisant obstacle chacun de son point de vue. Metternich voyait avec inquiétude les appétits territoriaux de la Russie ; les hommes d'État britanniques souscrivaient volontiers à l'idée de l'indépendance polonaise, mais l'indépendance faite par le czar leur semblait un leurre ; et plus Alexandre faisait montre d'intentions généreuses, plus ils soupçonnaient des calculs d'ambition.

Ces différents sentiments se manifestèrent avec énergie lorsque la question de la Pologne fut soumise au congrès. Ce fut Alexandre qui en fit les premières ouvertures.

Son début fut un acte de contrition. A ses yeux, dit-il, le partage de la Pologne avait été un attentat dont les conséquences morales n'avaient cessé de peser sur l'Europe, et qu'il était honnête et politique de réparer. La réparation, il avait l'intention de s'en charger, et elle lui était plus facile qu'à tout autre, puisqu'il possédait la plus grande partie des provinces polonaises. Il comptait, grâce aux restitutions que ferait la Russie, et à celles que ne refuseraient sans doute pas les autres puissances, rétablir la Pologne, la constituer sous son sceptre en royaume séparé, la doter d'institutions libres, la modérer dans l'usage qu'elle en ferait, opérer en un mot une œuvre qui serait la gloire de l'Europe et du congrès de Vienne.

La proposition était spécieuse, mais les pensées secrètes se

trahissaient trop ouvertement pour que Castlereagh n'en fût pas tout d'abord frappé. Le czar se faisant *restituer* par la Russie ce qu'elle possédait, pour engager les autres puissances à une restitution qui n'avait rien d'analogue, c'était un piége trop grossier pour le diplomate britannique.

Castlereagh répondit au czar avec une grande force de logique.

« Le partage de la Pologne, dit il, a été effectivement un attentat, et ce n'est pas l'Angleterre, constamment attachée à le combattre, qui soutiendrait le contraire. Aussi serait-elle disposée à consentir au rétablissement de la Pologne si on le voulait complet, sincère et avec les conditions convenables. Si, par exemple, l'Autriche rendait tout ce qu'elle a de la Pologne, si la Russie, la Prusse, se prêtaient aux mêmes restitutions, si on constituait ce royaume à part, sans dépendance d'aucun de ses voisins; si on lui donnait un roi polonais, et sinon polonais, indépendant du moins des trois copartageants; si on ajoutait à ce don des institutions suffisamment monarchiques et libérales, l'Angleterre serait prête à y applaudir, et même à y contribuer pour sa part, quoi qu'il pût lui en coûter, car ce serait une réparation vraiment morale, vraiment européenne. Mais proposer une Pologne incomplète, mensongère, qu'on appellerait Pologne pour la faire la plus grande possible, et qu'une fois agrandie de la sorte on ren-

drait russe, c'est vouloir faire à l'Europe une illusion à laquelle elle ne se prêtera jamais (1). »

Talleyrand fit au projet la même opposition, quoiqu'en termes moins vifs. Comme Alexandre lui reprochait de ne pas favoriser la reconstitution de la Pologne. « Assurément, Sire, dit-il, j'aurais vu avec une joie véritable, et tous les Français comme moi, le rétablissement de la Pologne, mais de la vraie Pologne. Au contraire, celle dont il s'agit nous intéresse médiocrement. »

N'oublions pas, d'ailleurs, que cette prétendue reconstitution de la Pologne devait se faire au prix de la cession du royaume de Saxe à la Prusse ; or, la France mettait son honneur à ne pas abandonner un allié fidèle jusqu'au dernier jour des malheurs.

De son côté, l'Autriche n'avait nul souci de voir les Prussiens à Dresde, et encore moins les Russes sur l'Oder. L'accord de ces trois grandes puissances contraignit Alexandre à céder ; et, par un brusque changement de principes, mettant en oubli les leçons de morale dont chacun avait prêché sa part, on se décida à renouveler, par un nouveau partage, *l'attentat de* 1772.

Alexandre, cependant, n'abandonnant pas complétement son idée, fit consacrer par le congrès le petit royaume de Po-

(1) *La Politique prussienne et la Nationalité polonaise dans le grand-duché de Posen*, par M. Alexandre Pey (*Revue contemporaine*, 15 novembre 1861).

logne formé des débris du duché de Varsovie, soit pour mériter mieux que les autres les sympathies des Polonais, soit pour s'en faire un moyen d'absorber à l'occasion ce qui restait à ses rivaux.

Les plans du prince Czartoryski n'étaient que bien insuffisamment réalisés.

Cependant, nous devons l'avouer, si toute l'ancienne Pologne rendue à l'unité, même sous le sceptre d'Alexandre, s'était développée pendant quinze ans dans une communauté de lois, de force et de sentiments, à l'ombre d'institutions nationales données même d'une main avare, peut-être en 1830 les prévisions du prince Czartoryski se seraient-elles accomplies. Si la petite circonscription de Varsovie a pu tenir en échec pendant près d'un an toutes les forces réunies du grand empire, quels eussent été les résultats d'une insurrection générale dont le champ de bataille se serait étendu du Dniéper à l'Oder, et des Karpathes à la Baltique !

TROISIÈME ÉMIGRATION.

Phase diplomatique.

I

Dans les premiers temps qui suivirent les annexions de 1815, les souverains envahisseurs, encore mal rassurés sur les suites de cette nouvelle prise de possession, se montrèrent tout d'abord pleins de respect pour la nationalité reconnue par le congrès. « Vous aussi, disait le roi de Prusse aux Posnaniens, vous avez une patrie, et je vous estime pour avoir su la défendre. Vous serez mes sujets, sans que vous ayez besoin pour cela de renier votre nationalité. Votre religion sera respectée; vos droits personnels et vos propriétés passent sous la tutelle des lois qu'à l'avenir *vous ferez vous-mêmes*. Mon lieutenant, *né parmi vous*, résidera au milieu de vous. » Comme première garantie de ces promesses, le prince de Radziwill était établi vice-roi du grand-duché de Posen, dont les frontières avaient une délimitation particulière, non-seulement du côté de la Russie, mais aussi à l'intérieur, du côté de la Prusse.

Alexandre se montrait encore plus explicite, se vantant même du rétablissement de la nationalité polonaise comme de son œuvre personnelle. « J'ai fait le royaume, disait-il, et je

l'ai établi sur des bases très-solides, car j'ai forcé les puissances de l'Europe à en garantir l'existence par des traités. » Il promettait même d'y annexer les provinces.

Quant à l'empereur François II, il se taisait, ayant au moins le mérite de s'abstenir de promesses hypocrites. Cet épais Allemand se plaisait à railler les manifestations libérales du Czar. « Je ne suis pas si faux, » disait-il.

Mais dans les faits tous trois se ressemblèrent.

Il y avait dans les traités de Vienne deux clauses se complétant l'une par l'autre, et ne pouvant être scindées : 1° consécration du démembrement de la Pologne, 2° garantie de sa nationalité. Or, les trois bénéficiaires, chacun de son côté, sans concert assurément, mais guidés par le même instinct de perfidie, mettant à profit la première, s'attachèrent à détruire tous les effets de la seconde.

Alexandre I[er], qui avait fait le plus de démonstrations favorables, dont le caractère d'ailleurs était plus porté aux tromperies qu'aux violences, usa d'abord de ménagements. Ses paroles étaient toujours les mêmes, mais ses actes les contredisaient. Ainsi, à la première diète du royaume, ouverte après trois ans d'ajournements, le 17 mars 1818, il disait : « Les principes des institutions libérales n'ont cessé de faire l'objet de ma sollicitude. » Mais en même temps, il défendait à la diète de délibérer sur le budget ; puis, dans sa réponse à l'adresse, il soutint que les chambres n'avaient aucun droit de blâmer le gouvernement, déclarant en outre que ce ne serait

que lorsque les chambres voudraient éviter les écarts passionnés qu'elles avaient commis dans leur adresse qu'il leur permettrait d'exercer leurs attributions. Enfin, comme l'adresse demandait une loi sur le recrutement, en vertu de l'art. 91 de la Charte, ainsi conçu : « La diète délibère, d'après les com- « munications du Souverain, sur la levée des recrues, » il répondit que cet article n'était pas obligatoire, mais facultatif pour la couronne. Ainsi, à la première épreuve, il violait trois principes fondamentaux du système constitutionnel : droit de discuter la loi de finances, droit de contrôle des actes du gouvernement, droit de régler l'impôt du sang.

Dans l'intervalle de la première à la seconde diète, il continua son œuvre, en détruisant les deux plus fortes garanties de la Constitution : la liberté individuelle et la liberté de la presse. Déjà, d'ailleurs, il commençait à se dégager de ce vernis de faux libéralisme avec lequel il s'était donné à si bon marché une certaine réputation de désintéressement. Répondant à l'adresse de la diète de 1820, il défendit à son ministère d'entrer en discussion sur les théories constitutionnelles appliquées au royaume de Pologne : « Si, disait-il, les dispositions de la Charte polonaise sont douteuses, le droit de résoudre les questions n'appartient qu'à l'auteur de la Charte, qui seul peut connaître ses propres intentions. »

Bientôt se trahit plus ouvertement le secret de ses pensées. Dans un acte adressé à ses ministres le 25 mai 1821, on lit ces paroles significatives : « Il s'agit de vérifier par l'expé-

« rience si la Pologne peut suffire, par ses propres ressources,
« à l'existence politique et civile dont elle a été gratifiée; ou
« si, après avoir déclaré son impuissance, ce nouveau royaume
« doit céder à l'établissement d'un ordre de choses plus adapté
« à l'exiguïté de ses forces. »

L'abolition plus ou moins prochaine du nouveau royaume n'est-elle pas clairement indiquée dans ce dilemme impérial, destiné sans doute à changer bientôt la seconde hypothèse en certitude?

Il est bon de signaler les perfides préméditations de ce prétendu philanthrope. Les brutalités du règne de Nicolas ont été si audacieuses qu'elles ont, par comparaison, jeté sur les actes d'Alexandre un certain reflet de douceur. Mais Nicolas n'a fait qu'accomplir au grand jour ce qu'Alexandre méditait dans le silence; l'astuce byzantine de l'un préparait l'acte que devait exécuter la férocité mongole de l'autre.

Et tous deux eurent pour agent le grand-duc Constantin, dont l'histoire ne saurait, en langage convenable, retracer la physionomie, qu'en reproduisant le portrait fait par un peintre trop fidèle: « Despote, espion, arlequin, tyran, mélange d'un
« Galba et d'un Metternich, espèce d'amphibie, moitié bête
« fauve, moitié homme, avec les traits d'un singe. »

Avec la nouvelle attitude d'Alexandre, Constantin put donner carrière à ses fureurs. La guerre fut ouvertement déclarée à l'esprit national; la persécution inaugura le règne des délateurs, en même temps que les haines réveillaient les sociétés

secrètes. Les fausses sécurités données par Alexandre avaient un instant pacifié le pays; les acerbes mesures de Constantin réveillèrent tous les ressentiments.

Les Polonais virent qu'il n'y avait plus rien à espérer d'un chef perfide et de son farouche lieutenant. La scission se fit de plus en plus entre la nation et le gouvernement.

La diète de 1825 fut inaugurée par une nouvelle atteinte au droit national. La publicité des débats parlementaires fut interdite. Chaque fois que l'on convoquait la nation, c'était pour amoindrir ses droits.

Signe caractéristique de la situation des esprits à cette époque! A la mort d'Alexandre, l'infortunée Pologne se prit à espérer. Être délivrée de Constantin, tel était son vœu et son illusion. Nicolas y répondit en investissant le vice-roi de toute l'autorité civile et militaire. Les ressentiments s'accrurent en raison des espérances trompées; l'oppression redoubla, la lutte devint implacable. C'était une guerre intérieure, sans bruit et sans gloire, n'ayant pour annales que le silence, pour armées que des conspirateurs et des bourreaux, pour champs de bataille que des clubs secrets et des cachots.

Cinq ans se passèrent sans convocation de la diète. Réunie enfin le 28 mai 1830, elle prouva que l'oppression n'avait fait qu'accroître de justes colères. Une énergique protestation contre la suppression de la publicité des débats fut son premier acte, après quoi elle rejeta résolûment tous les projets qu'elle ne jugeait pas conformes aux intérêts du pays. Le

czar, exaspéré de ces opiniâtres résistances, méditait sans doute de nouveaux projets de vengeance, lorsque la révolution de juillet vint donner un cours différent à son orgueil et à ses colères. On sait qu'il se proposait follement de châtier la France, lorsque l'insurrection de Varsovie arrêta les pas de ses armées. Les Polonais, à cette occasion, se glorifiaient d'avoir encore une fois arrêté l'invasion des barbares. Nous reconnaissons volontiers l'héroïsme de leur sacrifice, mais nous pouvons en contester l'opportunité. On aurait reconnu vingt ans plus tôt la faiblesse réelle de cette puissance militaire dont on nous menaçait, et l'insurrection polonaise, reculée de quelques mois, se déclarant lorsque les troupes de l'oppresseur auraient été en campagne, avait toute chance de demeurer victorieuse.

Ajoutons, toutefois, à la justification des Polonais, que la lutte fut hâtée par d'impérieuses circonstances. Avant d'attaquer la France, le czar avait résolu de décimer la Pologne : les listes de proscriptions étaient prêtes, les échafauds attendaient leurs victimes. On savait que les sentiments patriotiques étaient très-énergiques dans l'école des porte-enseignes. Le nouveau commandant Trembiçki avait manifesté l'intention de faire cerner l'école par des troupes russes et d'y installer une commission militaire jugeant sans appel dans les vingt-quatre heures. La nouvelle de ce projet fit éclater l'insurrection du 29 novembre.

Nous n'avons pas à raconter les détails de ce drame san-

glant. Constatons seulement qu'une fraction du territoire partagé tint en échec pendant près d'un an toutes les forces de l'empire moscovite, sans appui, sans autre sympathie que celle des faibles, et prouvant par son isolement même dans l'héroïsme que la Pologne méritait plus que jamais le nom de nation.

II

Qui n'eût dit, après la chute de Varsovie, que les destinées de la Pologne étaient accomplies? Le vainqueur le crut sans doute, et ses complices germains durent s'en féliciter avec lui. Mais du sein des désastres elle se releva plus forte et plus menaçante, trouvant des armes dans l'exil, et s'introduisant par la proscription dans les affaires générales de l'Europe, pour y rencontrer et combattre la Russie.

Lorsque la chute de Varsovie eut démontré aux Polonais l'inutilité de prolonger la lutte militaire, il y eut accord pour continuer l'œuvre patriotique dans une direction nouvelle. Les plus compromis durent songer à s'éloigner. Mais beaucoup d'autres, qui auraient pu rester, se condamnèrent volontairement à l'exil, moins encore pour n'être pas témoins des douleurs de la patrie, que pour aller combattre les Russes sur d'autres terrains. C'est là un des caractères remarquables de l'émigration polonaise. Elle ne fuyait pas les Russes, elle courait au devant d'eux sous toutes les latitudes, faisant diversion aux

défaites intérieures par des luttes souvent heureuses, toujours implacables. Il y eut en ce moment, au sein des familles, de déchirantes séparations, mais non dénuées d'espoir : les plus jeunes se vouant à la lutte ouverte du dehors, les plus âgés, que retenaient des liens de famille, s'engageant à poursuivre les combats secrets de l'intérieur, à entretenir le feu sacré du patriotisme et à représenter dignement la Pologne toujours vivante, même sous la main de l'oppresseur. D'un côté, le missionnaire, *egregius exul*, allant porter en tout pays la parole de malédiction, et jetant ses soldats dans toutes les mêlées russes; de l'autre, le combattant du foyer, apôtre discret de la foi nationale, relevant les courages et alimentant les espérances.

Ce double plan de campagne contre l'ennemi au moment où sa victoire semblait définitive fut conçu et préparé au plus fort des désastres, et la manière dont il fut conduit devint un témoignage nouveau des forces vitales de la nation.

Ce qu'il y eut de plus remarquable dans cette dualité d'action, c'est que la situation des patriotes de l'intérieur, placés sous la main du despote, interdisait rigoureusement toute communication entre les deux directions. Il fallait agir isolément et compter aveuglément les uns sur les autres. Mais telle était la confiance mutuelle, que de part et d'autre le mouvement des deux courants éloignés se poursuivit dans une direction unique, comme si une seule voix le commandait. Nous pourrions citer deux frères, hommes éminents, dont l'un a déployé dans l'émigration une remarquable activité militaire et diplo-

matique, dont l'autre a été un des directeurs les plus influents du mouvement intérieur, tous deux se chérissant tendrement, et ayant eu le courage de ne jamais s'écrire pendant trente ans d'une vie sans cesse exposée aux périls.

Une fois cette division de travail concertée, les émigrés se mirent en route, sanglants débris des combattants de Varsovie, auxquels s'étaient joints les cœurs ardents allant chercher l'ennemi dans d'autres régions. Parvenus à la frontière, ils s'arrêtèrent à Zakroczym, et là les principaux d'entre eux, se constituant en diète, réglèrent les travaux qu'on allait consacrer à la patrie absente. Au moment où l'on se séparait, chacun allant être livré aux hasards de l'exil, il y avait besoin de se créer un lien commun; la diète autorisa trente-trois membres des deux chambres à prononcer au nom du pays sur toute question générale. Aux yeux de certains politiques, qui ne tiennent compte que de l'éclat et du succès, il y a peut-être quelque chose de profondément naïf dans cette diète de vaincus faisant acte de souveraineté nationale. Mais pour qui sait apprécier la puissance d'une idée et la force indomptable du sentiment qui la domine, il y a matière à respect dans le prévoyant accord de ces hommes qui se font aventuriers pour une sainte cause, et rendent hommage même à la patrie errante, par un acte de discipline et d'unité.

III

Dans l'accomplissement de leur mission nationale, tous les

exilés tendaient au même but; mais sur les moyens d'action il y avait désaccord. Les uns, jeunes et exaltés, enthousiasmés par les exemples de la France, n'avaient confiance que dans les moyens révolutionnaires. C'étaient des hommes de sentiment plutôt que d'expérience. Les autres, mûris par la pratique des affaires, voulaient agir sur les hommes d'État, faire appel aux gouvernements qui avaient garanti leurs droits, et leur apporter en même temps un concours efficace contre les empiétements de la diplomatie moscovite.

Ceux-ci comprirent la nécessité de créer un centre d'action, non-seulement pour se dégager de toute solidarité avec de téméraires doctrines, mais aussi pour donner de l'unité à des efforts mieux entendus et plus en rapport avec la situation politique de l'Europe. Ayant à lutter contre trois grandes puissances, ils n'avaient garde de se créer des hostilités chez les autres. Les hommes les plus éminents, tant par la position sociale qu'ils avaient occupée dans leur pays que par leur patriotisme et leurs talents, se rallièrent autour du prince Czartoryski, pour faire de son nom un lien de bon accord, d'intelligente direction et de garantie morale pour les cabinets de l'Europe.

Les ennemis de la Pologne ont fait grand bruit des discordes qui se manifestèrent au sein de l'émigration, et surtout des exagérations démagogiques d'une partie de ses membres. Sans vouloir dissimuler de fâcheuses dissidences, nous devons rappeler cependant que par cela même que l'émigration ne représen-

tait pas un seul parti politique, mais l'ensemble de toutes les classes qui avaient combattu pour la cause nationale, il devait y avoir chez elle des éléments divers et toutes les nuances de pensées qui se rencontrent dans une nation.

Ce que nous voulons constater, d'ailleurs, c'est que, malgré ces divisions, le travail national de l'émigration polonaise a été poursuivi avec une persévérante énergie, ici impétueux et téméraire, là prudent et médité, mais accomplissant son œuvre, même au milieu d'échecs apparents, et démontrant en toute circonstance la vitalité d'une nation qui n'abdique pas.

La divergence de méthode produisit d'elle-même une division de travail qui ne fut pas sans utilité. Le parti révolutionnaire, cherchant des ressources dans l'action cachée des complots, prit spécialement pour terrain d'action la Posnanie et la Gallicie, et entra en lutte avec le germanisme. Le parti modéré, agissant plus à découvert et dans les sphères légales, alla combattre la Russie dans les chancelleries et sur le terrain de l'opinion publique : tous deux la cherchaient sur les champs de bataille.

Le parti révolutionnaire et conspirateur agissant directement à l'intérieur du pays, il n'entre pas dans notre cadre d'en retracer l'histoire. Cependant nous pouvons constater ici que malgré de cruelles déceptions, quoique d'opiniâtres tentatives n'aient conduit qu'à de nouvelles persécutions et un redoublement d'oppression, la lutte elle-même entretenait l'enthousiasme et ravivait les ardeurs du sentiment national.

L'action extérieure était peut-être plus savante et mieux conduite, mais si elle eût fonctionné seule, le feu intérieur risquait de s'éteindre et une longue abstention eût amené la torpeur. Au lieu que les esprits, sans cesse réveillés par des entreprises téméraires, apprenaient à ne pas désespérer; la défaite même prouvait que les combattants étaient à leur poste, et l'exemple des victimes appelait des imitateurs. Il faut savoir gré même à ces imprudents machinateurs qui, en se dévouant quelquefois sans réflexion, donnaient de nouveaux prétextes à la persécution, car ils apportaient en même temps de nouveaux aliments aux ressentiments patriotiques. Les adorateurs du succès peuvent blâmer des tentatives avortées, et voir même quelque chose d'insensé dans des efforts en apparence stériles. Mais pour ceux qui savent reconnaître la force dans le martyre et la fécondité dans le sacrifice, ils rendent hommage à ces généreuses folies qui ont entretenu la flamme sacrée du patriotisme et préparé les promesses de l'avenir.

Il est vrai que les conspirations ont été complétement vaincues en 1846, mais elles ont laissé au fond des cœurs leurs traditions enthousiastes avec des enseignements qui doivent préserver des mêmes fautes.

Revenons maintenant à l'action diplomatique de l'émigration polonaise: il s'y rencontre des incidents remplis d'un puissant interêt.

IV

La question d'Orient, si négligée d'abord, si méconnue

ensuite, ne fut véritablement comprise par les cabinets de Paris et de Londres, qu'après les renseignements apportés par l'émigration polonaise. Même après le traité d'Unkiar-Skélessi, en 1833, on aurait persisté dans une imprévoyante sécurité, si le prince Czartoryski et ses amis n'avaient signalé à Paris et à Londres les manœuvres secrètes de la politique moscovite. Des documents révélateurs, pris à Varsovie après la fuite de Constantin, furent communiqués aux deux cours, et ouvrirent enfin tous les yeux. On peut dire que ce furent les Polonais qui, dans cette question, servirent d'éclaireurs et de guides à la politique anglaise et française.

La Russie dut s'arrêter dans ses envahissements, reconnaissant, non sans colère, dans la tardive prévoyance de l'Occident l'action de cette nationalité qu'elle persistait à nier.

De son côté, lord Palmerston comprit tout le parti qu'il pouvait tirer d'hommes si bien au courant des affaires ; il attacha le général Chrzanowski à l'ambassade anglaise à Constantinople. Déjà Dembinski, appelé au commencement même de l'émigration au Caire, par Ibrahim-Pacha, y avait rendu d'utiles services.

Constantinople étant d'ailleurs le principal centre d'activité de la politique moscovite, l'émigration y plaça un agent spécial chargé d'apporter son concours aux ambassades anglaise et française. L'homme que le prince Czartoryski chargea de cette mission était remarquable à tous égards : c'était un Polonais de l'Ukraine, nommé Czayka (Czaykowski). Dans ce

pays, où les Cosaques, encore pleins des souvenirs de Mazeppa, aspirent à reprendre leurs anciennes libertés, l'enthousiasme patriotique a conservé toute son énergie, et Czayka, exalté par l'insurrection de Varsovie, avait couru se mêler aux combats. Forcé de s'expatrier après la défaite, il vint à Paris, où il vécut humblement du produit de travaux littéraires pleins de verve et d'originalité, et qui semblaient apporter aux émigrés les brises de la patrie lointaine. S'étant rencontré avec le prince Czartoryski, il l'étonna par la vivacité de son intelligence, mêlée à une rectitude de jugement assez rare chez les enthousiastes. Le prince reconnut en lui les solides qualités d'un homme politique et en fit l'envoyé spécial de l'agence polonaise à Constantinople. Placé sous la protection de l'ambassade française, Czayka rendit à nos diplomates des services signalés, suivant pas à pas les manœuvres de la Russie dans toutes les provinces de l'empire ottoman, entretenant des agents dans toutes les directions, et apportant à la chancellerie française des informations beaucoup plus complètes que celles des consuls et des autres agents officiels.

L'agence de Constantinople devint alors le principal ressort politique de l'émigration à l'étranger.

Les Polonais se répandaient dans les provinces de la Turquie d'Europe, signalaient aux populations slaves les perfidies de la Russie, qui, sous prétexte de protection, préparait sa propre domination, et réussirent à les convaincre que leur véritable intérêt était de demeurer fidèles à la suzeraineté otto-

mane. Ce fut surtout en Bulgarie que l'intervention des Polonais fut très-efficace.

Pendant la guerre de 1828 et 29, un grand nombre de Bulgares avaient favorisé l'invasion russe. Craignant, à la paix, les vengeances des Turcs, 150,000 Bulgares avaient émigré à la suite de l'armée russe et s'étaient établis en Bessarabie. Mais lorsqu'ils se trouvèrent ainsi sous la domination russe, ils ne tardèrent pas à voir combien ils avaient perdu au changement; après avoir subi pendant quelque temps les plus cruelles vexations, ils revinrent dans leur pays, aimant mieux s'exposer à la colère des Turcs que de demeurer plus longtemps sous le gouvernement moscovite. Les agents polonais comprirent aussitôt que ces populations irritées pouvaient devenir pour la cause polonaise de précieux auxiliaires : ils entrèrent en relation avec les Bulgares, les rallièrent au pouvoir du sultan, et en firent bientôt des agents actifs pour répandre partout la haine du nom russe.

Le même travail fut poursuivi avec non moins de fruit en Serbie.

V

Depuis les règnes de Georges le Noir et de Milosch, la Serbie se trouvait dans un état d'indépendance réelle sous la suzeraineté nominale de la Porte.

Une profonde tranquillité avait succédé aux agitations an-

térieures, et la Turquie était en pleine paix sur ce côté de ses frontières.

Cet heureux état de choses ne faisait pas le compte de la Russie.

Pour ramener les agitations dont il veut toujours faire son profit, le cabinet de Saint-Pétersbourg sait à l'occasion se faire révolutionnaire, et ce fut avec des idées d'affranchissement et de libéralisme qu'il se prit à semer de nouveaux troubles.

Ses émissaires, agissant adroitement sur les sentiments d'indépendance toujours vivants au cœur des Serbes, leur vantaient les bienfaits du gouvernement parlementaire et de la liberté de la presse. Excitant leur vanité nationale, ils les engageaient à se mettre au niveau des peuples civilisés de l'Occident, en obtenant une représentation parlementaire, et en mettant une barrière aux volontés absolues d'un seul.

Les principaux chefs du pays, naturellement jaloux de la puissance de Milosch, dont ils avaient vu l'origine obscure, écoutaient volontiers des conseils qui devaient leur donner les moyens d'amoindrir une domination qui leur pesait; et ils se liguèrent entre eux pour demander des institutions qui pussent leur assurer une indépendance personnelle.

La Russie parvint ainsi à créer une oligarchie turbulente assez semblable à celle qui lui avait rendu tant de services en Pologne.

Cependant, comme les feudataires parlaient au nom du droit et invoquaient l'exemple des nations occidentales, Milosch fut

obligé de céder, et permit la création d'une assemblée parlementaire.

Il en résulta ce que les Russes avaient prévu. Entre des hommes peu habitués aux libertés publiques et un prince peu fait au contrôle, l'accord ne pouvait être de longue durée : une époque de troubles, de déchirements, d'accusations réciproques, succéda aux années pacifiques qui avaient inauguré le règne de Milosch.

Cependant, au moment où s'était manifestée l'action intérieure de la Russie, l'agence polonaise de Constantinople avait envoyé à Belgrade un représentant spécial connu sous le pseudonyme de Lenoir.

Celui-ci s'attacha à contre-balancer l'influence moscovite, s'efforçant de ramener l'accord entre le prince et les mécontents. Mais de part et d'autre les esprits étaient exaltés, et il était plus aisé aux agents russes d'entretenir les troubles qu'à l'agent polonais de les calmer.

Milosch s'accoutumait difficilement à une constitution qui apportait sans cesse des obstacles à ses volontés. L'opposition devenait chaque jour plus puissante, et la discorde était si bien entretenue par les manœuvres et l'or de Saint-Pétersbourg, que Milosch, alarmé pour sa couronne, retirant par un coup d'État la constitution qu'il avait consentie, sut inspirer une si grande terreur aux opposants, que les plus compromis d'entre eux prirent le parti de fuir et de se réfugier à Constantinople.

Comme ils craignaient que Milosch n'obtînt contre eux un

décret d'extradition, leur résolution était de s'adresser à l'ambassade russe pour obtenir des passe-ports qui devaient les garantir contre toute réclamation.

Mais Czayka, qui comprenait l'importance qu'il y avait à se concilier les sympathies de tant d'hommes influents parmi les Serbes, alla au-devant d'eux, leur montra tous les dangers et toute l'incertitude de la protection russe, leur rappela l'exemple des Bulgares compromis en 1829, puis lâchement abandonnés, et leur persuada de s'adresser à l'ambassade française, s'offrant d'ailleurs comme intermédiaire pour leur faire délivrer des passe-ports de cette puissance.

Les Serbes acceptèrent cette offre avec joie, entrèrent en liaison avec les agents polonais, et prirent une haute idée de leur influence.

La connaissance de ces faits, répandue en Serbie, fut aussi très-utile à l'émigration polonaise, qui put y agir avec encore plus d'efficacité contre les intrigues russes.

De nouvelles circonstances, d'ailleurs, donnaient une importance plus grande à l'intervention de l'agence.

Milosch, qui avait vu sa domination menacée, crut se raffermir en se rapprochant des Russes, dont jusque-là il s'était tenu éloigné.

Mais les connivences avec Saint-Pétersbourg, loin de l'affermir, le compromirent aux yeux de tous.

Quoique momentanément abattu, le parti parlementaire s'agitait; la population indépendante de ce pays sympathisait

avec les chefs proscrits; les mécontentements grandissaient chaque jour.

Condamné par la voix publique, Milosch ne put faire tête à l'orage, et sa déchéance fut prononcée en 1842.

La Russie, qui avait causé sa chute, voulant au moins en amortir l'effet et se réserver une créature, fit placer le fils de Milosch sur le trône; mais la population entière, accoutumée à choisir ses chefs par droit d'élection, et considérant une monarchie héréditaire comme une atteinte à ses libertés nationales, contraignit le fils de Milosch à se démettre d'un pouvoir qui lui avait été donné par l'étranger.

Ce mouvement, d'ailleurs, en opposition avec les desseins de Saint-Pétersbourg, avait été habilement préparé par Czayka. Les Serbes émigrés à Constantinople s'étaient inspirés de ses conseils, et à leur retour, après la chute de Milosch, ils avaient travaillé avec ardeur à relever le sentiment national et à créer d'énergiques oppositions aux tentatives de la Russie.

Aussi, au jour de l'élection générale, en dépit des caresses et des menaces du consul russe, tout le peuple rassemblé, selon les traditions nationales, dans la plaine aux portes de Belgrade, choisit par acclamation pour son chef Alexandre, fils de Georges le Noir.

A cette nouvelle, les colères de la Russie éclatèrent; des notes menaçantes furent envoyées à Constantinople, demandant l'annulation de l'élection, qu'elles déclaraient irrégulière.

L'Autriche, dont tous les intérêts dans la question d'Orient sont naturellement opposés à ceux de la Russie, se montra d'abord indifférente. Mais l'ambassadeur russe à Vienne ayant signalé à M. de Metternich cette élection comme une atteinte aux principes monarchiques de la légitimité héréditaire, ce ministre, jugeant l'incident de la Serbie trop peu important pour risquer un démêlé avec son puissant allié, joignit ses représentations à celles du czar.

La Porte, effrayée de cette double protestation, eût peut-être cédé, si les agents polonais ne l'eussent encouragée à la résistance en lui promettant le concours de la France et de l'Angleterre. Sur leurs rapports adressés au prince Czartoryski, le comte Zamoyski se rendit auprès de M. Guizot, qu'il mit au courant de tous les détails de la situation, lui signalant les dangers des intrigues russes, qui ne tendaient à rien moins qu'à détacher la Serbie de l'empire ottoman. Le ministre de Louis-Philippe, mal éclairé jusque-là par ses propres agents, écouta avec étonnement, et non sans alarmes, les explications de l'émigré polonais, comprit l'importance de la question, et se montra tout disposé à combattre les dangereux effets de l'action moscovite. « Nous pourrons, dit-il, faire pour la Ser-
« bie ce que nous n'avons pu faire pour la Pologne; mais,
« ajouta-t-il, la France est dans ce moment isolée, et si elle
« se présente seule, elle courra risque d'échouer. Voyez donc
« lord Aberdeen; s'il veut joindre ses représentations à celles
« de la France, vous pouvez l'assurer de mon concours. »

Sur cet engagement solennel de M. Guizot, le comte Zamoyski s'empressa de partir pour Londres. Malheureusement, à son arrivée, la question avait été, la veille, discutée au parlement, et lord Aberdeen, peu au courant de la question, avait donné les explications les moins satisfaisantes, semblant même abandonner les droits des Serbes, et traitant, en outre, cet incident comme un fait sans importance; les circonstances, même les plus insignifiantes, lui étaient si peu familières, qu'il parlait du prince élu comme d'un imberbe (*an unexperienced youth*), et le prince Alexandre avait quarante-deux ans.

Le comte Zamoyski comprit aussitôt tout le mal que pouvait faire en Serbie le discours du ministre anglais: ce devait être pour les agents russes un encouragement, et un échec complet pour le parti national.

Aux premiers mots qu'il adressa à Aberdeen dans une conférence où il fut admis, le ministre l'interrompit: « Pour« quoi donc, dit-il, vous mêler de la Serbie? » Le comte Zamoyski n'eut pas de peine à lui démontrer la connexité des intrigues russes à Belgrade avec celles qui se tramaient dans toutes les autres possessions de la Turquie; et comme lord Aberdeen faisait valoir les principes d'hérédité et de légitimité : « La question n'est pas là, répliqua le comte. « Votre Seigneurie entend-elle que la Turquie soit dépossédée « de la Serbie pour y être remplacée par la Russie ? C'est une « question d'invasion extérieure, et non de constitution inté-

« rieure. » Après quelques développements donnés à cette thèse, le comte Zamoyski eut la satisfaction de voir le ministre anglais complétement converti à son opinion. Le consul anglais de Belgrade reçut des instructions en conséquence, et l'élection d'Alexandre fut confirmée.

Ce triomphe de la diplomatie polonaise sur la diplomatie russe fit grand effet chez les Slaves et les Turcs : l'émigration avait fait ce que la Porte n'avait pas osé, et les cabinets de Paris et de Londres prirent plus d'une fois ses agents comme intermédiaires entre eux et l'Orient.

VI

L'action de l'émigration fut non moins efficace contre l'Autriche dans une question soulevée en Bosnie.

Les Bosniaques sont sous l'influence directe de l'Autriche, par l'intermédiaire de leurs voisins les Slaves illyriens ; une autre cause d'influence est dans la similitude de religion. Une certaine partie de la population appartient au rite catholique latin, et les jeunes gens qui se destinent au clergé sont attirés dans les séminaires de l'Autriche. Beaucoup d'entre eux cependant résistent aux séductions du cabinet de Vienne ; mais ceux en petit nombre qui se dévouent au germanisme sont assurés d'une haute protection, et parviennent de préférence à être nommés évêques, grâce à l'influence autrichienne. Il

résultait du double courant d'idées entre le germanisme et le parti national des luttes très-vives entre l'évêque et le clergé inférieur.

En 1838, les dissidences éclatèrent avec tant de force, que non-seulement le clergé refusa d'obéir à l'évêque, mais encore parvint à l'expulser de son siége.

Sur un appel fait à Rome par l'évêque, le Saint-Siége, dominé par l'Autriche, condamna le clergé, et lui enjoignit de recevoir le supérieur expulsé. Mais, dans le clergé bosniaque, beaucoup de membres appartenaient à l'ordre des Franscis-cains, qui avaient un couvent aux portes de Constantinople. Ces derniers, invoqués par leurs frères de Bosnie, s'adressèrent à Czayka, qui écrivit à Paris : un agent fut envoyé à Rome ; le pape, mieux éclairé, revint sur sa décision et reconnut les droits du clergé.

Le crédit de la Pologne s'en accrut beaucoup en Orient, et ses agents, d'ailleurs, ne négligèrent rien pour y ajouter.

A la suite de la guerre de 1831, un certain nombre de prisonniers polonais avaient été vendus comme esclaves par les Russes dans les marchés d'Orient : l'agence de Constantinople se concerta avec les Lazaristes français, qui avaient un établissement sur la côte d'Asie, pour faire racheter ces malheureux et leur donner du travail.

Les Lazaristes l'aidèrent avec empressement dans cette bonne œuvre ; l'agence fut chargée par le prince Czartoryski d'acquérir une terre sur les bords du Bosphore, où les captifs

rachetés furent établis comme fermiers, et depuis ce temps, c'est-à-dire depuis plus de vingt ans, se développe une colonie polonaise aux portes de Constantinople, placée sous la protection de l'ambassade française.

VII

En Circassie, plusieurs Polonais allèrent, après la prise de Varsovie, offrir leur concours, qui fut accepté avec empressement. Ce fut au milieu des guerres du Caucase que fut soulevé par les agences polonaises l'incident du vaisseau anglais le *Vixen*, dont la presse s'est tant occupée sans en connaître peut-être tous les détails.

On sait que les Russes avaient déclaré en état de blocus les côtes de la Circassie. Or, dans cette guerre faite dans un simple but de conquête, le droit des Russes était très-contestable, et le gouvernement anglais ne semblait pas disposé à le reconnaître. Les agents polonais de Londres obtinrent donc en 1836, de lord Palmerston, qu'il fût envoyé sur les côtes un vaisseau anglais chargé de marchandises pour décider la légalité du blocus. Les Polonais équipèrent à leurs frais le *Vixen*, qui, suivant ses instructions, se présenta sur les côtes, et qui, conformément aux décisions de Saint-Pétersbourg, fut aussitôt séquestré par les croiseurs russes.

Ainsi que les Polonais l'avaient prévu, cette capture souleva en Angleterre une tempête de réclamations ; on criait à la

violation du droit des gens, et les agents polonais fournissaient tous les arguments qui pouvaient se rencontrer dans Vattel ou Puffendorf.

Un homme éminent, Urqhuart, se fit l'écho le plus énergique de l'indignation publique. Mais Palmerston, voyant que la dissidence prenait des proportions qu'il n'avait pas prévues, craignit de s'y engager trop avant, et, comme il arrive souvent en Angleterre, il laissa toute carrière aux explosions des mécontentements, jusqu'à ce que le public, fatigué d'une question lointaine, cessât enfin de s'en occuper; mais ce fut plusieurs fois pour Palmerston un grave sujet de reproches, dont l'opposition sut tirer parti pour le compromettre.

Les Polonais n'en continuèrent pas moins à exercer leur action dans le Caucase. Après le règlement de l'affaire de Serbie, Lenoir y fut envoyé, et son activité devint une si grande gêne pour les Russes, qu'ils ne trouvèrent d'autre expédient que de le faire assassiner dans son lit. Un coup de fusil, tiré par la fenêtre, lui laboura tout un côté du corps. Il traîna depuis ce temps une vie languissante, incapable désormais de poursuivre ses entreprises contre les Russes.

Cependant des rapports suivis se maintinrent entre le Caucase et l'émigration polonaise de Paris et de Londres. Aujourd'hui encore, malgré la pacification apparente de la Circassie, les communications ne sont pas interrompues, et s'il éclate une insurrection, l'ancienne action des Polonais n'y aura pas été étrangère.

VIII

Cependant, un instant l'utile coopération des Polonais avait manqué échapper à la Turquie : le traité du 15 juillet 1840, accepté par les imprudentes animosités de lord Palmerston contre la France, avait rapproché la Russie de la Porte. Ces deux puissances devant agir de concert contre le pacha d'Égypte, Chrzanowski fut désigné pour commander une armée turque en Asie, avec ordre de concerter ses opérations avec les Russes ; mais il s'indigna à l'idée de se rencontrer dans les mêmes rangs que ses éternels ennemis, et donna sa démission de représentant de l'Angleterre, quoique lord Palmerston eût reconnu ses services par l'indigénat britannique.

Pour empêcher d'ailleurs les Russes d'agir activement en Orient, les Anglais avaient pris les devants en attaquant Beyrouth et en menaçant le Caire. La prompte soumission du pacha d'Égypte mit fin aux hostilités, et l'émigration polonaise eut bientôt occasion de reprendre son rôle actif.

Elle sut même faire pénétrer son action jusqu'au cœur de la Russie. Parmi les sectes dissidentes de l'Église russe, il en est une qui a pris de grands développements, c'est celle des *vieux croyants*. Sans entrer dans le détail des différences de rite qui les distinguent de l'Église orthodoxe, il suffit de dire que les vieux croyants sont radicalement opposés à la confusion des deux pouvoirs spirituel et temporel dans les mains du

czar; cette hérésie politique en même temps que religieuse ne peut trouver grâce aux yeux de l'autocrate.

Aussi les persécutions les plus rigoureuses ont-elles été employées; mais, de même que toutes les persécutions, elles n'ont fait qu'accroître le nombre des sectaires. Plusieurs d'entre eux, cependant, ont émigré dans différentes régions de l'Autriche et de la Turquie; une colonie assez nombreuse de ces vieux croyants, composée principalement de Cosaques de l'Ukraine, est aujourd'hui établie dans la Dobrudja. Les Polonais avaient conçu le projet, au moyen de ces réfugiés, qui restaient en communication avec leurs frères, de provoquer un immense soulèvement dans les provinces méridionales de la Russie; d'autres événements vinrent les distraire de cette entreprise; mais la secte des vieux croyants leur donna l'occasion de faire à la Russie une guerre nouvelle.

Le gouvernement de Saint-Pétersbourg, pour arrêter le développement de la secte qu'il combattait, défendait rigoureusement l'ordination de leurs prêtres. Cependant, vers l'année 1843, les vieux croyants avaient élu pour leur métropolitain un de leurs coreligionnaires, fils d'un marchand de Moscou; mais il ne pouvait entrer en fonctions faute de l'ordination voulue. Le prince Czartoryski apprit à Paris cet incident, et chargea l'agence polonaise de faire en sorte que les vœux des vieux croyants fussent satisfaits. Un évêque de leur rite était établi dans les possessions autrichiennes de la Bukovine ; les Polonais se concertèrent avec ce prélat et avec ses coreli-

gionnaires de Russie. L'archevêque désigné vint en Bukovine, y fut ordonné, et établit lui-même sa résidence au bourg de Bielokrinitsa, en Gallicie.

Ce bourg est devenu aujourd'hui la métropole des vieux croyants.

Depuis ce temps, la plupart des prêtres viennent mystérieusement du fond de la Russie se faire consacrer par l'archevêque; depuis 1843, plus de 2,000 furent ordonnés de cette manière, et c'est en Autriche que viennent ainsi aboutir les fils de l'administration ecclésiastique.

Ajoutons que cette secte étend son réseau sur toute la Russie et compte de 10 à 15 millions d'adeptes, qui sont des ennemis implacables du gouvernement; on comprend de quelle importance il était pour le prince Czartoryski de ménager à l'émigration polonaise les bons rapports avec ces nombreux ennemis du czar.

IX

On ne laissait, du reste, échapper aucune occasion de saisir les gouvernements étrangers de toutes les questions de droit international qui pouvaient dévoiler les méfaits des oppresseurs. Le parlement anglais, il faut lui rendre cet hommage, est un asile toujours ouvert aux infortunes qui veulent exprimer leurs doléances ou invoquer la protection du droit. Nous voulons bien convenir que souvent même une question

d'humanité et de justice extérieure n'est soulevée que comme occasion d'embarrasser le ministère. Mais quand même ce ne serait qu'une tactique d'opposition, elle a son avantage moral, en forçant le gouvernement à s'occuper des affaires du dehors, et parfois à désavouer une complicité que l'on pourrait augurer de son silence La publicité, d'ailleurs, donnée aux réclamations, quand même elles ne réussissent pas, est pour le monde extérieur un avertissement et une instruction. On y apprend surtout que la Pologne opprimée n'est pas subjuguée, car elle combat jusque dans la servitude; et combattre c'est vivre. Les signes de la vie active sont dans l'impulsion donnée à ces champions parlementaires qui répondent à l'appel qui leur est adressé. On ne doit pas, en effet, dans une cause infortunée, compter sur l'initiative des protecteurs; et il fallait l'infatigable activité de l'émigration polonaise, son incessante énergie, mêlée à toutes les habiletés de la diplomatie, pour obtenir un engagement parlementaire qui pût donner quelque solennité à leurs plaintes.

Si donc il fallait chercher pour la Pologne des témoignages d'une nationalité vivace, il suffirait de consulter les annales de la Chambre des communes.

En avril 1832, M. Fergusson fait un appel au gouvernement en faveur du royaume de Pologne dépouillé de ses droits. Il est appuyé par Lord Dudley Stuart, lequel ne cessa d'exercer un bienfaisant patronage envers un peuple qui reçut de lui et lui rendit les plus profondes sympathies.

Le 7 août 1832, une deuxième motion fut introduite par MM. Evans, Hume, lord Sandon et sir Francis Burdett.

En juillet 1833, M. Fergusson demanda que la chambre présentât une adresse au roi pour le prier de refuser sa sanction à l'état actuel de la Pologne, qui constituait une violation manifeste des traités garantis par l'Angleterre. Cette motion fut appuyée par sir Robert Inglis et par M. Atwood, qui en outre déposa une pétition dans le même sens, revêtue de deux cent mille signatures. Lord Palmerston, au nom du gouvernement, répondit qu'il s'associait à de justes réclamations et que déjà des protestations avaient été envoyées. En réponse au ministre, O'Connell s'écria que les protestations de l'Angleterre ne devaient pas être vaines, et que cependant la tyrannie ne se ralentissait pas. Puis, avec sa verve et son éloquence entraînante, il déroula le tableau sanglant des cruautés qui se commettaient, et souleva dans toute la chambre des frémissements d'indignation. Dans une question d'humanité, et surtout de droit international, où la dignité de l'Angleterre était compromise, tous les partis étaient d'accord. Mais les ministres ne voyaient que les périls d'un défi ouvertement adressé au czar. Lord John Russell, tout en reconnaissant la justice de la motion, déclara que si elle était adoptée, les négociations avec la Russie ne pourraient plus se continuer. Le premier ministre, lord Althorp, et son collègue M. Stanley (aujourd'hui lord Derby) ajoutèrent que l'adoption équivaudrait à une déclaration de guerre.

Cette menaçante conséquence ne semblait altérer en rien les

sentiments de la chambre, lorsque sir Robert Peel, quoique rival du ministère, lui vint en aide : l'homme de parti s'effaçait devant l'homme d'État. Sans doute, disait-il, le peuple polonais avait toutes ses sympathies ; mais il ne serait pas prudent de faire des représentations à la Russie, si l'on n'était pas en mesure de commencer une guerre en cas de refus.

Cependant l'autorité même de cet homme éminent ne put ébranler que les timides. Malgré les voix de quatre ministres, tout faisait présager l'adoption de la motion, lorsque lord Althorp eut recours à la dernière ressource des ministères en désarroi : il fit du vote une question de cabinet. Devant cette menace, quelques députés cédèrent, une faible majorité prolongea l'existence du gouvernement whig.

Dans toutes ces discussions, suivies avec intérêt par un peuple sérieux et politique, les émigrés polonais qui les avaient provoquées envoyaient leurs délégués à la chambre. Ceux-ci, placés dans une tribune publique, communiquaient des notes aux députés favorables, leur formulaient les répliques à tout argument captieux, et leur maintenaient par des renseignements précis tous les avantages de la lutte. Ces détails pourraient sembler insignifiants, s'ils ne servaient à démontrer la constante application de ces hommes à leurs devoirs nationaux, leur louable persévérance à rester sur la brèche, partout où leur action pouvait avoir quelque utilité, même dans les moyens secondaires qu'un zèle moins actif aurait pu négliger.

Au surplus, le public anglais s'associait avec une remar-

quable sympathie aux efforts de ces courageux expatriés, non pas seulement le public exalté et enthousiaste, mais aussi les personnages sérieux, qui, adoptant une cause plutôt par réflexion que par entraînement, y apportent un appui solide parce qu'il est raisonné.

Suivant les méthodes pratiques de l'Angleterre, ils se mirent à l'œuvre en formant, au commencement de 1833, une *Société des Amis de la Pologne* qui compta bientôt parmi ses membres une foule de parlementaires soit de la chambre des communes soit de la chambre des lords. Le poëte Thomas Campbell en fut l'actif fondateur; Lord Dudley Stuart en était le président. Ce dernier se signala entre tous par un zèle et une persévérance infatigables en faveur de la cause polonaise, et il en fit l'œuvre principale de ses dernières années. Son ardeur y était si vive, que lord Melbourne lui reprochait en plaisantant d'en avoir perdu la tête : *Stuart is quite mad with the Poles*. Aussi les émigrés lui offrirent en 1846, en témoignage de reconnaissance, son portrait entouré des armoiries polonaises avec l'inscription *causas non fata sequor*. Sa mort prématurée (en 1854), profondément ressentie par eux, fut un véritable deuil national. Ce n'est pas le moindre mérite des hommes d'État de l'Angleterre, de savoir, même au sein des grandeurs, s'associer en simples citoyens aux manifestations utiles ou généreuses. C'est ainsi que la *Société des Amis de la Pologne* comptait dans ses rangs lord Brougham, lord Palmerston, lord John Russell et d'autres hommes considérables de toutes fonctions. En

1839, le duc de Sussex, oncle de la reine, présida un meeting en faveur des Polonais, au milieu d'un concours immense où figuraient des dames de la haute aristocratie.

« Est-il permis, dit le prince-président, qu'une nation qui a si bien mérité de l'humanité soit condamnée à périr, à être rayée de la carte de l'Europe, et à voir disparaître jusqu'à son nom de la société européenne ? Non, je ne tremperai pas dans une pareille infamie en y souscrivant; et je suis convaincu que vous pensez tous comme moi. La justice est la meilleure politique. *Justice is the best policy.* »

Dans cette même année de 1839, le grand-duc Alexandre (le czar actuel) fit une visite à Londres. Suivant les habitudes hospitalières des Anglais, toujours empressés de faire hommage aux étrangers de distinction, le club Crockford invita le prince à une fête dans ses salons et le nomma membre du club. Mais le même jour, par égard pour une nation malheureuse, et pour éviter toute interprétation fâcheuse sur ses sentiments politiques, le club reçut également parmi ses membres le prince Czartoryski. Noble hommage au droit en même temps qu'à la puissance.

Il faut d'ailleurs reconnaître qu'en Angleterre, chaque fois que s'agitait la question polonaise, les discussions parlementaires prenaient un caractère de solennité qui témoignait de toute l'importance qu'on y attachait. Il est vrai que l'émigration ne laissait passer aucune nouvelle atteinte aux droits nationaux sans en saisir ses défenseurs de Londres. C'est

ainsi qu'en 1843, la Cour de justice suprême en ce qui concernait les procès polonais ayant été transportée à Saint-Pétersbourg, le prince Czartoryski et le comte Zamoyski se rendirent dans la capitale britannique, et peu de jours après, une motion fut présentée par M. Gally-Knight et soutenue par O'Connell et sir Francis Burdett. La conduite de la Russie y était signalée comme un attentat aux principes les plus sacrés du droit.

Sir Robert Peel, alors premier ministre, ne contesta pas la justice des réclamations; mais les nécessités politiques commandaient de grands ménagements, et il combattit la motion non comme mal fondée, mais comme inopportune. Il ne put pas cependant s'empêcher d'avouer que la conduite du czar n'était ni juste ni prudente, *unwise and unsafe*.

En 1846, lord Palmerston, à son tour, s'était exprimé avec une hardiesse qui avait pu donner quelque espérance à la nation opprimée.

« Il n'échappera pas, disait-il, à la loyauté des cours du nord, que si les traités de Vienne ne sont pas bons sur la Vistule, ils ne sont pas meilleurs sur le Rhin et sur le Pô. »

L'occasion se présenta bientôt de démontrer la confiance que l'on pouvait avoir dans la politique de lord Palmerston. Peu de mois après ces énergiques paroles, le faible et dernier débris de la nationalité polonaise, la ville de Cracovie et son territoire, étaient, avec la complicité des deux autres cours du nord, incorporés à l'Autriche. Mais dans l'intervalle il

s'était produit un incident diplomatique qui avait ranimé toutes les vieilles rancunes de Palmerston contre la France : nous voulons parler des mariages espagnols.

Le ministre anglais était alors en instance auprès des cours du nord pour les décider à donner une adhésion officielle à sa récente interprétation du traité d'Utrecht; pour l'obtenir, il aurait consenti aux plus pénibles sacrifices, et il n'était pas homme à montrer, en de telles circonstances, un dévouement chevaleresque aux intérêts de la Pologne.

Aussi, quand il fut obligé par la voix publique d'adresser des remontrances, la note de l'Angleterre ne fut qu'un misérable subterfuge où l'on craignait d'avouer la vérité pour n'avoir pas à la combattre.

Le secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique feignait d'ignorer dans ce document que le territoire de Cracovie eût été annexé à l'Autriche; il avait seulement entendu dire, sans pouvoir y croire, que les trois puissances avaient conçu un pareil projet.

Il s'empressait de leur faire observer combien il serait attentatoire au droit des puissances qui ont signé l'acte final du traité de Vienne.

Il terminait en exprimant la confiance que ces simples observations suffiraient à empêcher la consommation de mesures funestes.

Un si misérable détour fut accueilli comme il le méritait; les trois puissances ne tinrent pas compte des remontrances

du gouvernement anglais, et lord Palmerston n'obtint pas même, pour prix de son humilité, leur adhésion à ses chicanes diplomatiques contre la France.

Quant à M. Guizot, sans faire la même hypocrisie sur le fait accompli, il se contenta de prendre acte de la violation des traités, ajoutant cependant comme une apparence de menaces en disant :

« Aucune puissance signataire du traité de Vienne ne sau-
« rait prétendre s'affranchir des stipulations de ce traité sans
« en affranchir également toutes les autres. » Il se gardait bien toutefois de faire savoir quelle valeur la France attribuait désormais aux traités eux-mêmes.

Ainsi, en présence d'un défi jeté à l'Europe, deux grands gouvernements qui devaient représenter la cause du droit et de la justice n'eurent d'autre recours que de faux subterfuges et de vaines protestations ; les Polonais étaient victimes des querelles occasionnées par les mariages espagnols : ce n'était ni la première ni la dernière fois qu'ils devaient apprendre qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. Leur découragement en ce moment fut profond ; il s'y joignait d'ailleurs un autre motif, plus navrant que l'abandon des cours étrangères.

Les affreux massacres de la Gallicie, qui étaient pour tout le monde un crime odieux, étaient pour eux quelque chose de douloureux comme un fratricide. Jamais jusque-là le peuple n'avait séparé sa cause de celle des classes élevées : tou-

jours les accents d'indépendance proclamés par les seigneurs avaient trouvé un écho chez les paysans, la haine de l'étranger était commune dans tous les cœurs. C'était donc un symptôme nouveau et effrayant que de voir les paysans, à la voix de l'Autriche, promenant le massacre et l'incendie dans les châteaux de ceux que jusque-là ils étaient accoutumés à aimer et respecter. — Les hommes les plus notables de l'émigration ressentirent un coup bien plus affligeant de cet événement funeste que de toutes les persécutions moscovites ou germaniques : beaucoup de ceux que n'avait découragés aucune infortune furent pris d'un chagrin voisin du désespoir.

Toutefois, au sein des chambres françaises retentirent d'éloquentes paroles d'indignation contre la déloyauté de l'Autriche et les faiblesses du cabinet de M. Guizot. Au palais du Luxembourg, M. le comte de Montalembert fit entendre de généreux accents; au palais Bourbon, M. Odilon Barrot flétrit en termes sanglants les assassinats commandés par le cabinet de Vienne. Mais une aveugle majorité encourageait les faiblesses de M. Guizot ; tout méfait extérieur demeurait impuni.

Rappelons cependant que même la majorité complaisante du palais Bourbon renouvelait annuellement un vote en faveur de la nationalité polonaise. Il y avait sans doute quelque chose de triste à voir les représentants de la France parler chaque année en vain; mais les Polonais trouvaient au moins

une consolation dans cette reconnaissance opiniâtre de leurs droits, signifiée périodiquement à leurs oppresseurs.

X

Cependant, malgré un affaissement momentané, de graves événements survenus en Europe offrirent bientôt à l'émigration de nouvelles occasions de déployer son activité. L'immense effervescence qui réveillait en Italie les idées d'indépendance nationale, les haines ranimées contre l'Autriche par l'occupation de Ferrare, les bonnes intentions du pape Pie IX en faveur des réformes que réclamait l'opinion publique, enfin l'agitation générale de tous les esprits, vers la fin de 1847, semblaient ouvrir une large carrière d'entreprises. Quelques émigrés polonais se rendirent à Rome et proposèrent au pape de former une légion polonaise.

Mais le caractère pacifique de Pie IX s'accommodait mal des ardeurs de ces fiers expatriés; il accepta seulement quarante officiers pour les incorporer dans les troupes pontificales. Au commencement de la guerre avec l'Autriche, on forma à Milan un noyau de légion polonaise, et plus tard, lorsque le roi Charles-Albert se disposait à se mettre à la tête du mouvement italien, on lui proposa de former un corps slave.

Enfin le mouvement général d'affranchissement qui souleva en 1848 tous les peuples de l'Europe apporta aux Polonais

une immense espérance. L'Allemagne entière se prononçait pour leur délivrance. Le premier résultat de la révolution de Berlin fut de rendre la liberté aux insurgés polonais de 1846. Les prisonniers de Cracovie furent élargis en même temps. Peu de jours après, l'assemblée préparatoire de Francfort déclarait « que l'assemblée était pénétrée de la nécessité de rétablir un royaume de Pologne indépendant, et que le partage de ce pays était considéré comme une injustice criante. » L'Allemagne comprenait parfaitement que ses droits étaient associés à ceux des autres peuples, et que la Pologne indépendante devenait pour elle un appui.

Invités par un si généreux appel, les émigrés partirent de toutes les directions vers ce foyer de fraternelles sympathies, et l'accueil que partout ils reçurent ajoutait encore à leurs espérances. Le prince Czartoryski, se rendant à Berlin, reçut sur son passage de continuelles ovations; les autorités même des villes qu'il traversait, les commandants militaires, venaient lui offrir leurs hommages. Partout on proclamait que l'Allemagne réunie à la France rendrait à la Pologne la vie et l'unité.

Nous n'avons pas à raconter les cruelles déceptions qui succédèrent à ce mouvement régénérateur. La fortune des vieilles monarchies reprenant le dessus, l'émigration polonaise dut encore chercher un refuge dans les champs de bataille.

L'Italie d'abord lui fit appel. Un corps nombreux fut formé

à Milan : on sait la part qu'il prit à la lutte, et les souffrances qu'il eut à endurer à la suite des désastres de Novare.

Après l'anéantissement des espérances en Italie, la guerre de Hongrie vint offrir aux Polonais une nouvelle occasion. Dembinski, Bem, Wysocki, figurèrent au premier rang dans cette guerre héroïque. Malheureusement, ces chefs eurent à lutter contre les injustices des Magyars envers les populations slaves. On connaît les désastres qui résultèrent de l'esprit d'exclusion de Kossuth et des siens.

En Transylvanie surtout, où Bem avait à combattre les Valaques soulevés contre les prétentions des Magyars, il rencontrait chez ceux qui l'employaient les plus grands obstacles à toute conciliation. On lui expédiait sans cesse l'ordre de se montrer impitoyable; et comme il ne voulait pas exécuter les cruautés qu'on lui dictait, il en était résulté une scission profonde entre lui et Kossuth.

Le général polonais reçut même un ordre de destitution avec la désignation de son successeur; mais comme à ce moment d'assez notables succès lui avaient donné une grande puissance en Transylvanie, il mit l'ordre dans sa poche sans y obéir, et poursuivit les mesures de conciliation qui seules auraient pu réussir, si d'autres incidents n'étaient venus compliquer la situation.

L'émigration polonaise comprenait si bien les funestes résultats que devait amener l'orgueil insensé des Magyars, qu'il était parti des délégués pour prendre le rôle de conciliateurs

entre eux et les Slaves; mais ils arrivèrent au milieu des désastres occasionnés par la trahison de Georgey, et ne purent qu'assister à la retraite de leurs compatriotes se dirigeant vers le territoire ottoman avec les débris des Magyars.

Arrivés sur la frontière serbe, les Magyars hésitèrent. Leurs prétentions à la suprématie avaient irrité contre eux toutes les races slaves, et parmi leurs adversaires, les Serbes n'étaient pas les moins implacables. Mais en cette occasion, les Polonais qui les accompagnaient devinrent leur sauvegarde.

Les Serbes accueillirent avec hospitalité les compatriotes du prince Czartoryski, dont ils se rappelaient les services, et les Magyars partagèrent la récompense de ces souvenirs.

Ce fut de là que les Polonais se répandirent dans toutes les régions de l'empire ottoman où il y avait à combattre les intrigues moscovites : leur active propagande ramena aux Turcs les populations qui s'étaient laissé égarer par les fausses sympathies de la Russie. En Bulgarie surtout, ils agirent puissamment en convertissant au catholicisme, c'est à-dire à l'Église grecque unie, une foule de Bulgares attachés jusque-là aux Grecs schismatiques, et placés par conséquent sous l'influence du czar.

Dans les années qui suivirent, les Polonais ne cessèrent d'exercer leur active propagande, excitant chez les chrétiens de la Turquie les sentiments de nationalité qui devaient les mettre en garde contre l'idée trop longtemps accueillie du protectorat russe.

Lorsqu'enfin retentit en Europe le bruit de la guerre qui se préparait en France et en Angleterre contre la Russie, la Pologne put croire que le jour de la régénération était venu; elle était sans contredit l'alliée naturelle des puissances qui allaient combattre leur oppresseur. Malheureusement deux considérations puissantes arrêtèrent les cabinets de Paris et de Londres : d'une part, il fallait ménager la Prusse et l'Autriche pour obtenir d'elles une neutralité douteuse; d'autre part, les deux puissances occidentales avaient résolu de circonscrire la guerre, et surtout de se garder de faire appel au soulèvement des nationalités.

Cependant, il est bien évident pour tout homme politique que, dans toute guerre contre la Russie, la première condition d'un succès durable est le rétablissement de la Pologne. Cette vérité est si bien sentie par les hommes d'État de l'Autriche, que lorsque cette puissance fut invitée par la France et l'Angleterre à se joindre à elles dans la guerre de 1853, la première question du cabinet de Vienne fut de demander ce qu'on déciderait relativement à la Pologne. La réponse fut la même des deux côtés de la Manche : « La Pologne n'est pas en question; nous ne voulons qu'arrêter les empiétements de la Russie en Orient. —En ce cas, répliqua l'Autriche, nous savons ce que vaudra cette guerre, et nous nous abstenons. » Et en effet, la Pologne étant mise hors de la question, la guerre n'avait rien de menaçant pour la Russie, et l'Autriche savait qu'au rétablissement de la paix elle se retrouve-

rait sur la frontière russe, exposée à tous les dangers du ressentiment et de la vengeance. Les alliés s'engageant dans une guerre sans portée, l'Autriche se tint prudemment à l'écart.

La même réserve fut commandée à la Suède par les mêmes motifs. Au commencement de 1853, le roi de Suède, voulant savoir jusqu'à quel point il pouvait s'engager, envoya à Paris un agent confidentiel : celui-ci n'ayant aucun caractère public, et ne pouvant en conséquence s'adresser aux ministres français, se rendit chez le prince Czartoryski pour le consulter sur le caractère de la guerre. « Mon roi, dit-il, connaît sa position. Il pense bien encore mourir sur le trône ; mais s'il ne « survient quelque circonstance nouvelle, il voit bien que son « fils ne pourra être autre chose qu'un vassal de la Russie. « Ce n'est qu'en Pologne et par la Pologne qu'on peut faire « pencher la balance. Si les alliés pensent à la Pologne, s'ils « sont décidés à la rétablir dans son indépendance, nous consentirons volontiers à braver les colères de notre puissant « voisin. »

La réponse du prince Czartoryski ne laissa aucune illusion à l'envoyé, et la Suède s'abstint comme l'Autriche.

Les Polonais durent donc encore une fois ne compter que sur les efforts isolés de l'émigration, qui du reste ne manqua pas à sa mission, en offrant ses services à la Turquie ; ils furent accueillis avec empressement, et la Porte demanda tout d'abord aux émigrés quatre officiers généraux destinés à former les troupes musulmanes.

En outre, un grand nombre d'officiers polonais accoururent à Constantinople, et le général Zamoyski fut chargé de former une légion polonaise ; mais les ambassades anglaise et française opposèrent mille entraves à ses projets, consentant volontiers à permettre aux Polonais de s'enrôler isolément dans les rangs de l'armée musulmane, mais s'opposant à la formation d'un corps séparé qui porterait le drapeau et l'uniforme national. Tout ce que l'on put obtenir fut que Czayka, devenu Sadik-Pacha (1), fût chargé d'organiser un régiment intitulé Cosaques du Sultan, et entièrement formé de Polonais avec des officiers de leur nation.

Plus tard, lorsque la guerre de Crimée eut fait tomber entre les mains des alliés plusieurs prisonniers, ceux qui étaient Polonais furent réunis en corps et formèrent un second régiment de Cosaques du Sultan.

(1) Plus d'une fois l'ambassade russe à Constantinople avait cherché à faire éloigner Czayka, en essayant d'obtenir de notre chancellerie qu'elle lui retirât la protection française, qui était sa sauvegarde. Dans le temps où M. de Bourqueney était ambassadeur, le gouvernement français ayant paru disposé à céder aux obsessions de M. de Titoff, M. de Bourqueney, qui connaissait toute la valeur de cet agent et tous les services qu'il avait rendus à la France, avait déclaré que si l'on sacrifiait Czayka, il donnerait sa démission, et le cabinet de Paris avait cédé à ces énergiques protestations ; mais, en 1850, le ministre des affaires étrangères à Paris, homme nouveau dans la diplomatie, et peu au courant des questions extérieures, eut la faiblesse de céder aux demandes de Saint-Pétersbourg.

Czayka, plutôt que de quitter le terrain où il combattait avec tant d'activité les ennemis de la Pologne, se fit musulman et entra au service de la Porte sous le nom de Sadik-Pacha : sa religion était la haine du Russe. Depuis ce temps il a cessé d'être l'agent de l'émigration polonaise ; il est au service de la Turquie.

Enfin, lorsqu'au plus fort de la guerre les Anglais cherchaient de tous côtés à renforcer leur armée, le général Zamoyski fut appelé à Londres et autorisé à former une division polonaise.

Mais la paix qui survint empêcha l'accomplissement de ce projet, et l'émigration dut encore une fois ajourner ses espérances.

Quelques-uns cependant ne voulaient prendre aucun repos tant qu'il y aurait occasion de combattre les Russes : cent cinquante d'entre eux se rendirent, en 1856, dans le Caucase, pour s'y joindre aux Circassiens, sous la conduite du colonel Lapinski, et ils leur amenèrent des canons.

C'était la première fois que les montagnards employaient cette arme défensive.

Cette petite troupe polonaise fit preuve d'une remarquable énergie pendant plus d'une année.

De l'autre côté du Caucase, on sait que Schamyl, retranché dans sa dernière forteresse, ne se rendit qu'après une résistance désespérée, environné seulement d'un petit nombre de compagnons.

Ces compagnons étaient une centaine de Polonais qui à divers temps ont quitté l'armée russe et qui lui restèrent fidèles après que tous les Circassiens l'eurent abandonné.

La soumission même de Schamyl ne put les décider à déposer les armes : ils se firent tuer jusqu'au dernier.

XI

Après les mécomptes de la guerre, restaient encore les illusions d'un congrès. Les Polonais n'imaginaient pas que les représentants des grands États de l'Europe pussent se réunir sans offrir quelque satisfaction à leurs plaintes légitimes. Une guerre qui se terminait par l'abaissement de la Russie semblait conduire par la seule logique des choses au soulagement de la Pologne ; et lorsqu'en 1815 la France vaincue avait si hautement réclamé, y avait-il témérité à croire que la France victorieuse saurait apprécier la même cause avec toute l'autorité du droit et du succès ?

Mais la Russie, humiliée sur les champs de bataille, sait reprendre ses avantages dans les ruses des conférences. Une discussion sur la Pologne était par elle-même une menace, et les comptes à rendre étaient trop difficiles. Il fallait donc avant tout obtenir le silence. On y réussit par un singulier mélange d'audace et de feinte condescendance. Le comte Orloff déclara impérieusement qu'il n'y avait pas à s'occuper de la question polonaise, et en même temps il affirmait au nom du czar que les Polonais obtiendraient des satisfactions au delà de leurs espérances. On peut s'étonner à bon droit que les autres plénipotentiaires aient accepté avec résignation une défense de parler, et avec quelque confiance de vagues engagements ; toujours est-il que la manœuvre eut un plein suc-

cès. Le nom de la Pologne ne figura pas sur le protocole ; la Russie sortait triomphante du congrès.

Ainsi, de cette combinaison merveilleuse d'une alliance libérale entre la France et l'Angleterre contre la Russie, la diplomatie polonaise ne recueillait rien. La persévérante action politique de l'émigration aboutissait à une douloureuse illusion. Sa mission semblait terminée ; il ne fallait pas compter sur l'Europe.

Ici finit notre tâche, car nous n'avons à suivre la Pologne que dans les révélations de la vie extérieure.

L'émigration polonaise avait vaillamment rempli sa tâche, et cependant elle succombait sous une double défaite. Le parti enthousiaste et révolutionnaire avait été vaincu en 1846 par les échecs de Posen et les sanglantes saturnales de la Gallicie ; le parti tacticien et diplomatique était vaincu en 1856 au congrès de Paris. Qui n'eût dit encore une fois que les destinées de la Pologne étaient accomplies ? Et en effet, la patrie intérieure, qui depuis tant d'années suivait dans une fiévreuse attente les mouvements de l'émigration, fut prise d'amertume en la voyant abandonnée par l'Europe aux jours même du triomphe. Se repliant sur elle-même dans un douloureux silence, elle laissa croire à l'Europe qu'elle n'avait même plus la force des larmes, et les rois se croyaient délivrés des reproches de son gémissement. Mais l'émigration avait dans sa double manifestation légué un double héritage qui devait être la source d'une vie nouvelle : le parti révolutionnaire avait transmis à

la nation son enthousiasme et sa foi, le parti diplomatique sa prudence et sa discipline; et ce n'est pas un des moindres mérites de l'émigration que d'avoir fait au milieu de ses luttes extérieures l'éducation politique de l'intérieur.

Aujourd'hui donc, le champ d'action s'est déplacé. C'est des entrailles mêmes du sol que sort le mouvement régénérateur. Lazare surgit de son tombeau pour rentrer en possession de la vie. Cherchant désormais en elle-même une force nouvelle puisée à l'excès des malheurs, la Pologne se résout hardiment à faire sortir son existence nationale des difficultés mêmes de l'oppression.

Les derniers débris d'un droit mutilé, les faibles ressources d'une légalité circonscrite, deviennent ses armes; et voici que se manifeste un phénomène nouveau dans la vitalité polonaise: la force du droit chez les faibles. Un peuple désarmé tenant en échec un immense empire militaire; des femmes et des enfants défiant les baïonnettes; des prêtres faisant reculer des généraux, invincibles même dans leurs cachots, menaçants dans les casemates, et marchant tête haute à la mort : voilà le triomphe du droit, impérissable même dans le martyre, parce que chaque martyre est un témoignage et que chaque victime transmet ses sentiments à des milliers d'héritiers.

En vain les partisans du czar ont-ils voulu dénaturer le véritable sens du mouvement général. Toutes les perturbations, toutes les agitations, toutes les colères se résument en un seul sentiment, le sentiment du droit; en un seul fait, l'ap-

pel à la légalité; en un seul besoin, le besoin d'une loi qui mette tout un peuple à l'abri de l'arbitraire.

Lorsqu'au mois de février 1861, les ouvriers de Varsovie ont adressé une pétition au gouvernement, dans un langage inculte qui n'a pu leur être dicté, ils ne parlaient ni d'indépendance ni de nationalité ; ils demandaient avant tout qu'on leur accordât la sanction d'une loi, d'une loi qu'ils pussent connaître et suivre comme obligation, invoquer et respecter comme protection. Il n'y a là autre chose que l'opposition entre la civilisation occidentale et la barbarie mongole, la vieille lutte entre l'Europe et l'Asie.

D'où vient encore la puissance de l'Église catholique en Pologne? C'est que l'Église, dans ce pays, représente une loi ; la dernière loi même qui reste encore debout. Il ne faut pas que nos querelles particulières sur des questions cléricales sans analogie dans le Nord nous fassent méconnaître les mérites de l'Église en Pologne. Là, les prêtres sont défenseurs de la liberté et du droit; là, lorsqu'on les somme de rouvrir les églises profanées, c'est au nom de la dernière loi, dont ils sont les gardiens, qu'ils prononcent le *non possumus*. Et au nom de la loi ils livrent leur tête. L'administrateur de l'archidiocèse de Varsovie, Bialobrzeski, vient d'être condamné à mort, le 4 décembre, pour avoir persisté dans son refus d'ordonner la réouverture. Lorsque la sentence lui fut communiquée, on lui demanda s'il ne désirait pas adresser à l'empereur un recours en grâce. Après quelques minutes de

réflexion, il répondit négativement : c'eût été reconnaître un droit chez le violateur du droit.

Certes, quand le réveil d'une nation se fait au nom des principes de justice et de morale, il est permis de compter sur les promesses de l'avenir, et il n'y a pas témérité à présager une prochaine résurrection.

Pendant que ce mouvement intérieur de la Pologne se manifestait aux yeux de l'Europe étonnée, le patriarche de l'émigration, le prince Czartoryski, mourait, ainsi que Moïse, sans pouvoir entrer dans la terre promise, mais ayant comme lui préparé la délivrance de la nouvelle génération. Ses dernières pensées, consacrées à la patrie, sont retracées dans le testament politique suivant, dicté par lui quelques jours avant sa mort. Nous reproduisons ce document, moins comme une œuvre individuelle que comme la représentation de la pensée collective des lutteurs. Aujourd'hui, l'émigration peut saluer dans le réveil national la première récompense de ses travaux, et voir approcher le jour du triomphe définitif où il lui sera permis d'entonner le *nunc dimittis*.

« Montfermeil, près Paris, 14 juillet.

« Voulant assurer à l'avance la marche régulière du service public dans l'émigration, et éviter qu'en aucun cas cette marche soit entravée, j'ai résolu de consigner à ce sujet quelques-unes de mes pensées. Je les recommande à l'attention de ma famille et des compagnons de mes travaux.

« Comme je l'ai dit la dernière fois que j'ai adressé la parole à mes compatriotes, aujourd'hui c'est le pays qui a pris lui-même en main la direction de sa propre cause : lui-même il dirige ses efforts, il connaît son but, il a choisi sa voie et il accélère ou ralentit sa marche, selon la somme de ses forces intérieures et l'opportunité de leur application.

« A l'émigration, aujourd'hui, il appartient d'exposer et d'interpréter à l'étranger le travail du pays ; de défendre nos droits devant l'opinion et devant les gouvernements de l'Europe ; enfin de créer ou de développer auprès des puissances étrangères des rapports qui pourront aider à l'affranchissement de la Pologne, et à la consolidation dans l'avenir de son existence et de son action indépendante.

« Ainsi entendus et accomplis, les devoirs de l'émigration entrent dans l'ensemble de l'œuvre nationale, et ceux qui ont jusqu'à présent rempli des fonctions pénibles ne sauraient en être relevés par aucun événement, par aucune circonstance favorable ou malheureuse, aussi longtemps que la Pologne, libre et indépendante, n'aura pas elle-même désigné ses représentants à l'étranger.

« Dans ces épreuves, les dernières peut-être que le pays ait à traverser, chacun doit compter avec lui-même et peser dans sa conscience si ce qu'il fait pour la patrie est bien tout ce qu'il peut faire dans la position qu'il occupe. Et plus la Pologne vivra d'une vie pleine et manifeste, plus aussi son service à l'étranger devra croître en énergie et se façonner à une or-

ganisation hiérarchique et régulière. Sans cet ordre indispensable, sans un travail bien divisé, sans des positions nettement déterminées, sans une solidarité étroite, le zèle individuel, même le plus généreux, pourrait être souvent nuisible.

« J'ai vu avec une satisfaction ineffable mon fils Ladislas, du jour où il est parvenu à l'âge mûr, se donner tout entier au service public, en faire son unique but et son occupation exclusive. J'espère qu'il persistera dans cette voie, qu'aucune considération ni aucune circonstance ne l'en détournera, et que le pays aura toujours en lui un serviteur utile. C'est donc lui que j'appelle à continuer l'œuvre à laquelle, sans vues d'ambition pour moi et pour ma famille, j'ai consacré tant d'années, et je le fais avec d'autant plus d'assurance, que déjà, par son activité et ses relations, il s'est acquis à l'étranger une position qui lui permet dès aujourd'hui de s'occuper utilement des besoins intérieurs du pays, et de prendre sa part de la tâche actuelle de l'émigration.

« Je supplie mon fils aîné Witold, qui jusqu'à présent, avec une incomparable générosité, a mis son ambition à soutenir son frère, de continuer à lui donner à l'avenir des preuves de ce même dévouement si noble, et de lui conserver la tendre sollicitude dont il l'a constamment entouré. En agissant ainsi, il aura encore un vaste champ pour servir le pays, et il trouvera sa récompense en lui-même. Je sais qu'en traçant ces lignes je ne dis rien que son excellent cœur ne lui ait déjà dicté, mais j'ai voulu lui faire connaître que telle était aussi ma pensée.

« Personne, dans ma carrière publique, ne m'a donné plus de preuves d'une inébranlable constance que mon neveu le général Zamoyski. Pendant une longue suite de travaux et de vicissitudes, il a été presque toujours comme ma main droite, inébranlable dans les épreuves, mettant toujours le devoir au-dessus du succès et de l'espérance. Ce même concours, il le donnera à mon fils Ladislas, et le souvenir de nos trente années de travail commun maintiendra unis au service de la patrie leurs cœurs et leurs bras.

« Si dans le cours de mes efforts j'ai pu parfois rendre quelque service à la cause nationale, si la constance seule de ces efforts, même sans égard à leur résultat, a été d'une certaine utilité pour le pays, je le dois surtout au concours que j'ai reçu de mes amis et de ceux qui ont partagé mes travaux. Les uns sont déjà descendus dans la tombe, laissant après eux des regrets toujours vivants; d'autres, accablés par l'âge, n'en apportent pas moins au service de la cause le reste de leurs forces; d'autres enfin, travailleurs de la dernière heure, prouvent que toutes les générations comprennent également le devoir commun.

« Aucun d'eux, dans la bonne et dans la mauvaise fortune, ne m'a abandonné et ne m'a refusé son concours dévoué, intelligent et désintéressé; de même aussi, je l'espère, aucun d'eux n'abandonnera mon fils et ne refusera de prendre sa part dans un travail utile et honorable.

« Deux pensées également vraies, également importantes,

m'ont guidé dans la vie : je me suis toujours rappelé que « la force naît de l'unité » et que « l'homme isolé appartient au malheur. » Je lègue la première de ces pensées à ma famille et à mes compagnons, la seconde à mon fils Ladislas.

« Dans chacune des parties de la Pologne, il y a des hommes auxquels m'unissent les liens précieux du sang, de l'amitié et d'anciennes et incessantes relations. Il ne m'est pas permis de les nommer ; et pourtant je voudrais qu'ils apprissent quelle profonde reconnaissance je ressens de ce qu'ils ont fait pour moi ou plutôt avec moi pour le pays. J'ai souvent élevé la voix pour rappeler à mes compatriotes leurs devoirs urgents, les besoins et les dangers de la cause. Ces besoins et ces devoirs sont aujourd'hui généralement compris, et les hommes qu'à si juste titre la nation entoure de sa vénération sauront, en toute circonstance, maintenir dans le pays une indispensable unité et imprimer aux efforts une direction commune.

« Toutefois, il importe qu'à côté de ces préoccupations si utiles et si importantes, on ne perde pas de vue qu'une partie essentielle de l'œuvre nationale doit s'accomplir à l'étranger, que cette partie ne saurait être négligée sans un grand dommage pour l'ensemble, et que pour s'en acquitter avec succès, l'émigration ne peut se passer de l'active coopération du pays.

« Avec un profond sentiment d'humilité et d'attendris-

sement, je remercie Dieu de m'avoir permis de vivre jusqu'à un moment où l'avenir de ma nation commence à s'éclaircir après un siècle d'incertitudes. J'ai dans ma longue existence acquis la conviction que toutes les fois que la main de Dieu s'est appesantie sur nous, ce n'était pas pour nous perdre, mais pour nous rendre meilleurs. — Espérons donc en sa miséricorde; espérons en l'intercession de notre Reine céleste, et dans chacun de nos actes ayons plutôt en vue le triomphe éternel que ce qui semble promettre un succès passager.

« Que votre volonté soit faite, Seigneur Dieu Tout-Puissant. »

Ces paroles suprêmes du vieil athlète qui se couche dans la tombe, ces adieux pleins d'espoir après une longue vie d'épreuves, ont été accueillis par la Pologne avec un religieux respect. Elle y a vu non-seulement l'expression toujours durable de l'unité nationale qui rattache dans un faisceau commun les travaux de l'extérieur avec les efforts de l'intérieur, mais encore la confiante promesse d'un triomphe mérité par de si longs sacrifices. Elle y a surtout puisé un grand exemple de persévérance dans la lutte, d'héroïsme dans le malheur. Qu'elle soit fidèle à cette tradition, et son jour renaîtra bientôt.

« Une nation n'a pas droit, dit M. Proudhon, à faire re-
« connaître sa puissance, à jouir de l'autonomie, par cela
« qu'elle existe : il faut qu'il y ait en elle force et vertu (1) ! »

La Pologne peut accepter ce principe.

(1) *La Guerre et la Paix*, 2e vol., p. 392.

Nous n'ajouterons qu'une courte observation.

La force se manifeste sous plus d'une forme : il y a la force dans l'attaque et la force dans la résistance.

Lorsque les Anglais assistent au spectacle du pugilat national, les jeunes gens applaudissent aux coups bien appliqués, les vrais connaisseurs aux coups bien supportés ; et, en somme, le triomphe revient moins à celui qui est puissant à frapper qu'à celui qui est opiniâtre à résister.

Ainsi en sera-t-il pour la Pologne : car elle a les titres voulus par M. Proudhon, force et vertu ; force dans la résistance et vertu dans l'affliction.

FIN

4074 — Paris, imprimerie de Ch. Jouaust, rue Saint-Honoré, 338.

TABLE